

UN PAMPHLET CONTRE L'INQUISITION
D'ANTONIO ENRÍQUEZ GÓMEZ : LA SECONDE
PARTIE DE LA «POLÍTICA ANGÉLICA»
(ROUEN, 1647).

I

Antonio Enríquez Gómez

La biographie de cet auteur, telle qu'elle est généralement présentée dans les manuels d'histoire de la littérature espagnole, et même dans des études spéciales, s'éloigne considérablement des faits réels. On prétend qu'il était d'origine portugaise, quoique né en Espagne, à Ségovie. Son véritable nom serait Enrique Enríquez de Paz et il aurait été capitaine de son état. Après un long séjour en France, où il publia de nombreuses œuvres castillanes en prose et en vers, il se serait définitivement installé dans la communauté judéo-portugaise d'Amsterdam, ville où il serait mort.

Avant de présenter au lecteur l'ouvrage inconnu que nous rééditons dans le présent article, il nous faut extraire d'une étude en préparation¹ sur Antonio Enríquez Gómez et sa famille le récit résumé de sa vie jusqu'en 1647, date de publication des deux parties de la *Politica Angélica*.

Contrairement à ce que pensaient ses contemporains, Antonio Enríquez Gómez n'était pas portugais : il n'était même pas de pure race «néo-chrétienne». Son grand-père paternel, Diego de Mora, était né tout près du village de Dulcinée du Toboso, à Quintanar de la Orden. Il faisait partie d'une de ces rares et minuscules communautés crypto-juives espagnoles qui avaient réussi à conserver, au xvi^e siècle, leur foi secrète. Mais, vers 1588, l'Inquisition arrêta tout le groupe (une trentaine de personnes) et Diego de Mora mourut dans les geôles du Saint-Office.

1. Dans cette étude seront publiés les nombreux documents inédits grâce auxquels on peut reconstituer la vie du Marrane et de sa famille.

Son fils, Diego Enríquez Villanueva (ou de Mora) épousa d'abord une *cristiana vieja*, Isabel Gómez. De cette union naquit à Cuenca, en l'an 1600, Antonio Enríquez Gómez. Malgré son mariage avec une « vieille-chrétienne », Diego Enríquez Villanueva restait fidèle à la foi crypto-juive, ce qui lui valut d'être arrêté et condamné par l'Inquisition de Cuenca, peu avant 1624. Sa femme étant déjà morte, il s'exila en France, à Nantes, où il épousa une *cristã-nova* portugaise, Catarina da Fonseca, qu'il fit venir de la communauté juive d'Amsterdam. Il en eut trois fils : Miguel Enríquez, Esteban Enríquez (né en 1631) et Diego (dont on perd la trace après son baptême à Nantes en 1634).

Antonio Enríquez Gómez partagea son enfance et son adolescence entre Cuenca, Séville et Madrid. A Séville, il fut l'employé de son oncle paternel, Antonio Enríquez de Mora. En 1618, il épouse à Zafra une « vieille-chrétienne », Isabel Basurto, *natural del lugar de Gebolleros, en las montañas de Burgos*. Isabel était la sœur de Pedro Alonso Basurto, qui sera plus tard curé de Aravaca et de Rozas (près de Madrid), et commissaire du Saint-Office. De son union avec Isabel Basurto, Antonio Enríquez Gomez eut trois enfants : un fils, Diego Enríquez Basurto, et deux filles, Leonor et Catalina. En 1624, il était installé comme marchand à Madrid : à cette date, il essaie d'arracher à l'Inquisition de Cuenca l'héritage de sa mère et ses biens personnels qui avaient été confisqués avec la fortune de son père. Il semble qu'il avait déjà effectué plusieurs voyages en France pour des raisons commerciales : il devait séjourner soit à Nantes, chez son père, soit à Bordeaux, dans la maison de son oncle, Antonio Enríquez de Mora, qui avait échappé de justesse à l'arrestation par l'Inquisition sévillane.

Le commerce ne constituait pas l'unique occupation d'Antonio Enríquez Gómez. Très vraisemblablement autodidacte, il avait réussi à se constituer une sérieuse culture littéraire, philosophique et même théologique : culture dont témoignent ses nombreux ouvrages. Avant de quitter l'Espagne, il avait surtout cultivé la veine dramatique et composé vingt-deux *comedias* représentées à Madrid. Le Marrane Manuel Fernandes Vilareal, ami de notre dramaturge depuis cette époque madrilène, mentionne ses succès théâtraux dans la préface au premier livre imprimé en France d'Antonio Enríquez Gómez, les *Academias morales de las Musas* ; et Antonio lui-même, dans la préface de son *Sansón Nazareno*, a évoqué ses principaux confrères en art dramatique. Lorsque meurt Lope de Vega, *el Adán de la comedia*, Antonio Enríquez Gómez compose un sonnet « A la muerte feliz del Doctor

Frey Lope de Vega Carpio », sonnet imprimé dans le recueil collectif de la *Fama póstuma*.

Quoique à demi « nouveau-chrétien » et marié, de surcroît, à une « vieille-chrétienne », Antonio Enríquez Gómez était, comme son père et son grand-père, un crypto-juif. Son maranisme ne devait pas s'étendre aux pratiques rituelles, car les « Nouveaux-Chrétiens » de Madrid, étroitement surveillés, vivaient constamment à l'époque dans la crainte de l'arrestation. On imagine aisément l'émotion de notre auteur lorsqu'il fut convoqué par l'Inquisition, le 12 mai 1634, pour témoigner au procès du Marrane Bartolomé Febos, dont le père, António Rodrigues Lamego, était un des chefs de la communauté crypto-juive de Rouen. Ce jour-là, Antonio Enríquez Gómez, « mercader de lonja de cosas de Francia, que bive en la entrada de la calle de San Luis, por la Puerta del Sol, en casas de Diego Rodríguez Solís », dut se demander s'il n'était pas perdu. L'Inquisition ne voulait pourtant qu'un simple témoignage et le poète s'en tira en racontant ce qu'il savait du procès intenté aux Marranes de Rouen en 1633.

L'atmosphère madrilène dut lui paraître à la longue irrespirable car, à la fin de 1635 ou en 1636, en pleine guerre franco-espagnole, il jugea plus prudent de s'expatrier en France. Il profite d'ailleurs de l'occasion pour ne pas régler d'importantes dettes qu'il avait contractées auprès de marchands de drap de Ségovie.

Sur les raisons qui le contraignirent à l'exil, il s'explique, d'une manière qui n'est qu'apparemment sibylline, dans la Préface aux *Academias morales de las Musas* :

« Estrañarás, y con razón, aber dado a la emprenta este Libro en estrarera patria : respóndate la Elegía que escribí sobre mi peregrinación, si no voluntaria, forçosa ; y si no forçosa, ocasionada por algunos que, ynficionando la República, recíprocamente falsos, venden por antídoto el beneno a los que militan debaxo del Solio... »

Il vécut tout d'abord à Peyrehorade et à Bordeaux, où son oncle, Antonio Enríquez de Mora (qui devait finir ses jours dans la communauté juive de Livourne) était à l'époque un des chefs d'un groupement crypto-juif en plein essor.

Sous l'influence de son ami Manuel Fernandes Vilareal, Consul du Portugal à Paris, Antonio Enríquez Gómez se met au service de la Restauration portugaise. Pour célébrer la venue en France des premiers ambassadeurs du Duc de Bragance, que les Portugais révoltés contre l'Espagne avaient placé sur le trône, il compose le *Triumpho lusitano*¹, qui est

1. Réimprimé dans C. Roma du Bocage et E. Prestage, *Relação da Embaixada à França em 1641 por João Franco Barreto*. Coimbra, 1918, pp. 217-250.

imprimé à Paris et à Lisbonne en 1641. C'est lui qui rédige les poésies préliminaires qui ornent les éditions du *Político Christianísimo* de M. Fernandes Vilareal. Son portrait gravé en tête des *Academias morales de las Musas* (Bordeaux, P. de la Court, 1642) porte l'inscription latine suivante :

*A Gallis habuit tua Portugallia nomen,
Clarum a te, Gomes, Gallia nomen habet.*

A Bordeaux, Antonio Enríquez Gómez appartient à ce que l'on appelle déjà la « nation portugaise », c'est-à-dire au groupement officiel des « Nouveaux-Chrétiens », qui n'étaient pourtant pas tous originaires du Portugal. A ce titre, il acquitte avec son cousin germain et associé, Francisco Luis Enríquez de Mora (un des fils d'Antonio Enríquez de Mora) une taxe de 1.225 livres. Cette taxe a été levée sur toute la « nation portugaise » de Bordeaux pour qu'elle jouisse du droit de naturalité, en vertu de la déclaration royale du 23 août 1641.

Vers 1643, Antonio Enríquez Gómez quitte Bordeaux et s'installe à Rouen où prospère une assez importante colonie marrane qui s'est complètement remise de la grave crise de 1633. A Rouen, le poète vit en compagnie de sa femme, sa fille Leonor et son fils, Diego Enríquez Basurto, qui épousera en 1645 Margarita, fille d'Alonso Romero, Marrane de Bordeaux, et de Maria da Fonseca. Son autre fille, Catalina, était restée à Madrid, où elle avait épousé un « vieux-chrétien », « familial » du Saint-Office, Constantino Ortiz de Urbina, qui devint le correspondant commercial en Espagne de notre écrivain marrane.

Antonio Enríquez Gómez fait preuve d'une activité littéraire débordante. En 1644, il publie *La Culpa del primero peregrino* et *El Siglo Pitagórico*. Dans ces livres, comme dans toute son œuvre, apparaît constamment, comme une véritable obsession, le type littéraire du « mouchard » (*el malsín* : le mot, on le sait, est d'origine hébraïque) ; *La Culpa del primero peregrino* abonde en attaques contre la *ynfame y cruel malsineria* et contre la *ynfame canalla de malsines*¹.

1. Un passage de *La Culpa del primero peregrino* fait évidemment allusion à l'Inquisition (pp. 140-141) :

Ay de los tribunales ymperfetos !
A donde los delitos son secretos,
Salas donde se mira
En espejo de sombra la mentira
I adonde andan los vicios y maldades
Rebultos en fingidas sanctidades.

C'est ainsi que le poète évoquait littérairement la dangereuse vie du Marrane qu'il avait menée durant tant d'années en Espagne.

En 1645, il publie un curieux ouvrage intitulé *Luis dado de Dios a Luis y Ana, Samuel dado de Dios a Elcana y Ana*, ouvrage dédié à Louis XIV dont il exalte la « miraculeuse naissance ». Le frontispice du livre le désigne comme *Cavallero de la Orden de su Magestad Christianíssima del ávito de S. Miguel*. Le commentaire aux versets du livre de *Samuel* permet à Antonio Enríquez Gómez d'offrir au lecteur sa première *Politique*. A propos du prêtre Achimelec, exécuté par Saül, il lance une attaque à peine voilée contre les Inquisitions péninsulaires¹ :

De telles hypocrisies coûtent, d'ordinaire, un royaume, comme ce fut le cas pour Saül. A quoi cela sert-il de se faire le zéléteur de la foi, si c'est pour tuer l'innocent ? Ces Saüls ne se contentent pas d'affront, ils veulent du sang, dévorant comme des loups cruels les innocentes brebis. Ils conseillent aux Rois d'aller voir de lamentables tragédies dans des théâtres publics. Ils déplorent les ruines et les fomentent, ils s'affligent du dommage et l'exécutent et, finalement, ils veulent que la tyrannie passe pour de la compassion. »

Dans un autre passage, l'auteur critique l'ensemble de la politique de persécution menée par les monarchies péninsulaires contre les « Nouveaux-Chrétiens ». Il pronostique la ruine de ces empires fondés sur l'oppression² :

AMigo, ser juez, sin residencia
Es poner en peligro la conçiencia [.]
Tribunal superior de tres juezès [,]
Siendo secreto, açierta pocas vezes...

1. *Luis dado de Dios, etc.* (Paris, René Baudry, 1645), pp. 57-58 : « Tales hiproquesias suelen costar un Reyno como el de Saul : De que sirbe zelar la fee para matar al ygnocente ? No se contentan estos Saules con afrenta, quieren sangre, deuorando como lobos cruels las obejas ygnocentes. Aconsegan (*sic*) a los Reyes, que salgan a ver en publicos theatros lastimosas tragedias, lloran ruinas y foméntanlas, pésales del daño y executanlo, y ultima mente, quieren que pase plaza de piedad la tirania... » Le paragraphe suivant opposait les « bons Politiques » aux Inquisiteurs : « No se ponen en el pulpito de la ymbidia a predicar tragedias, sino a remediar neçesidades ; lleuan a ver a sus Reyes theatros ? es misericordia, no patibulos de justiçia ; solicitan el bien de la Republica sin detrimento de la verdad ; no aguardan de su Rey, por cruels, dignidades ; esperan, por piadosos, venefiçios, sin que les obligue el ynterés ni les fuerçe la pasion » (pp. 58-59).

2. *Op. cit.*, pp. 118-119 : « Qué fin puede aguardar un Reyno que premia malsines, alimenta cuadrillas de ladrones (como dice S. Agustin), destierra vasallos, deshonrra linajes, ensalza libelos, multiplica ministros, destruye el

« Quel destin peut espérer un royaume qui récompense les mouchards, alimente des bandes de voleurs (comme dit Saint Augustin), exile les vassaux, déshonore les familles, exalte les libelles [infamants], multiplie les agents d'exécution, détruit le commerce, réduit la population, aime les projets chimériques, vole les peuples, confisque les biens, rend des jugements secrets, n'entend pas les parties, cache [le nom des] témoins, vend les noblesses, condamne les nobles, multiplie les impôts et ruine le droit des gens ? »

Comme on le voit, l'attaque contre les procédures inquisitoriales était habilement mêlée à d'autres griefs plus généraux. Décrivant la tyrannie de Néron, le Marrane multipliait les allusions, à peine voilées, à la persécution contemporaine des « Nouveaux-Chrétiens »¹ :

« Si Néron voulait être cocher, la nuit, comment n'aurait-il pas fait verser le carrosse de l'Empire ? S'il alimentait constamment des mouchards, comment le Diable n'aurait-il pas mouchardé son état ? S'il persécutait les justes martyrs, comment n'aurait-il pas été persécuté par ses plus grands amis ? Si sa raison d'État l'amenait à faire une inquisition secrète de ses vassaux, comment ses ennemis ne lui auraient-ils pas rendu la pareille, en se conjurant contre lui ? S'il ordonnait des cérémonies publiques où il faisait brûler les fidèles de l'Église, sous prétexte de religion (comme le dit Tacite), comment espérait-il sortir indemne de l'incendie ? S'il confisquait, au moindre indice, tous les biens du noble et du plébéien, comment son palais n'aurait-il pas été pillé ? S'il exilait ses vassaux, comment aurait-il eu des soldats pour le défendre ? S'il persécutait les provinces, comment les provinces ne se seraient-elles pas soulevées contre lui ? »

comercio, ataxa la poblacion, ama adbitrios (*sic*), roba los pueblos, confisca bienes, hace juicios secretos, no oye las partes, calla los testigos, vende noblezas, condena nobles, alienta gabelas y ar[r]juina el derecho de las gentes ? »

1. *Op. cit.*, pp. 121-122 : « Si Neron queria de noche ser cochero, como no avia de despeñar la c[ar]roza del ymperio ? Si andava alimentando malsines, como no avia el Diablo de malsinar su estado ? Si persèguia los justos martires, como no lo auian a el de perseguir sus mayores amigos ? Si su materia de Estado era hacer ynquisicion secreta de los vasallos, como no la auian de hacer sus enemigos, conjurandose contra él ? Si hacia autos publicos adonde mandava quemar los fieles de la Yglesia en achaque de religion (como dice Cornelio Tacito), como esperaua salir libre del ynçendio ? Si confiscaua por el menor indicio todos los bienes del noble y del plebeyo, como no auia de ser su palacio saqueado ? Si él dester[r]jaua sus vasallos, como auia de tener soldados que le defendiesen ? Si él perseguia las probinçias, como no se le auian de rebelar las probinçias ? » Au chapitre suivant, Antonio Enríquez. Gómez s'en prend à un *Polilico moderno* qui, au milieu de ses erreurs, « habla vaxamente de los reduçidos a la fe a quien, con poco temor de Dios, ynfama como ministro del Demonio » (p. 131) C'est certainement le même auteur que notre Marrane attaque dans le Quatrième Dialogue de la première partie de la *Politica Angélica*.

Cette dernière allusion aux révoltes catalane et portugaise de 1640 contre l'Espagne était assez claire en elle-même, mais, vers la fin de son livre, Antonio Enríquez Gómez ne croyait pas inutile d'exalter « l'Acclamation qu'a faite le Portugal en la personne du Sérénissime Roi Jean IV ; secouant le joug castillan, il a donné l'investiture royale à celui auquel elle revenait de droit, à la satisfaction générale de tous les Princes de l'Europe »¹.

*
* *

II

Les deux parties de la *Politica Angélica*

(Rouen, Laurens Maurry, 1647)

1647 est la date inscrite sur les frontispices des deux parties de l'ouvrage. Les études modernes consacrées à Antonio Enríquez Gómez ne mentionnent que pour mémoire cette *Politica Angélica* : il est clair que leurs auteurs n'ont pu prendre connaissance d'aucune de ses deux parties.

Et, pourtant, au xvii^e siècle, le livre fit rapidement scandale et fut vite inscrit à l'Index des Inquisitions péninsulaires. Dans la brillante revue de la vie littéraire, l'*Hospital das Letras*, qu'il compose ou achève à Bahia, et dont il date la *dedicatoria* du 10 septembre 1657, le grand écrivain portugais Dom Francisco Manuel de Melo fait deux allusions à la *Politica Angélica*.

La première mêt pertinemment en relation Antonio Enríquez Gómez avec son ami Manuel Fernandes Vilareal, *aquele desaventurado político M. F. V.*, que l'Inquisition avait brûlé à Lisbonne le 1^{er} décembre 1652 :

LIPSIO. — Não há mais políticos franceses ?

AUTOR. — Antes, por serem tantos não sei por donde comece.

QUEVEDO. — Como não seja pela *Politica Angélica* de António Henriques, impressa em França, começai por donde quiserdes.

AUTOR. — Nem por ele, nem pelo *Politico Cristiano* daquele desa-

1. *Op. cit.*, p. 143 : «...La Aclamación que hizo Portugal en el Serenissimo Rey Don Juan el quarto, pues, sacudiendo el yugo castellano, dio la ymvestidura real a quien justamente le tocaba, con general aplauso de todos los Príncipes de la Europa... »

venturado politico M. F. V., que não é digno de ser nomeado, começarei.

QUEVEDO. — Tende mão : esses dous Portugueses enxertados em Galos foram homens de muito diverso engenho, posto que « Archades ambo », como disse Virgilio : porque o autor da *Política Angélica*, sobre ter engenho, é desaproveitado e fantástico, como se vê em os mais dos livros que publicou, se não vede-o em a Miscelânea do *Siglo Pitagórico*; e o autor do *Político* cerra melhor as abóbadas dos seus discursos, não sendo como alguns que cosem sem dar nó na linha, cujos arrazoados — se por eles puxais depois de feitos — tudò fica descosido.

AUTOR. — Pouco mais ou menos ouvi que foi no seu *Luís a Deo dato*, que ele por força quis fazer Samuel, sendo não só cristão velho, mas cristianíssimo.

On peut admirer l'habileté avec laquelle le prudent D. Francisco Manuel de Melo, qui n'était pas lui-même entièrement « vieux-chrétien », a attribué au farouche antisémite que fut Quevedo un éloge littéraire de deux Marranes, victimes des Inquisitions péninsulaires.

La seconde allusion remet les choses au point, signale la prohibition de la *Politica Angélica* et souligne avec raison la grande influence exercée par Quevedo sur l'ensemble de l'œuvre d'Antonio Enríquez Gómez :

QUEVEDO. — Há mais políticos contagiosos ?

AUTOR. — Ainda mal, porque há tantos mais ; e aqui o está muito por sua corrupta doutrina a *Política* de António Henriques Gomes.

LIPSIO. — É, essa, uma a quem ele desatentadamente chama *Política Angélica*...

AUTOR. — O próprio livro é.

QUEVEDO. — Já em Espanha está defendido, pelo muito que ofendeu aos prudentes e piedosos.

AUTOR. — Espanha não sei eu o que fez, mas Portugal o tem já há muito tempo proibido.

BOCALINO. — Barrabás espere as obras desse autor português enxertado em « Monsieur » e Cavaleiro das Ordens de El-Rei, como ele com pouca ordem se nos intitula. Para homem de tantas Ordens, não vi pessoa de mais desordens ! O que arrazoa, o que embaralha sobre nada, é cousa que me faz não só perder o gosto, mas a paciência ; e logo não há ano que vos não venha com um parto : donde parece que perderam já sua virtude os anos bissextos.

QUEVEDO. — Esse Gomes é mais meu lacaio do que já disseram atrevidos entre Avicena e Escoto. A tudo se me põe diante, e não olho para lugar aonde o não veja ali, muito meu amigo. Assim foi em mil partes, mas agora mais em o seu *D. Gregorio Guadanha*, em que quis retratar o meu « Pablos el Buscón » ; já poeta, já satirico, dou ao pecado tal autor, por lhe não dar os pecados a ele, visto que lhe não faltam em seus escritos.

LIPSIO. — Oh ! também isso parece ramo de paixão, que é árvore

bem copada... Havemos de deixar um ouvido ao ausente : eu nunca vi escritos de António Henriques ; eu vos prometo que os verei, e lhe receitaremos depois a emenda que lhe convier por mezinha.

AUTOR. — Não façais como o outro, que, dando-lhe um seu amigo certa carta de amores para que lha emendasse do que lhe parecesse mal, ele lha riscou toda inteira e pôs, por baixo da palavra « Senhora » que estavá no alto da carta, « Esta Senhora correu muito risco¹ ».

D. Francisco Manuel de Melo n'établit aucune distinction entre deux parties de la *Politica Angélica* et son allusion donne l'impression que tout l'ouvrage était prohibé, en 1657, en Espagne comme au Portugal. Essayons de préciser ces affirmations à l'aide des exemplaires actuellement conservés.

A

La première partie de la « Política Angélica »

De la première partie de la *Politica Angélica*, nous ne connaissons que trois exemplaires conservés actuellement à Lisbonne : à la Bibliothèque Nationale et à celles de l'Académie des Sciences et du Palais d'Ajuda.

Deux de ces exemplaires ont encore leur frontispice, dont voici la reproduction :

POLITICA. ANGELICA
PRIMERA PARTE.
DIVIDA EN 5. DIALOGOS
DEDICADA

A MESSIRE IEAN LOVIS FAVCON

Cavallero y Señor de Ris, Consejero de su Majestad
Christianissima en su Consejo de Estado y primero
Presidente en el Parlamento de Normandia

1. Les deux passages cités se trouvent dans l'édition-princeps des *Apologos Dialogaes* (Lisbonne, 1721) aux pp. 419 et 443-445. Le Professeur Giacinto Manuppella, que nous remercions bien cordialement, a eu l'amabilité de nous adresser, le 6 juin 1954, les passages correspondants de sa future édition critique : ce sont eux que nous avons reproduits dans le texte. L'édition-princeps a, par erreur, « M.T.V. » au lieu de « M.F.V. »

POR

ANTONIO HENRIQUEZ GOMEZ,

Cavallero de la Orden de su Majestad, del habito de
de S. Miguel, Consejero y Mayordomo ordinario

[une vignette]

EN ROAN,

En la imprenta de L. MAVRRY. Año 1647.

CON APPROBACION

La dédicace à Messire Jean Louis Faucon et un Avis *Al lector* manquent dans l'exemplaire de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences. Tous les exemplaires ont l'approbation, annoncée dans le titre, qui est signée par Fr. Guillaume du Vair, « indigne Religieux de S. François ». Ce « Lecteur de Théologie Morale au Convent des Pères Cordeliers de Rouen » certifie avoir lu le livre et l'avoir « trouvé conforme à la Doctrine de l'Église Catholique, Apostolique & Romaine, & aux bonnes mœurs » : il l'a, en conséquence, « iugé digne d'estre mis en lumière ».

L'exemplaire de la Bibliothèque du Palais d'Ajuda porte deux inscriptions manuscrites. La première mentionne le fonds où était conservé l'ouvrage : *Ex Bibliotheca Congregationis Oratorii apud Regiam Domum B. N. Virginis de Necessitatibus*. La seconde indique que le livre a été examiné par l'Inquisition : *V[is]to em 16 de N[ovembr]o 1652* (La signature est effacée). On peut en conclure que le 16 novembre 1652 la première partie de la *Política Angélica* n'était pas prohibée par l'Inquisition portugaise.

Dans cette première partie de son ouvrage, Antonio Enriquez Gómez établissait une relation symbolique entre les trois états de la République (Clergé, Noblesse, Peuple) et les trois orbes (angélique, sublunaire et élémentaire) : s'appuyant principalement sur l'Écriture Sainte, il tirait de la relation ainsi établie une politique qu'il pouvait qualifier d'*angélique*.

La plus grande partie de l'ouvrage était donc consacrée à un exposé théorique sur le gouvernement royal, les conseillers du Prince, les favoris, la primauté du religieux sur le civil, la justice et les juges, etc. On y trouve cependant des allusions, souvent fugitives, mais parfois développées, à des thèmes chers au Marrane.

Les allusions à l'iniquité des procédures inquisitoriales étaient la plupart du temps extrêmement voilées et perdues

dans des développements, ce qui leur ôtait la virulence qu'elles avaient dans le *Luis dado de Dios a Luis y Ana*. C'est ainsi qu'au fil des pages on trouvait mentionnés « les audiences secrètes des juges hypocrites » (p. 9), « les libelles infamants contre les familles » (p. 136 et p. 144), « le châ-timent juste envers les coupables, mais très injuste envers leurs descendants » (p. 143), « les mouchards » (p. 135 et p. 144), « la confiscation des biens » (p. 145), « les faux témoins » (p. 152), etc.

Antonio Enríquez Gómez, imitant son ami Manuel Fernandes Vilareal¹, consacrait une assez longue discussion au thème suivant : les Princes peuvent-ils favoriser ceux qui sont d'une religion contraire à la leur et établir des alliances avec eux ? La réponse était naturellement affirmative et l'auteur ne manquait pas de mettre en relief l'exemple du Roi de France, allié des hérétiques Hollandais. Vilareal avait affirmé que « la parole qu'on a donnée à un ennemy de la Religion, ou de l'Estat, à un sujet rebelle, ou à un Estranger, doit estre observée de point en point ». Antonio Enríquez Gómez soutient la même thèse (aux pages 100-105), mais, bien qu'il affirme que « les plus grands délits commis le sont sous un prétexte religieux » (p. 102), il ne traite pas à proprement parler le cas de la parole donnée à un « ennemi de la religion ».

Au fond, seul le Quatrième Dialogue de cette première partie (pp. 106-153) révélait un aspect essentiel de la pensée du Marrane. La politique pratiquée par les monarchies péninsulaires à l'égard des « Nouveaux-Chrétiens » issus du judaïsme est caractérisée par deux notions fondamentales :

1^o le « racisme religieux »² qui oppose dans la société chrétienne unique, réalisée par les conversions forcées, deux catégories : les « Vieux-Chrétiens », détenteurs de tous les droits de leurs classes sociales respectives, et les « Nouveaux-Chrétiens », catégorie inférieure, frappée de nombreuses incapacités, en raison de la religion professée autrefois par leurs ancêtres ; ce « racisme religieux » trouve son expression juridique dans les fameux « statuts de pureté de sang » (*estatutos de limpieza de sangre*);

1. Sur cet auteur et son *Politico Christianissimo*, voir notre étude : *Manuel Fernandes Vilareal, Adversaire et Victime de l'Inquisition Portugaise* parue dans *Ibérica. Revista de Filologia*, tome I (1959), Rio de Janeiro, pp. 33-54 et 181-207.

2. Nous empruntons cette désignation au P. Alvaro Huerga, O. P., éditeur des *Avisos para los predicadores del santo Evangelio* de Fr. Agustín Salucio (Barcelone, 1959, pp. 22-27, 32, 40 et 47).

2^o l'Inquisition qui voit dans les « Nouveaux-Chrétiens » des hérétiques en puissance et s'efforce de les retenir dans le catholicisme par la menace du bûcher, du cachot, de la confiscation des biens et de l'infamie qui s'attachait aux personnes condamnées dans les autodafés.

Une grande partie du quatrième dialogue de la première partie de la *Política Angélica* est consacrée à la critique du racisme religieux. L'auteur commence par établir que la « politique angélique » prend en considération le mérite, non le sang : le chœur des Anges ne s'indigne pas de recevoir au paradis l'âme d'un fils dont le père est en enfer. Antonio Enríquez Gómez s'en prend immédiatement aux auteurs politiques qui conseillent aux ministres de ne pas honorer les vassaux qui, à leur naissance, ont hérité d'un sang non exempt de défaut, à cause de la religion de leurs ancêtres ou de leur manque de fortune. Le Marrane en veut particulièrement à « *un Auctor, mal Politico y peor Christiano* » qui, pour flatter un Ministre dont il espérait une dignité qu'il n'obtint finalement pas, préconisait une politique rigoureuse à l'égard des « Nouveaux-Chrétiens » : non seulement il ne fallait pas récompenser « *la sangre que por naturaleza está indiziada en delicto de Religion (defetos de sus passados)* », mais encore il fallait la marquer d'infamie et l'assujettir à des tributs doubles de ceux imposés aux autres nations de l'Empire. Le plus triste était que cet Auteur, religieux de son état, était lui-même de race « néo-chrétienne » : notre Marrane invoquait avec raison le proverbe espagnol : *del monte sale quien al monte quema*.

Antonio Enríquez Gómez réfute longuement les thèses de ces mauvais politiques. Il s'appuie d'abord sur les doctrines évangélique et apostolique. Puis il cherche à prouver que ces politiques nient, au fond, l'immortalité de l'âme et sont, par conséquent, des athées. C'est ensuite au nom du bon gouvernement de l'Empire que le Marrane critique la thèse pestilentielle des racistes. Il suggère alors, par touches très discrètes, que le racisme religieux engendre des procédures judiciaires iniques et d'effroyables dommages à l'Empire :

« Beaucoup de sequestres appauvrissent les vassaux ; ceux-ci appauvris, le royaume est misérable. Beaucoup de déshonneurs, d'affronts et de libelles ternissent l'honneur et le lustre d'une monarchie et les vassaux sont marqués d'infamie. Beaucoup d'exils dépeuplent un royaume ; celui-ci, une fois dépourvu de population, est perdu et les vassaux sans patrie sont ruinés¹. »

1. « Muchos secrestos empobrecen los vasallos, éstos pobres, el Reyno es miserable ; muchas deshonoras, affrentas y libelos mancha[n] el honor y lustre

Une seule fois, et dans un très court passage, Antonio Enríquez Gómez s'enhardissait à faire sienne une thèse exprimée par son ami Manuel Fernandes Vilareal :

« Tous les cœurs humains ne sont pas unis par la même religion, la même loyauté, la même foi. Pourvu que, publiquement, on n'observe et ne pratique d'autre religion que celle du Prince, il ne faut pas ruiner les familles sur des indices uniquement fournis par l'envie¹. »

Au total, dans ce quatrième dialogue, la critique du racisme religieux restait très prudente dans la forme et les allusions à l'Inquisition étaient extrêmement discrètes.

B

La « Política Angélica » et l'Ambassade du Portugal à Paris

Bien que la susceptibilité des autorités péninsulaires à l'égard de tout ce qui pouvait apparaître comme une défense des « Nouveaux-Chrétiens » soit bien connue, nous arrivions difficilement à nous expliquer le scandale provoqué par la *Política Angélica* dans le milieu de l'ambassade portugaise à Paris. Le *Luis dado de Dios a Luis y Ana*, paru en 1645, avec privilège du Roi de France, contenait des attaques plus violentes et, surtout, plus claires contre les Inquisitions péninsulaires ; et, pourtant, cet ouvrage n'avait provoqué aucune intervention de l'Ambassadeur portugais à Paris.

Il en alla tout autrement avec la *Política Angélica*. En effet, dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères, à Paris, se trouve la minute d'une lettre adressée, au nom du Roi de France, à un Premier Président du Parlement de Rouen :

« Monsieur de Riz. Il m'a esté fait plainte par le Sr Marquis de Nizze, Ambassadeur extraordinaire du Roy de Portugal près de moi, de ce qu'un nommé Antoine Henricques Gomes, qui est sorti de race

de una Monarquía, y estan con mal nombre los vasallos infamados ; destierros muchos despueblan un Reyno ; éste, sin gente, es perdido, y los vassallos, sin su patria, arruinados » (p. 150).

1. « No. todos los humanos corazones estan ligados en una Religion, en una lealtad, ni en una fe ; como publicamente no se obserbe y guarde otra Religion que la del Principe, por solo indicios de la imbidia, no se ar[r]ruinan las familias » (p. 146).

hébraïque, a composé et fait imprimer a Rouen un livre intitulé la *Politique Evangélique*, lequel tres directement a dessein de destruire le Tribunal ou Justice de la *Sainte Inquisition en Portugal*; mais dautant que cela est non seulement pernicieux, et de mauvais exemple, j'ay grand sujet de trouver à redire à cette impression, puisqu'elle fust faite sans ma permission. C'est pourquoy je vous escriis la presente lettre pour vous dire que vous aiez aussy tost que vous l'aurez reçüe a faire rompre la presse en laquelle led. livre a esté imprimé, faire toutes les diligences possibles pour en recouvrer les cahiers originaux, vous saisir des exemplaires et généralement de tout ce qui se trouvera avoir esté composé par led. Gomes affin de mettre le tout entre les mains du Gentilhomme que led. Sr Ambassadeur doit charger de quelques mémoires et de cette lettre; Au contenu de laquelle m'assurant que vous satisferez punctuellement. Je... »¹.

Chose curieuse, cette minute est datée du 8 avril 1647. Or, comme nous l'avons déjà indiqué, l'approbation de Fr. Guillaume du Vair, que l'on trouve dans tous les exemplaires actuellement conservés de la première partie de la *Politica Angélica*, porte la date du 8 août 1647. Autre élément curieux : Messire Jean-Louis Faucon, sieur de Ris, auquel est dédiée cette première partie (et on sait qu'à l'époque les dédicaces étaient ordinairement monnayées) est précisément le Premier Président du Parlement de Rouen à qui Louis XIV (ou plutôt son Conseil) demande de détruire les presses sur lesquelles a été imprimée la *Politica Angélica*, de recouvrer les cahiers originaux de l'ouvrage et de saisir les exemplaires imprimés. Enfin, nous avons déjà dit qu'Antonio Enríquez Gómez avait servi par la plume, à plusieurs reprises, la cause du Portugal restauré.

Les choses s'éclaircissent passablement lorsque l'on consulte (comme nous l'avons fait dès 1939) le procès inquisitorial intenté à Manuel Fernandes Vilareal. Ce dernier avait commis l'imprudence de revenir au Portugal en compagnie de l'Ambassadeur, le Marquis de Niza. Débarquant à Lisbonne le 30 avril 1649, il venait chercher la récompense des grands services qu'il avait rendus à son pays depuis 1641. Mais il avait sous-estimé la vilénie d'un des chapelains de l'Ambassadeur, Fr. Francisco de Santo Agostinho de Macedo.

Après avoir hésité plusieurs mois, le moine vint dénoncer

1. Archives du Ministère des Affaires Étrangères à Paris, *Correspondance politique du Portugal*, tome I, f° 371. Ramos-Coelho, *Manuel Fernandes Villa Real e o seu processo na Inquisição de Lisboa* (Lisbonne, Empreza do « Occidente », 1894), p. 27 (dans la note en bas de page) cite une copie de cette lettre qui se trouvait à la Bibliothèque Nationale de Lisbonne : la cote était alors : *Mello, Mss. n° 308, fol. 41 v.*

le Marrane à l'Inquisition le 15 octobre 1649. Au cours de sa dénonciation, il fit une référence à l'ouvrage qui est l'objet de la présente étude :

« [Le dénonciateur] ajouta que le dit Manuel Fernandes avait en son pouvoir des livres et des papiers, imprimés et manuscrits, contre les procédures du Saint-Office portugais ; il se souvient particulièrement que l'un des dits livres était composé par Antonio Gomes Henriques, Nouveau-Chrétien habitant à Rouen, grand ami du dit Manuel Fernandes. Ce livre contenait des choses très infâmes contre le Saint-Office, quoique le dit Manuel Fernandes disait en présence du dénonciateur que, tandis que la substance en était véridique, la manière d'écrire lui paraissait scandaleuse ; qu'il avait empêché l'achèvement de l'impression du dit livre et qu'il avait été cause qu'on n'achève pas de l'imprimer ; et effectivement l'exemplaire qu'avait vu le dénonciateur n'était pas achevé d'imprimer... »¹.

Le 19 octobre 1649, le Marquis de Niza était convoqué par l'Inquisition et invité à fournir son témoignage sur Manuel Fernandes Vilareal. Il fut naturellement interrogé sur la *Politica Angélica*. Voici la traduction de cette partie de sa déposition :

« Il dit que, selon ses souvenirs, le dit Manuel Fernandes Vilareal l'informa, lui Marquis, de ce qu'Antonio Henriques Gomes, Nouveau-Chrétien habitant à Rouen, né en Castille, mais partiellement d'origine portugaise, avait composé un livre qui contenait beaucoup de choses contre le Saint-Office, bien qu'il ne le nommât point ; et qu'ayant été, lui Marquis, informé qu'on l'imprimait à Rouen, il avait obtenu une lettre du Roi de France afin que le Premier Président du Parlement de Rouen empêche l'impression et se saisisse des exemplaires imprimés (s'il y en avait) et de l'original ; et effectivement lui Marquis envoya dire au dit Antonio Gomes Henriques par Manuel Fernandes Vilareal qu'il était d'avis qu'il ne poursuive pas l'impression. Et le dit Antonio Henriques Gomes fit savoir qu'il ferait ce que lui Marquis ordonnait et, de fait, tant que lui Marquis résida en France l'impression fut interrompue. Et il ne sait rien d'autre au sujet de la question

1. *Procès de M. Fernandes Vilareal* (Archives Nationales de la Tour de Tombo à Lisbonne : procès n° 7.794 des *aparlados* de l'Inquisition de Lisbonne), première partie, f° 58, recto et verso : « Disse mais que o ditto Manuel Fernandez tinha em seu poder livros e papeis impressos, e por imprimir, contra os procedimentos do Sancto Officio de Portugal, e em especial se accorda que hum dos dittos livros era composto per Antonio Gomes Henriques, christão novo, Portugues, morador em Ruão, grande amigo do ditto Manuel Fernandez, o qual livro tinha cousas muito infames contra o Sancto Officio, se bem o ditto Manuel Fernandez em presença delle denunciante dizia que, sendo a substancia verdadeira, lhe parecia o modo de escrever escandaloso, e que impidira o acabar-se de imprimir o ditto livro, e que elle fora occasião de não acabar de se imprimir, como de feito o que elle denunciante vio, não era acabado de imprimir. »

qui lui a été posée, mais, maintenant, il hésite à affirmer si l'information au sujet du livre lui a été donnée par Manuel Fernandes Vilareal ou par Jorge de Sousa, son serviteur à lui Marquis, qui habite le Bairro Alto, mais le dit Manuel Fernandes Vilareal réprouvait la dite impression et participa aux démarches grâce auxquelles elle fut suspendue... »¹.

Le même jour, José Henriques, serviteur du Marquis de Niza, est à son tour interrogé sur la même question :

« Il dit qu'en France dans la maison du dit Marquis Ambassadeur, dans une chambre où logeait Manuel Fernandes Vilareal, Portugais qu'on dit Nouveau-Chrétien et qui est revenu avec le Marquis à Lisbonne où il réside, le témoin trouva un cahier manuscrit qu'on disait être composé par un Nouveau-Chrétien appelé Antonio Henriques Gomes, habitant de Rouen, qui est poète ; dans ce cahier on disait beaucoup de mal du Saint-Office, selon ce que le dit Manuel Fernandes Vilareal indiqua à lui témoin, d'une façon telle qu'il semblait réprouver ce que l'on disait dans le dit cahier, disant encore à lui témoin qu'il avait souvent écrit et dit au dit Antonio Henriques Gomes de ne pas poursuivre l'exécution du dit Livre et de ne pas l'imprimer, car le Marquis pourrait lui faire du mal en portant plainte contre lui parce qu'il écrivait des choses telles qu'il en serait gravement puni en France ; et, en effet, l'impression du dit livre fut

1. La question posée au Marquis de Niza était la suivante : « Perguntado se sabe elle Marques que algũa pessoa compuzesse algum livro, sendo christão bautizado, no qual se contivessem algũas proposiçoens de palavras affrontozas e injuriosas contra o ministerio e procedimento do Santo Officio da Inquisição, ou que tivesse algum livro que não fosse acabado de imprimir em que se contivessem algũas outras proposiçoens ainda mais enormes contra os procedimentos do Santo Officio ». Voici le texte original de la réponse du Marquis que nous avons traduite : « Disse que o ditto Manuel Fernandez Villa Real, segundo sua lembrança, deu conta a elle Marques de que Antonio Henriques Gomes, christão novo, morador em Ruão, nascido em Castella, mas tem parte de portugues, composera hum livro que continha cousas que vinhão a ser contra [o Santo] Officio, posto que o não nomeava ; e que tendo elle Marques noticia de se ir imprimindo em Ruão, ouvera hũa carta del Rey de França para o Primeiro Prezidente do Parlamento de Ruão impedir a ditta impressão, e tomar se [os] ouvesse impresso e originais ; e com effeito elle Marques mandou recado ao ditto Antonio Gomes Henriques por o ditto Manuel Fernandez Villa Real em que lhe dizia que era de parecer que não fosse com a impressão por diante, e o ditto Antonio Henriques Gomes avizou que faria o que elle Marques mandava ; e com effeito a impressão não continuou em quanto elle Marques esteve em França ; e que do contheudo na pergunta não sabe mais cousa algũa ; e que agora esta duvidoso se o avizo do ditto livro foi dado por o ditto Manuel Fernandez Villa Real, se por Jorge de Souza, criado do Marques, que vive no Bayr[r]jo Alto, porem que o ditto Manuel Fernandez reprovava tâobem a ditta impressão, e andou com os recados por que ella se attalhou » (*Procès de Manuel Fernandes Vilareal*, première partie, fol. 62 v^o-63).

interrompue tant que le Marquis résida en France, et [le témoin] ne sait pas si, depuis, on l'a imprimé... »¹.

Le 22 octobre 1649, c'était le tour d'un autre chapelain de l'Ambassadeur d'être interrogé à Coïmbre : Fr. António de Serpa porta de très graves accusations contre le Consul du Portugal à Paris qu'il traitait de Juif et d'Athée. Ce qu'il dit de la *Politica Angélica* est souvent contredit par les autres personnes interrogées :

« Il ajouta que ledit Manuel Fernandes, comme les autres Nouveaux-Chrétiens qui habitent en France, parle avec beaucoup de licence des choses du Saint-Office ; et bien que lui, témoin, n'ait vu aucun livre imprimé ni manuscrit contre notre sainte foi [appartenant] au dit Manuel Fernandes, il pense qu'il doit en avoir ; il ne sait si le dit Manuel Fernandes Vilareal a un livre composé par Antonio Gomes Henriques, Portugais habitant à Rouen ; le titre du dit livre était une chose chimérique qui ne visait que le Saint-Office, et la substance du dit livre était entièrement dirigée contre le Saint-Office. Jorge de Sousa da Costa (Portugais, qui alla en France avec le Marquis de Niza et qui habite maintenant la ville de Lisbonne, rue de l'Espera, près du Loreto), ayant eu information du dit livre, en rendit compte au dit Marquis de Niza et le dit Marquis en empêcha l'impression à Rouen ; et le dit Jorge de Sousa et d'autres personnes de la maison du Marquis disaient que les meilleures attaques du livre appartenaient au dit Manuel Fernandes Vilareal ; mais, en réalité, le dit livre fut achevé d'imprimer et le Père Frère Francisco de Macedo, religieux de la province portugaise de Saint-François, l'a lu ; mais lui témoin ne se souvient pas d'avoir entendu le dit Manuel Fernandes Vilareal parler du dit livre... »².

[1. *Procès de Manuel Fernandes Vilareal*, première partie, fol. 65 v^o-66 : « Perguntado se sabe de algũa pessoa que compozesse algum livro no qual se sentisse mal dos procedimentos e ministerio do Santo Officio = Disse que em França, em casa do ditto Marques Embaixador, em hum aposento em que se agasalhava Manoel Fernandez Villa Real, Portugues que dizem ser christão novo, o qual veio com o Marques para esta cidade onde reside, achou elle testemunha hum caderno escrito de mão que se dizia ser feito por hum christão novo que se chama Antonio Henriques Gomes, morador em Ruão, o qual he Poeta, no qual caderno se dizião muitos males do Santo Officio, segundo o ditto Manoel Fernandez Villa Real referio a elle testemunha e em modo como que tomava a mal o que no ditto quaderno se dizia, dizendo mais a elle testemunha que por muitas vezes escrevera e dissera ao ditto Antonio Henriques Gomes que não continuasse com o ditto livro nem o imprimisse, porque o Marques lhe podia fazer mal, queixandosse de elle escrever taes cousas como aquellas pellas quaes seria la gravemente castigado ; e com effeito se parou com a impressão do ditto livro em quanto o ditto Marques esteve em França, nem sabe se depois se imprimiria ».

2. *Procès de Manuel Fernandes Vilareal*, première partie, fol. 79 v^o-80 : « Disse mais que o ditto Manoel Fernandes, como os mais christãos novos que

Enfin, le 29 mars 1650, au cours de l'interrogatoire *in specie*, Manuel Fernandes Vilareal lui-même était invité à s'expliquer sur la *Política Angélica*. Voici sa réponse :

« Il est vrai que l'accusé a en son pouvoir quelques cahiers d'un livre imprimé à Rouen par Antonio Henriquez Gomez ; ayant été informé [de l'impression] de ce livre, l'accusé demanda à Antonio Rodriguez de Moraes de l'obtenir de l'imprimeur ; et comme il contenait des choses scandaleuses contre le Saint-Office, l'accusé le montra en France au Marquis de Niza et fut cause de l'interruption de l'impression, comme pourra le dire le Marquis qui, pour interdire le livre, obtint une lettre du Roi de France pour le Premier Président de Rouen... »¹.

C

La seconde partie de la « Política Angélica »

De l'ensemble de renseignements apportés par le procès inquisitorial contre Manuel Fernandes Vilareal on pouvait déduire qu'on avait commencé à imprimer à Rouen en 1647 un ouvrage violemment anti-inquisitorial d'Antonio Enríquez

vivem em França, falão com muita liberdade nas couzas do Santo Officio ; e posto que elle testemunha não vio livro impresso nem manu escrito ao ditto Manoel Fernandes contra nossa santa fee, entende elle testemunha que os deve ter, — e que não sabe se o ditto Manoel Fernandes Villa Real tem hum livro que compos Antonio Gomes Henriques, Portugues, morador em Ruão, e que o titulo do ditto livro era hũa couza chimerica, so pera dar no Santo Officio, e que a substancia do ditto livro tudo era contra o Santo Officio; e que tendo noticia do ditto livro Jorge de Souza da Costa, Portugues, que foi com o Marques de Niza a França, e agora he morador na cidade de Lisboa, na rua da Espera, junto do Loreto, deu conta ao Marques de Niza do ditto livro, e o ditto Marques embarçou a impressão delle em Ruão ; e o ditto Jorge de Souza e outras pessoas da caza do Marques dizião que as melhores pancadas do ditto livro erão do ditto Manoel Fernandes Villa Real ; mas, em effeito, o ditto livro se acabou de imprimir e o leu o padre Frey Francisco de Macedo, religiozo da Provincia de Portugal de São Francisco ; mas elle testemunha se não lembra de ouvir falar ao ditto Manoel Fernandes no ditto livro. »

1. *Procès de Manuel Fernandes Vilareal*, troisième partie, fol. 17 v^o-18 : « Disse que do conteudo na pergunta he verdade ter elle Reo em seu poder huns quadernos de hum livro impresso em Ruão por Antonio Henriquez Gomez, do qual tendo noticia, o mandou elle Reo pedir a Antonio Rodriguez de Moraes que lho ouvesse do impressor, e por se conter nelle cousas escandalosas contra o Santo Officio, elle Reo o manifestou ao Marquez de Niza em França e foi elle Reo occasião de se não continuar a impressão do ditto livro, como dirá o Marquez que, para effeito de o impedir, ouve hũa carta de El Rey de França para o Primeiro Prezidente de Ruão. »

Gómez et que l'impression en avait été suspendue à la demande du Marquis de Niza, Ambassadeur du Portugal à Paris. Mais l'Ambassadeur n'ayant pas fait usage de la lettre que lui avait donnée le Roi de France, le manuscrit original n'avait pas été saisi, non plus que les cahiers déjà imprimés, et les presses n'avaient pas été détruites.

L'indignation des délateurs et témoins de 1649 ne cadrerait guère avec le contenu, relativement anodin, de la première partie de la *Política Angélica*. Mais dans le *Prólogo* du *Sansón Nazareno* (poème remis par Antonio Enríquez Gómez en 1649 à l'imprimeur rouennais Laurens Maurry et achevé d'imprimer par celui-ci en 1656), énumérant ses *comedias* et les ouvrages achevés par lui de 1642 à 1649, notre Marrane mentionnait : « La *Política Angélica* [,] primera y SEGUNDA parte », et cette indication était confirmée par des bibliographes portugais et certains Index d'ouvrages prohibés par les Inquisitions péninsulaires.

Or, il y a plus d'une dizaine d'années, M. Marcel Bataillon, aujourd'hui Administrateur du Collège de France, nous signalait qu'une des fiches du catalogue des livres espagnols de la Bibliothèque Mazarine de Paris, établi par don José Maria Giner Pantoja mentionnait l'existence d'un exemplaire de la *Política Angélica*. Comme les exemplaires de l'ouvrage que nous avons vus au Portugal en 1939 présentaient des différences entre eux, nous voulûmes connaître l'état exact de l'exemplaire de la Mazarine.

Nous ne saurions trop remercier M^r M. Bataillon pour sa très précieuse information. En fait, il s'agissait d'un exemplaire, vraisemblablement unique aujourd'hui, de ce qu'Antonio Enríquez Gómez appelait la *seconde partie* de son ouvrage. Le frontispice donnait immédiatement une idée du contenu du livre. Voici la traduction de ce frontispice : « *Politique Angélique*. Sur la politique que l'on doit pratiquer à l'égard de ceux qui se sont ralliés à la foi catholique et de ceux qui s'en sont écartés. Dialogues 3 et 4. Dédié à tous les Princes chrétiens, colonnes de la militante Église de Rome. Par Antonio Enríquez Gomez, chevalier de l'Ordre de sa Majesté Très-Chrétienne, et son Conseiller et Majordome ordinaire [vignette]. A Rouen, dans l'imprimerie de Laurens Maurry, en 1647. Avec approbation. »

Une inscription manuscrite indique dans quelle bibliothèque l'exemplaire était conservé, avant de venir enrichir les fonds de la Bibliothèque Mazarine : *Oratorii Parisiensis catalogo inscriptus*, avec la date : 1759. C'est donc la bibliothèque parisienne de la Congrégation de l'Oratoire qui a préservé pendant longtemps l'unique exemplaire actuelle-

ment connu de ce violent pamphlet contre les Inquisitions de la Péninsule hispanique.

Au point de vue typographique, l'exemplaire est extrêmement curieux. Le titre annonce : *Dialogo* (sic) 3 y 4. En réalité, il y a encore un Cinquième dialogue, mais c'est le cinquième Dialogue de la première partie de la *Politica Angélica*. La page 153 contient les six dernières lignes du quatrième Dialogue de la première partie. Et il faut préciser davantage : de la page 153 à la page finale 187, l'imprimeur a utilisé la composition typographique de la première partie.

Après la dédicace aux Princes Chrétiens et une reproduction de l'Approbation de Fr. Guillaume du Vair qui ornait déjà la première partie, on trouve un avis *Au lecteur* dont voici la traduction :

« Ces deux Dialogues, en vertu de justes considérations, ont été imprimés à part et extraits de ma *Politique*; c'est la raison pour laquelle ils commencent à la page 73 : cela n'a pas été une erreur, mais une obligation imposée à celui qui l'a exécutée. »

L'ouvrage commence effectivement à la page 73, mais c'est par erreur : les pages 73-74 se répètent deux fois dans la numération. Le *Dialogo Tercero* devait donc commencer à la page 71. Or, le troisième Dialogue de la première partie commence, lui aussi, à la page 71. Une hypothèse vient immédiatement à l'esprit, pour expliquer l'étrange disposition typographique de cet exemplaire de la Bibliothèque Mazarine : Antonio Enríquez Gómez se proposait peut-être, à une certaine époque, de faire deux tirages différents de la *Politica Angélica*. L'un serait constitué par le texte que nous offrent les trois exemplaires actuellement conservés de la première partie ; dans le second, les Dialogues 3 et 4 (relativement modérés) de la première partie seraient remplacés par les Dialogues 3 et 4 de l'exemplaire de la Mazarine. Le caractère parfaitement anodin des Dialogues 1, 3 et 5 permettrait de dissimuler un pamphlet qui serait certainement jugé subversif dans la Péninsule hispanique.

Plus tard, ayant renoncé temporairement ou définitivement à son idée, Antonio Enríquez Gómez a dû faire faire un tirage à part des Dialogues polémiques, tirage à part destiné en premier lieu aux Rois de la Péninsule hispanique, mais dont le Marrane eut l'audace d'envoyer des exemplaires à l'Inquisition espagnole, en un temps où il ne songeait pas encore à retourner en Espagne. L'exemplaire de la Mazarine serait, dans notre hypothèse, un exemplaire de ce tirage à part dans lequel l'imprimeur, Laurens Maurry, aura maintenu par erreur le cinquième Dialogue de la première partie.

Une chose en tout cas est certaine : les Dialogues 3 et 4 de l'exemplaire de la Mazarine constituent bien ce qu'Antonio Enríquez Gómez appelait la SECONDE PARTIE de son ouvrage. En effet, voici la traduction des premières lignes du Dialogue 3 : « PHILONIO. — Il sera juste, Theogio, que nous commençons la seconde partie de votre *Política Angélica*... ».

D

*Caractère, genèse et structure de la seconde partie de la
« Política Angélica »*

Destiné à être imprimé en France, pays où le judaïsme était officiellement interdit, le pamphlet anti-inquisitorial ne pouvait se présenter que comme une protestation *chrétienne* contre la politique d'oppression pratiquée à l'encontre des « Nouveaux-Chrétiens » de la Péninsule hispanique. Comme nous le montrerons dans notre étude sur Antonio Enríquez Gómez et sa famille, à l'époque où il composait cette seconde partie de la *Política Angélica*, notre auteur était toujours un Judaïsant et il le restera jusqu'à son entrée dans les cachots de l'Inquisition de Séville.

Le pamphlet que nous étudions est donc bien un exercice littéraire et intellectuel typiquement *marrane* : un Judaïsant essaie de se placer dans la position d'un catholique et recherche les arguments que ce dernier pourrait opposer aux méthodes inquisitoriales et au racisme religieux en vigueur à l'époque en Espagne et au Portugal.

Ce caractère apparemment catholique du livre apparaît dès la Dédicace, dont voici la traduction :

« Princes très-chrétiens, catholiques Monarques, boucliers de la Foi et colonnes de la militante Église de Rome,

Désirant, par un zèle pieux, porter remède à la politique rigoureuse que l'on exécute en certains royaumes au sujet des délits religieux, j'ai publié ces deux Dialogues, sous le titre de *Politique Angélique*, en faisant appel à la doctrine du Christ et de ses Apôtres, des Conciles sacrés et de tous les saints Docteurs qui ont traité cette matière. Si, en quelque endroit, je me suis trompé sur son véritable sens, ce ne sera pas par manque de foi, mais par manque de talent. Protégez-la de votre royal nom auquel je dédie et consacre le zèle avec lequel je l'ai écrite ; et je la sou mets à la correction de la Sainte Mère Église de Rome

Antonio Enríquez Gómez. »

Le même caractère ostensiblement catholique se dégage aussi du type d'argumentation et des autorités qui apparaissent dans tout l'ouvrage. A chacun des moments de la discussion, l'auteur invoque les autorités de l'Ancien et du Nouveau Testament ; il expose ensuite les commentaires, parfois opposés, des docteurs, théologiens et canonistes ; et il conclut naturellement par l'opinion défavorable aux rigoureuses procédures du Saint-Office et au racisme religieux.

L'Inquisition a été généralement, et pour cause, épargnée par les élites intellectuelles espagnoles et portugaises dans leurs ouvrages publiés. Manuel Fernandes Vilareal connaissait certainement et son ami Antonio Enríquez Gómez a peut-être lu l'*Alegacion en que se funda la justicia y merced que algunos particulares del Reyno de Portugal, que estan dentro y fuera de los confines de España, piden y suplican a la Católica y Real Magestad del Rey don Felipe Tercero nuestro señor, se les haga y conceda*, que le licencié Martin de Zellerigo, juge des biens confisqués par l'Inquisition de Tolède, fait imprimer à Madrid en 1619¹. Imprimer, mais non publier, car il s'agit d'un mémoire adressé au Grand Inquisiteur d'Espagne par l'un des politiques et économistes espagnols les plus éminents de son époque : dans ce mémoire est proposée une transformation radicale de la condition des « Nouveaux-Chrétiens » et Zellerigo se fait directement l'écho des plaintes articulées par ceux-ci. Par ailleurs, si l'on excepte les nombreux mémoires adressés aux Papes et aux Rois par les victimes de l'Inquisition portugaise durant deux siècles, il faut attendre la Restauration du Portugal en 1640 pour voir diffusées de sérieuses attaques contre l'institution inquisitoriale, en particulier les célèbres propositions en faveur des « Nouveaux-Chrétiens » que le Jésuite António Vieira fait circuler en 1643, 1646 et 1647². Il ne sera pas difficile d'établir des correspondances entre les attaques convergentes du Jésuite et du Marrane.

Si l'Inquisition et ses procédures n'ont guère été mises publiquement en question, le racisme religieux impliqué par les statuts de pureté de sang a troublé très vite certaines consciences péninsulaires. Dès l'éphémère sentence-statut édictée en 1449 par les insurgés tolédans contre les « Nou-

1. Nous avons l'intention de publier prochainement cette très remarquable *Alegacion*.

2. Sur ce point nous renvoyons à notre étude : *Les Jésuites portugais contre l'Inquisition : La campagne pour la fondation de la « Compagnie Générale du Commerce du Brésil »* (1649) parue dans la *Revista do Livro*, de Rio de Janeiro, n° 3-4, 1956, pp. 29-53.

veaux-Chrétiens », la polémique fit rage et les opinions se divisèrent. Deux ouvrages récents¹ retracent la lutte séculaire pour l'abrogation ou la modération des statuts de pureté de sang en Espagne. Quand il traite du racisme, dans la première partie et surtout dans la seconde partie de la *Politica Angélica*, Antonio Enríquez Gómez ne manque pas d'invoquer la bulle de Nicolas V (1449) et de citer les noms de théologiens et canonistes hostiles, d'une manière ou d'une autre, aux statuts : Alonso Montalvo, Covarrubias, le « doctor Navarro », le cardinal Cajétan, Fr. Agustín Salucio (dont il estropie le nom en Saluero ou Saluerio), Fr. Henri Mauroy, Fr. Antonio de Córdoba, Fr. Manuel Rodrigues, etc. Sur ce point, notre auteur avait de nombreux prédécesseurs catholiques.

Antonio Enríquez Gómez compose son attaque en 1647. Cette date s'explique aisément. Ce n'est pas la situation espagnole qu'il envisage : après la chute d'Olivarès, les gouvernants espagnols abandonnent toute idée de modification de la condition des « Nouveaux-Chrétiens ». Par contre, au Portugal, le P. António Vieira et les membres les plus importants de l'Assistance portugaise de la Compagnie de Jésus se dressent contre l'Inquisition. Au mois d'avril 1646, le P. António Vieira a mis à profit une mission diplomatique en France et en Hollande pour entrer en contact direct avec les Marranes de Rouen. Parmi les *judeus de Ruão* qu'il avait personnellement rencontrés et auxquels il adresse le 20 avril 1646 une lettre², où il promet son appui total à la cause des « Nouveaux-Chrétiens », se trouvait évidemment Antonio Enríquez Gómez. Celui-ci, mis au courant par le Jésuite de l'état du conflit au Portugal, a dû penser que le moment était venu de faire entendre sa voix dans le concert d'attaques contre l'Inquisition et le racisme religieux.

Si l'on compare la seconde partie de la *Politica Angélica* et les trois propositions du P. António Vieira en faveur des « Nouveaux-Chrétiens », on relève une différence essentielle dans la manière d'aborder le problème. Le Jésuite s'exprime en homme d'État qui veut sauver son pays : la théologie

1. Antonio Domínguez Ortiz, *La clase social de los conversos en Castilla en la Edad Moderna* (Madrid, C.S.I.C., s. d. ; Monografías historico-sociales. vol. III) et Albert A. Sicroff, *Les controverses des statuts de « pureté de sang » en Espagne du XV^e au XVII^e siècle* (Paris, Didier, 1960).

2. La lettre du Jésuite est publiée dans *Cartas do Padre António Vieira coordenadas e anotadas por J. Lucio de Azevedo*, tome premier (Coimbra, 1925), pp. 92-93. La réponse des « Juifs de Rouen », datée du 4 mai 1646, est publiée par le même éditeur dans le *Boletim da Segunda Classe da Academia das Ciências*, de Lisbonne, tome IX, p. 430.

n'intervient dans son plaidoyer que pour prouver que la refonte de l'organisme inquisitorial qu'il propose est parfaitement conforme aux principes catholiques. António Vieira a dans l'esprit une situation très précise : celle du Portugal restauré dans les années 1643-1647. Le point de vue du Marrane est plus général : il s'efforce de montrer que la politique pratiquée depuis longtemps dans tous les États de la Péninsule hispanique est, dans la théorie comme dans la pratique, absolument contraire à l'essence du catholicisme ; accessoirement, il veut prouver qu'elle ruine à coup sûr les monarchies péninsulaires. Ce n'est pas cultiver le paradoxe que de dire que le Jésuite s'exprime en homme politique et en économiste, le Marrane en théologien catholique.

La division artificielle en deux Dialogues de la seconde partie de la *Politica Angélica* risque de masquer la solide structure d'un ouvrage où le premier des deux interlocuteurs Philonio, se contente de proposer les thèmes de discussion au second, Theogio, plus particulièrement chargé d'exposer la doctrine de l'auteur

Une introduction rapide essaie de déterminer si les méthodes rigoureuses de répression de l'hérésie utilisées par l'Inquisition peuvent être justifiées par la doctrine catholique. Deux développements (le premier quatre fois plus long que le second) examinent les graves préjudices que ces méthodes causent à la Religion et à la Monarchie. Enfin, dans un dernier développement, l'auteur décrit ce que devrait être une répression vraiment catholique de l'hérésie : c'est une profonde réforme du Saint-Office qui est proposée par le Marrane qui énumère, en une brève conclusion, les bienfaits spirituels et matériels qu'on peut en attendre.

E

Le contenu de la seconde partie de la « Política Angélica »

L'Introduction aborde d'emblée le problème essentiel : les Rois ont-ils le droit de punir les délits religieux par l'exécution des coupables et la confiscation de leurs biens ? L'auteur répond que les âmes humaines étant pourvues de libre-arbitre, la sanction à exercer sur elles n'appartient qu'à Dieu. Cette doctrine concerne littéralement ceux qui n'ont pas reçu le baptême. Pour ceux qui ont été baptisés, A. Enríquez Gómez affirme immédiatement que « l'on doit les admonester

d'abord par tous les moyens d'amour, et non de rigueur ». Pourtant, de graves auteurs soutiennent que l'on doit châtier l'hérétique, non seulement dans ses biens et son honneur, mais encore dans sa vie, en exterminant ainsi une catégorie de personnes préjudiciables à la religion des fidèles catholiques et à l'État du Prince. Les partisans de cette politique de rigueur se basent sur le chapitre XIII du *Deutéronome* où l'on ordonne l'exécution immédiate de ceux qui incitent le peuple à abandonner le vrai Dieu et à servir des dieux étrangers. L'auteur répond qu'il faut distinguer entre l'hérésiarque qui doit être puni de mort (selon la loi divine) et son adepte qui (selon la loi évangélique) doit être éclairé et pardonné, « comme le dit l'Apôtre saint Pierre, et pas seulement sept fois, mais soixante-dix fois sept ».

Cependant, dans certains pays, on prétend punir les délits religieux et en interdire la répétition par d'extraordinaires châtiments qui atteignent non seulement le coupable, mais encore son innocente famille. On estime nécessaires des procédures spéciales que l'on affirme conformes à la religion catholique.

Pour prouver l'inexactitude de cette thèse, le porte-parole de l'auteur va étudier longuement ces procédures, en montrant qu'elles sont contraires aux enseignements du christianisme et du droit, et en exposant les graves dommages qu'elles causent à la religion et au salut des âmes, d'une part, à la prospérité de l'Empire, de l'autre.

Premier aspect de ces procédures : les témoignages de l'accusation sont secrets. L'accusé ne connaît pas les témoins qui l'ont fait emprisonner : on ne lui communique que des dépositions anonymes. Cela va à l'encontre du droit canon et du droit civil qui n'admettent de dérogation que lorsque l'accusé est un Prince ou un puissant de ce monde. Comme le dit expressément saint Augustin, lorsque les hommes seront accusés par l'Ennemi commun devant le Tribunal suprême de Dieu, ils verront leurs fautes en esprit et on ne leur cachera pas leur accusateur. La justice humaine doit s'efforcer d'imiter la justice divine. Au lieu de la lumière promise par l'Évangile, les accusés devant le tribunal inquisitorial ne trouvent que de païennes ténèbres. Ils sont souvent réduits au désespoir et confessent dans les supplices des crimes qu'ils n'ont jamais commis. L'anonymat des dépositions encourage les faux témoins qui, contrairement aux principes du droit, sont sûrs de l'impunité. Enfin, les accusés sortent des cachots plus aveugles qu'ils y sont entrés, les innocents confessant des fautes inexistantes, les coupables niant leurs fautes réelles.

Second aspect des procédures inquisitoriales : la condamnation à mort pour confession incomplète. Dans le jargon du Saint-Office, l'accusé qui ne dénonçait pas tous ses complices et ne devinait pas les noms de tous ceux qui l'avaient dénoncé était qualifié de *diminuto*. Les Inquisiteurs estimaient que ces oublis établissaient irréfutablement que le repentir de l'accusé n'était pas sincère. L'auteur montre que cette « politique du devine-qui-t'a-dénoncé » est contraire à l'action et à la doctrine de Jésus. Un passage du dialogue suggère la véritable raison de ce que l'auteur appelle *la muerte de minuto*, la condamnation à mort pour confession incomplète :

Theogio. — Il doit y avoir une raison plus importante. Dites-moi : celui qui meurt *deminuto*, perd-il ses biens, bien qu'il dise qu'il est chrétien ?

Philonio. — Oui, il les perd.

Theogio. — Et s'il ne confesse pas le délit ?

Philonio. — S'il ne confesse pas, il ne les perd pas.

Theogio. — C'est bien là qu'est le préjudice. Ne parlons plus de ce sujet.

On aura beau chercher dans l'Ancien et le Nouveau Testaments, et même dans les annales des pires tyrans de l'Antiquité païenne, on n'y trouvera pas d'exemple d'accusations anonymes ou de condamnation à mort de *diminutos*. Le Bon Pasteur était prêt à abandonner tout le troupeau pour ramener au bercail la brebis égarée. Les Inquisiteurs brûlent pêle-mêle des Juifs et des Luthériens, et des Catholiques qui confessent à grands cris la foi du Christ ; les uns comme hérétiques impénitents, les autres parce qu'ils n'ont pas deviné quels étaient leurs accusateurs. Le Christ enseigne la miséricorde, la charité. Les Inquisiteurs, imitant Néron, brûlent des gens qui confessent l'Évangile à haute voix : leurs victimes sont de véritables martyrs en terres chrétiennes.

Troisième aspect des procédures du Saint-Office : la confiscation des biens. Comme tous les adversaires, Jésuites ou Marranes, de l'Inquisition, A. Enríquez Gómez n'a point de mal à montrer le caractère indécent de cette mesure. « De deux choses l'une : ou bien il s'agit de sauver des âmes, ou bien il s'agit de condamner des biens ». Aux tentatives de justification des confiscations (les Inquisiteurs sont des juges droits et justes qui ne profitent pas des biens confisqués ; la crainte de la confiscation de ses biens retient le pécheur sur la pente de l'hérésie, etc.) l'auteur oppose constamment l'exemple du Christ et des Apôtres. Il apostrophe avec véhémence les Inquisiteurs :

« Ministres de Dieu, si vous voulez rallier la maison d'Israël, utilisez la doctrine du Christ : donnez gratuitement. Convertissez-les, ralliez-les et sauvez-les : mais que cela soit de telle façon que si l'on trouve l'Évangile en votre bouche, on ne trouve pas l'or dans vos bourses. Car les Apôtres ne donnaient pas le salut pour de l'argent, ni la foi pour de la monnaie ; ils donnaient la foi pour la foi et la grâce pour la grâce. Et si vous confisquez les biens, vous n'aurez ni grâce ici-bas, ni paradis dans l'au-delà. »

La confiscation des biens rend immédiatement suspect l'ensemble de la justice inquisitoriale, car tous ses agents d'exécution peuvent céder à l'appel de la cupidité. La religion est lésée d'une autre façon : dans la crainte de perdre leurs biens, de nombreux coupables ne confessent pas leurs fautes et, par conséquent, ne se repentent pas. Dieu rejettera la faute sur les juges qui trahissent l'intention de sa loi, à savoir que le pécheur se repente. Saint Pierre renia le Christ, mais, « ayant pleuré sa faute, le Christ non seulement pardonna son délit, mais encore doubla ses biens, en le nommant trésorier des biens célestes ». Par contre, les confiscations ont toujours été le fait des tyrans : l'Antiquité sacrée ou profane en fournit de nombreux exemples. Le dernier préjudice causé à la religion est le plus grave : les procédures étudiées, en particulier la confiscation des biens, provoquent l'expatriation de familles entières que l'on pousse à l'infidélité. Car, en admettant même que la damnation des parents fût certaine, tout espoir de sauver les enfants s'évanouit lorsque la famille entière s'exile.

Ouvrons une parenthèse pour indiquer que, dans cette partie de l'ouvrage, il est particulièrement facile de déceler de nombreuses analogies avec les propositions du P. António Vieira en faveur des « Nouveaux-Chrétiens ». Le fait s'explique aisément puisque la campagne menée par les Jésuites portugais contre l'Inquisition en 1647-1649 avait un but essentiel, d'ailleurs atteint en 1649 : l'abolition des confiscations inquisitoriales, condition indispensable pour obtenir des « Nouveaux-Chrétiens » les capitaux nécessaires à la formation de la « Compagnie Générale du Commerce du Brésil ».

Antonio Enríquez Gómez attaque ensuite ce qu'il appelle « les libelles infamants ». On sait que les habits pénitentiels (les *sambenitos*) portés par les condamnés dans les cérémonies des autodafés (et, pour ceux qui n'étaient pas exécutés, durant tout leur temps de pénitence) étaient ensuite, sur l'ordre du Saint-Office, suspendus dans les églises avec des inscriptions identificatrices constamment entretenues. Les coupables et leurs familles étaient ainsi livrés à la vindicte des générations successives. Il va sans dire que cette pratique

était de celles qui entretenaient le mieux le racisme religieux. L'auteur montre qu'elle introduit la division dans la société catholique, contrairement aux préceptes fondamentaux du Christ et à de nombreux exemples de l'Ancien Testament. Elle est injuste, cruelle et barbare : en effet, elle atteint surtout les descendants du coupable qui sont, eux, innocents. On prend prétexte de la faute de leur ancêtre pour les exclure des charges et des honneurs. La distinction entre différentes catégories de chrétiens (vieux et nouveaux) a été réprouvée par les Apôtres, les Papes et les Conciles ; et Antonio Enríquez Gómez imprime une traduction de la célèbre bulle de Nicolas V relative aux graves incidents provoqués par les insurgés de Tolède en 1449¹, puis cite des passages des saints Docteurs de l'Église (Grégoire, Jérôme, Ambroise, Augustin, Thomas) qui condamnent tout racisme à l'intérieur de la société chrétienne.

Il y avait cependant une grave difficulté : d'autres bulles et d'autres décrets papaux, postérieurs à 1449, approuvaient les statuts de pureté de sang qui excluaient les « Nouveaux-Chrétiens » de certaines corporations religieuses et de certains honneurs. Notre auteur n'avait naturellement pas l'habileté des canonistes professionnels à se mouvoir entre des décisions contradictoires. Il se contente d'indiquer que les décrets de la Papauté sont pris en fonction des informations fournies, en sous-entendant évidemment que celles-ci peuvent avoir été inexactes. Il distingue également entre l'esprit du décret, qui veut la punition du coupable, et la lettre mal comprise, qui entraîne le châtement des innocents.

Il est plus à son aise pour démontrer que le racisme sous-jacent aux statuts de pureté de sang est contraire aux enseignements bibliques, au message évangélique et au sentiment des Docteurs. De nombreux théologiens et canonistes les ont réprouvés à des titres divers, et Antonio Enríquez Gómez énumère les noms et les opinions venus à sa connaissance. Il conclut sur une observation également faite par le P. António Vieira : le résultat le plus visible des *estatutos* et des *sambenitos*, c'est que, pour les étrangers, tous les habitants de la Péninsule hispanique sont des Nouveaux-Chrétiens : « Que peut espérer une nation qui peint d'horribles délits dans les églises et les expose dans des théâtres publics ? Les membres de cette nation peuvent être certains que ce nom

1. La question des bulles de Nicolas V vient d'être entièrement renouvelée par le P. V. Beltrán de Heredia, O. P., dans son étude *Las bulas de Nicolás V acerca de los Conversos de Castilla* parue dans *Sefarad*, tome XXI (1961), pp. 22-47.

qu'ils décernent à titre d'infâmie, ils l'auront tous eux-mêmes sur la place du monde.»

Du même esprit raciste procèdent, selon l'auteur, d'autres aspects des procédures inquisitoriales. Par exemple, les châtimens publics que l'on exerçait sur des personnes mortes ou en fuite. Pour les premières, on n'hésitait pas à déterrer leurs dépouilles mortelles pour les brûler dans les autodafés ; les secondes étaient exécutées en effigie au cours des mêmes cérémonies. D'où l'exclamation d'un des interlocuteurs : « Je vous assure que ce tribunal est pire que la mort, car nous voyons que celle-ci n'a de juridiction que sur les vivants, mais non sur les morts. » L'auteur explique que la seule préoccupation des Inquisiteurs, dans ces exécutions de morts ou de fugitifs, c'est de déshonorer les innocentes familles des condamnés. Car si l'âme du coupable est damnée, à quoi sert de déterrer ses ossements pour les brûler ? Mais si le défunt a été fausement accusé, Dieu le recevra en son Paradis, alors que le monde canonisera ses ossements par le feu et le déshonneur.

Antonio Enríquez Gómez peut alors souligner les méfaits du racisme religieux que l'on ne trouve pas même « chez la nation la plus sauvage qui milite sous la bannière de la tyrannie ». Et il n'hésite pas à tracer un terrible parallèle entre le Christ et les Inquisiteurs :

Le Christ dit : Pardonnez au pécheur s'il se repent : eux brûlent comme *deminuto* le pécheur repent ; le Christ dit : Qu'il n'y ait pas entre vous de division de peuples : eux les divisent et séparent par le déshonneur ; l'Évangile dit : *Aimez-vous les uns les autres* : eux disent : Haïssez-vous les uns les autres ; les Apôtres publièrent la paix spirituelle : eux la guerre ; le Christ cherche sa brebis perdue et la met en son Paradis : eux la jettent au feu ; il ordonne de pardonner aux ennemis : eux d'amis font de criminels ennemis. »

Le dernier aspect critiqué des procédures inquisitoriales est essentiel : c'est le rigoureux secret des prisons du Saint-Office. Les détenus, loin de la lumière du jour, de la communication des mortels et de la compagnie d'autres prisonniers, au secret durant quatre, six et douze années, sont livrés au désespoir et aux tentations de l'Ennemi commun de la faiblesse humaine. Ils confessent tout ce que veulent les Inquisiteurs, et la tyrannie exercée par ces derniers surpasse ainsi celles des Païens, antiques ou modernes, dont les prisons furent toujours publiques.

On en revient ainsi à l'opposition essentielle : l'opposition entre la violence et l'amour. « On ne ramène pas les hommes à l'Évangile, les armes à la main : c'est là le moyen de châtier

des rebelles ; mais on pardonne les convertis, s'ils se repentent. La foi du Christ ne se défend pas par l'épée : c'est seulement la secte mahométane qui se défend ainsi. L'amour et la doctrine évangélique, l'admonestation et l'exhortation spirituelle, voilà les douces armes pour vaincre la tyrannie du Démon, introducteur de la prison secrète, la condamnation à mort du *diminuto* et la confiscation des biens. »

Aux Inquisiteurs, Antonio Enríquez Gómez oppose les Pères de la Compagnie de Jésus, « soldats de la vieille infanterie de la bannière du Christ » et de nombreux religieux d'autres Ordres qui convertissent les Païens, « non par le couteau, non par le feu, non par la condamnation à mort du *diminuto*, mais par l'admonestation évangélique et la doctrine du Christ ». Et pourtant ces Païens « mangeaient de la chair humaine, adoraient des serpents, vénéraient des oiseaux, faisaient leurs idoles des rochers et s'agenouillaient devant les dragons » ; alors que les Nouveaux-Chrétiens « sont civilisés, ce sont des êtres rationnels, ils ont la connaissance et la lumière de la foi ».

Mais les procédures inquisitoriales ne sont pas seulement préjudiciables à la cause de la Religion, elles ruinent également l'Empire. Les confiscations de biens, symboles préférés de la tyrannie, ont dévoré la substance des monarchies, comme le prouvent de nombreux exemples de l'Antiquité sacrée ou profane rapportés par l'auteur. Avec peut-être moins d'éloquence que le P. António Vieira, Antonio Enríquez Gómez décrit assez longuement le processus fatal qui, de la ruine et l'expatriation des condamnés, mène au dépeuplement des royaumes en passant par la ruine du trésor public et le déclin du commerce. Le racisme diviseur de la société chrétienne a des effets aussi néfastes et l'auteur lui oppose la politique de Louis XIII et Richelieu admettant immédiatement aux honneurs publics les Protestants qui se convertissaient au catholicisme.

D'où la conclusion de cette partie de l'argumentation : « Si les prisons sont secrètes, le châtement doit être secret ; si l'on admet les témoins de tous états, les mauvais seront égalés aux bons ; si ce délit est puni par le sang et le feu, le royaume se dépeuplera ; s'ils décident de sauver des âmes, ils veulent les damner, puisqu'ils les exilent dans des provinces libres ; s'ils veulent déshonorer les familles par les libelles infamants, la Noblesse sera déshonorée ; s'ils veulent enrichir la République, ils s'appauvriront en créant injustement des pauvres ; s'ils se flattent d'être des fidèles, ils deviendront des infidèles, puisqu'ils châtent plus rigoureusement que les infidèles ; et s'ils prétendent que leurs secrets ne soient pas

connus, ils veulent les rendre publics, puisqu'ils exilent des vassaux amis transformés en ennemis.»

La seconde partie de la *Política Angélica* ne constitue pas seulement une éloquente et véhémement attaque contre les méthodes inquisitoriales : chacune des critiques annonce un aspect du plan de réforme du Saint-Office esquissé à la fin du pamphlet.

Antonio Enríquez Gómez débute par un éloge, certainement dénué de toute sincérité, du Tribunal qui défend la foi et de ses Ministres. Éloge conditionnel d'ailleurs, qui distingue entre le zèle et les méthodes, la dignité et les coutumes. Si les Ministres excèdent l'ordre établi à Rome par le Pontife de l'Église, « ce sont plutôt des tyrans que des Ministres de Dieu ».

Dans chaque tribunal de la foi, il devrait y avoir deux théologiens (Capucins ou Jésuites) et un prêtre séculier. Seul ce dernier recevrait une pension. Ainsi l'objectivité et le désintéressement des juges spirituels seraient au-dessus de tout soupçon.

En second lieu, les accusés devraient avoir connaissance des témoins à charge et être confrontés avec eux : ainsi serait éliminée la plaie des faux-témoins, désormais soumis à la loi du talion.

Troisièmement : conformément à l'opinion de saint Jérôme et de saint Ambroise, avant toute arrestation, les juges devraient admonester secrètement tout accusé et l'absoudre en cas de confession de la faute. Ce n'est qu'à la seconde récidive que l'inculpé serait publiquement puni. Si l'accusé niait avoir commis le délit dont il serait accusé, on instruirait son procès et, en cas de simple récidive, il serait condamné. Ainsi la miséricorde précéderait la justice.

Quatrième article de la réforme proposée : suppression complète des confiscations de biens, l'inculpé devant seulement payer les frais provoqués par sa détention. La peine de la confiscation est inadéquate et injuste. En effet, le condamné riche paie plus que le pauvre, alors que le délit est le même. En outre les enfants innocents paient pour le père coupable. L'auteur répète ses critiques : on vole des innocents, on empêche le coupable de confesser, on ne sauve pas des âmes en condamnant des biens. Il retrace longuement les avantages que retirera l'Empire de la suppression des confiscations.

Cinquième article : les prisons seront publiques et non secrètes, sauf pendant le court laps de temps nécessaire à l'instruction de la cause. Ainsi disparaîtront les inconvénients d'une « prison païenne où l'on traite les hommes rationnels comme des fauves, en leur donnant chichement à manger,

en leur refusant la lumière et la compagnie d'êtres rationnels; en les mettant comme des animaux féroces, chacun dans sa cage, pour qu'ils chantent des hérésies; et ensuite on les expose dans des amphithéâtres romains, sans qu'ils aient d'autre connaissance de leur faute que de ne pas avoir deviné le nom de leurs accusateurs, et là on les brûle comme *diminutos* ».

Sixième article : limitation, sauf cas exceptionnel, de la durée des causes à un an. Ce délai, conforme au droit, est suffisant pour établir la vérité.

Septième article : suppression des libelles infamants exposés dans les églises, car Dieu et le droit ordonnent de ne pas déshonorer le fils à cause de la faute du père.

Huitième article : les descendants d'infidèles ne seront plus exclus des honneurs et dignités ecclésiastiques et séculières.

Reste le châtement du véritable coupable, c'est-à-dire de celui qui, après deux absolutions secrètes ou un procès public, aura récidivé dans sa faute : il sera condamné à mort, le Prince étant libre (selon la gravité de la faute) de l'exiler.

Tel est, rapidement résumé, le contenu d'un ouvrage dont on pourrait dire, s'il n'avait un Judaïsant pour auteur, qu'il constitue une véhémence protestation de la conscience catholique contre l'Inquisition et le racisme péninsulaires. En effet, Antonio Enríquez Gómez, de propos délibéré, a écarté tous les arguments juifs ou marranes, à commencer par l'argument de base : c'est la conversion *violente* des Juifs au christianisme qui a créé, en Espagne comme au Portugal, le grave problème des « Nouveaux-Chrétiens ».

L'objectivité ordonne de dire que le pamphlet d'Antonio Enríquez Gómez n'eut guère de répercussion. L'Inquisition espagnole ne subit aucune atteinte après 1647; quant à l'Inquisition portugaise, si le pouvoir de confisquer les biens des condamnés lui fut provisoirement retiré entre 1649 et 1656, ce fut surtout en raison de l'active campagne des Jésuites et de la grave situation politico-économique du Portugal.

On ne peut même pas dire que cet audacieux pamphlet eut une influence quelconque sur la destinée finale de son auteur. Vers 1649, Antonio Enríquez Gómez revint en Espagne où il vécut, à Séville, sous le nom de Don Fernando de Zárate : il eut ainsi le privilège de se voir brûler en effigie dans le spectaculaire autodafé du mois d'avril 1660. Il fut finalement arrêté par l'Inquisition sévillane ainsi que son demi-frère, Esteban Enríquez, le 21 septembre 1661. Le 9 février 1662, Esteban Enríquez, interrogé par l'Inquisiteur, avouait avoir été instruit à Rouen de la Loi de Moïse par la fille d'Anto-

nio Enríquez Gómez, Leonor Enríquez. Il vivait à Séville avec son demi-frère depuis plus d'onze ans et, bien que se sachant tous deux Juifs, ils ne parlaient jamais de leur foi. Et Esteban Enríquez ajoutait :

« Il y a six ou huit mois, alors que nous traversions seuls, Antonio Enríquez Gómez et moi, l'Arquillo de la Montería, il me dit qu'il était très pauvre et que, dès qu'arriveraient les galions [de la flotte d'Amérique], avec ce qu'ils apporteraient pour lui il quitterait Séville pour Naples, parce que c'était trop tenter Dieu que de rester ici, car si l'Inquisition l'arrêtait, seul le Ciel pourrait le secourir. Alors je lui demandais pourquoi il disait cela : le dit Antonio Enríquez me répondit qu'étant en France, il avait écrit un livre contre l'Inquisition ; il ne dit pas ce que contenait ce livre ni s'il avait été imprimé ; il déclara seulement que, parce qu'il était l'auteur du dit livre, il périrait certainement si l'Inquisition l'attrapait. Je le savais déjà, car cela m'avait été dit à Rouen par sa femme, Isabel Basurto, qui m'avait raconté que le dit Antonio Enríquez, son mari, vivant à Rouen, avait écrit le dit livre contre l'Inquisition et qu'il l'avait envoyé en Espagne à l'un de ses tribunaux (je ne sais pas lequel) ; et la dite Isabel Basurto exprimait la même crainte que son mari ne périsse si on l'attrapait en Espagne, parce qu'il était l'auteur du dit livre. Je lui dit ce que j'avais entendu dire à Isabel Basurto et alors, sans ajouter autre chose, Antonio Enríquez sortit un peu de tabac. »

L'auteur de la *Política Angélica* craignait donc de subir le même sort que son ami Manuel Fernandés Vilareal dont le corps avait été livré aux flammes par l'Inquisition de Lisbonne, le 1^{er} décembre 1652. Mais les Inquisiteurs sévillans furent moins cruels que leurs collègues de Lisbonne : ils acceptèrent les confessions et le repentir exprimé par Antonio Enríquez Gómez et ne semblent pas avoir attaché grande importance à la *Política Angélica*. Le 15 mars 1663, avec l'accord de l'accusé, le procès était déclaré instruit : il ne manquait plus que la sentence. Mais, le 18, un *dolor de costado* inopiné met sa vie en danger. Les Inquisiteurs, pleins de miséricorde, le « réconcilient » dans sa cellule : le curé de la paroisse le confesse et lui administre l'extrême-onction. Le 19 mars 1663, le poète mourut et fut enterré à Santa Ana de Triana, à dix heures du soir, dans une sépulture séparée. Enfin, le 14 juin 1665, Antonio Enríquez Gómez était « réconcilié en effigie » au cours de l'autodafé célébré dans l'église San Pablo de Séville.

En 1663 et en 1665, l'auteur de la *Política Angélica* fut gravement compromis par les confessions de ses cousins Francisco Luis Enríquez de Mora et, Juan de León Cisneros, tous deux arrêtés par l'Inquisition de Lima. La *Suprema*, par des décisions du 7 septembre 1665 et du 7 janvier 1668,

ordonna de joindre les nouvelles charges au procès d'« Antonio Henriquez Gomez, alias Don Fernando de Zarate, reconciliado en estatua en la Inquisicion de Sevilla » ; mais les Inquisiteurs sévillans ne voulurent pas justifier l'affirmation de notre Marrane sur ce « tribunal... pire que la mort, car nous voyons que celle-ci n'a de juridiction que sur les vivants, mais non sur les morts ». Ils ne rouvrirent pas la cause et laissèrent en repos la dépouille mortelle du poète. Par contre, en 1677-78, le licencié D. Fabián de Cabrera, juge des biens confisqués de l'Inquisition de Séville, se livrait encore avec diligence à une besogne assez vaine : essayer de récupérer les biens appartenant, sur le papier, à Antonio Enríquez Gómez. Le 13 décembre 1678, il devait confesser : *hay pocas esperanzas de utilidad por lo recargado deste negocio.*

III

Notre réédition

Dans la présente réédition, nous avons voulu offrir au lecteur un texte sans difficultés inutiles. Nous avons donc modernisé l'orthographe des consonnes et groupes consonantiques, l'accentuation, la ponctuation, l'usage des majuscules, la jonction ou la séparation des mots.

En examinant l'ensemble de l'œuvre d'Antonio Enriquez Gomez, il faudra déterminer, dans une étude spéciale, si sa langue comportait le *seseo* sévillan. Dans l'ouvrage que nous rééditons, le *z* n'est systématiquement remplacé par *s* que dans une catégorie de mots : en position implosive devant *c* et *g*. Ex. : *caresca, mesclasen, conosco ; jusgan, redusgan*. Il est plus difficile de se prononcer au sujet d'une graphie comme *zufrir* (pour *sufrir*).

Notre modernisation supprime des traits qui remontent presque certainement à l'auteur :

a) des formes telles que *adbitrio, subuito* pour *arbitrio, subdito* ;

b) des graphies telles que *semegante, lisonga* pour *semegante, lisonja* ; et les nombreux exemples de *r* simple pour *r* double.

Ces formes et graphies modernisées ainsi que les véritables fautes d'impression sont indiquées dans des notes en bas de page.

I. S. RÉVAH

Ecole Pratique des Hautes Études, Paris.

POLITICA
ANGELICA

*SOBRE EL GOBIERNO, QVE SE DEVE
tener con los Reduzidos a la Fe Catholica, y con los
que se apartaron della.*

DIALOGO 3. y 4.
DEDICADA, A TODOS LOS PRINCIPES
Christianos, Columnas de la Militante Iglesia de Roma.

POR

*ANTONIO HENRIQUEZ GOMEZ,
Cauallero de la Orden de su Magestad Christianissima,
y su Consejero y Majordomo ordinario.*

[vignette]

EN ROAN
En la imprenta de LAURENS MAURRY, Año 1647

CON APPROBACION

Cristianísimos Príncipes, Católicos Monarcas, escudos de la fe y columnas de la militante Iglesia de Roma,

Deseando con piadoso celo dar un medio sobre el gobierno riguroso que se ejecuta en algunos Reinos sobre los delitos de religión, di a luz estos dos Diálogos, con título de *Politica Angélica*, valiéndome de la doctrina de Cristo y de sus Apóstoles, de los sacros Concilios, y de todos los Doctores sagrados que trataron esta materia. Si en alguna parte erré el verdadero sentido de ella, no será por falta de fe, sino de ingenio. Amparalda con vuestro real nombre, a quien dedico y consagro el celo con que la escribí, el cual sujeto a la corrección de la santa Madre Iglesia Romana.

ANTONIO ENRÍQUEZ GÓMEZ

Je sous-signé, Lecteur de Théologie Morale au Convent des Pères Cordeliers de Roüen, certifie avoir leu un livre intitulé *La Politica Angelica*, composé en Espagnol en forme de Dialogue par le sieur Antoine Henriques Gomes Chevalier de l'Ordre de saint Michel, & Maistre d'Hostel de sa Majesté très-Chrestienne, lequel i'ay trouvé conforme à la doctrine de l'Église Catholique, Apostolique & Romaine, & aux bonnes mœurs ; c'est pourquoy ie l'ay iugé digne d'estre mis en lumière. Fait à Roüen le 8. d'Aoust 1647.

FR. GUILLAVME DU VAIR,
indigne Religieux de S. François

AL LECTOR

Estos dos Diálogos, por justos respectos se pusieron aparte, sacándolos de mi *Politica*, y ésta es la causa por que empiezan¹ de nº 73, que no ha sido yerro, sino obligación debida a quien lo ordenó.

* * *

DIÁLOGO TERCERO

* * *

FILONIO Y TEOGIO

Filonio. Justo será, Teogio, que demos principio a la² segunda parte de vuestra *Politica angelica*, y el principal punto es si puede el Príncipe castigar en su Reino los delitos de religión con todo rigor, desposeyendo al hereje y a sus hijos de todos sus bienes, y a veces de la vida, o si este castigo sería mejor reducillo a blandas y suaves admonestaciones de fe para que con ellas gozase el entendimiento de la claridad de la³ razón⁴, o a crueles y criminales castigos de estado ? Porque me parece que los Príncipes, aunque soberanos, no deben ser en lo espiritual rigurosos, ni tan señores de las almas que las obliguen⁵ por fuerza a seguir la religión que no profesan. Esta política es justo que se llegue a la Angélica para ser buena y deseara saber la verdad de esta doctrina, por ser la materia importante para el sosiego y tranquilidad de la República, así en lo temporal como en lo espiritual.

1. emprezan. 2. las. 3. lo. 4. *L'imprimeur a dû sauter des mois après* razón. 5. obligen.

Teogio. Bien decís ser la materia importante para la conservación del Imperio. Responderé con aquella sentencia de Plutarco que la justicia puesta en balanzas iguales está en su centro ; pero, si se tuerce, queda violenta aquella dignidad. Yo procuraré ajustar mi verdad en el contraste de la razón ; pero, si la errare, no será por falta de voluntad sino de ingenio, si bien la defenderé y afirmaré con todas las autoridades posibles.

La Política Angélica toca a todas las inteligencias separadas de materia ; fieles son al mandamiento de Dios, cuya ley es aquella virtud intelectual, de su criador está obedeced tan firmamente como la sacaron de la potencia¹. Supongamos que esta ley no fuese obedecida de los vasallos intelectivos ; hemos de confesar forzosamente que el dador de ella había de tomar venganza ; pero, como los Ángeles están confirmados en gracia, no ha lugar esta razón. Vengamos agora a nuestras almas, las cuales, aunque intelectivas, corren por diferente orden ; y es que, aunque son obligadas² a guardar la Religión divina y su Política, la hora que Dios las puso en la materia corporal y les dio libre albedrío, aunque les toca el castigo, no les toca la fuerza, por cuanto pueden seguir lo que mejor o peor les pareciere, sin que aquel forzoso poder o mandamiento de la confirmación, aunque libre, les obligue por fuerza a caminar por el camino espiritual ; pues muchos lo dejan, llevados de la fragilidad de la materia y licencioso poder del libre albedrío, pues por él dice el texto : *El hombre está como uno de nos*. Pues, no pongamos duda que nuestros³ espíritus y los angélicos sean intelectuales, pues lo son ; pero, por cuanto los Ángeles son más llegados a la divinidad y su imperio es firme y sin mudanza, son más obligados (si así lo podemos decir) a guardar y observar la Política Angélica y mandamiento de su Rey ; pero, nuestras almas, en cuanto están en la materia como libres y de otro Reino, aunque sujeto al de arriba, deben por sí mismas mover la voluntad a la creencia y guarda de la fe ; y si por yerro del entendimiento la dejaren, no por eso las forzará el impulso divino, salvo con el amor, como Padre universal de sus criaturas.

De esta doctrina sacamos que los Reyes como criaturas humanas tienen poder en las acciones de la vida, castigando los cuerpos ; pero, sobre las almas y libre albedrío ningún poder les concedió el Criador, por cuanto la ley de la justicia viene a ser angélica obediencia que no puede errar en castigar la culpa, pero la fuerza en la parte racional del alma. De

1. *Le texte est ici manifestement corrompu.*

2. obligas.

3. nustos.

ninguna forma tiene jurisdicción el poder (apesar del libre albedrío) para domar el yerro del entendimiento, por ser delito reservado a la Causa Primera, adonde, después que el Alma se libra de los lazos corporales, se le da el premio o el castigo del culto que recibió.

Esto literalmente se entiende en aquéllos que no han recibido el Bautismo, que en los que le recibieron corre diferente política y gobierno; éste es que al hereje se le debe admonestar primero por todos los medios de amor y no de rigor. Este fue el parecer de S. Agustín. Y aunque el Padre Marques, en su *Gobernador Cristiano*, dice que S. Agustín se retractó en muchas partes de esta obra, sintió lo contrario, porque S. Agustín como tan docto siguió después esta misma opinión, y lo mismo sintió S. Crisóstomo, el Bodino, y otros autores, y el mismo Agustín dice que, por pertinaz que sea el hereje, debe ser admonestado por todos los medios de amor, no de rigor.

Epist. 48

Marq. 60. G.
Crist. I. 2. cap. 33.
S. Joa, cap. 6.65.

Filonio. Algunos graves Autores y Políticos dicen ser justo castigar al hereje, no solamente en la hacienda y en la honra, pero en la vida, disipando y talando esta especie de gente, como perjudiciales a la Religión de los fieles católicos y al estado del Príncipe. Válese de las palabras del *Deuteronomio* que dicen: *Cuando se levantara en medio de ti Profeta o soñador de sueños y te diere señal o milagro, diciendo: vamos en pos de dioses ajenos, que no conociste, no oirás la palabra del tal profeta. Y luego dice: El tal soñador morirá, porque habló rebelión contra tu Señor Dios. Y más adelante dice: Cuando te persuadiere tu hermano, tu hijo o tu hija o la mujer de tu seno o tu amigo a quien quieras más que a tu ánima, que desampares al Señor tu Dios, no le perdonarán tus ojos ni tendrás de él misericordia, ni lo disimularás, luego lo entregarás para que muera.*

Deut. cap. 13.

Estas son las palabras del texto y, en cumplimiento de él, envió Josué jueces para que supiesen si los dos tribus, y medio de Manasés, habían levantado por Religión el Altar de piedra que habían puesto en señal de la parte que tenían con Israel, pues seguramente iban los del pueblo a castigarlos, si el Altar fuera de nueva religión o contra la que Dios les había dado.

Josué. c. 3.

Válese también del Concilio Toledano donde se juramentaron los Reyes de España que no consintirían vivir en sus Estados hombre que no fuese Católico; y dicen los que más presumen de doctos que ninguna misericordia se debe tener con los herejes, ni gastar tiempo con ellos en reducirlos, sino limpiar del cuerpo místico de la Cristiandad estos malos humores. Los autores son el Cardenal Toledo, el Abulense,

Cayetano, y otros muchos. Y en algunos Reinos usan extraordinarios rigores contra todos los que son culpados en el crimen de herejía, no como tienen la orden del Sumo Pontífice, sino conforme el orden del Estado. Y deseara saber si esta opinión se puede derribar, sin que le quede piedra sobre piedra.

Tolet. *in sum.* lib.
5. cap. 58.

Teogio. Responderé a vuestra pregunta diciendo que todo el grave peso de una Monarquía consiste en la Religión, y toda la conservación del Estado consiste en que la Religión se conserve intacta y sin mancha alguna. La fe pide pureza de ánimo, el Reino conformidad de corazones; y cuando éstos no están en el ánimo perfectamente puros, la voluntad los aborrece¹ y los tiene por enemigos. La Ley Divina quiere ser obedecida y el Imperio respetado; y cuando a ésta se pierde el respeto, a aquél la obediencia; de modo que entre estas dos imanes debe estar la felicidad del Imperio, y tranquilidad de la República. Pero, como no hay cuerpo sin humores ni materia sin dolor, así es fuerza que, por pecados del pueblo, se levanten heréticas opiniones que turben la paz del espíritu y traigan en perpetuo desasosiego el estado espiritual y temporal.

Sería bien (asentada esta razón) que los Príncipes, en los principios de esta enfermedad, buscasen remedios suficientes para sanar la herida; porque, si se contamina, no conviene usar de fuerte medicamento. Estando tan gastada la naturaleza convertida en costumbre, necesario será ir poco a poco fortificando con razones el entendimiento y con doctrina cordial el espíritu; porque, de lo contrario (como hemos dicho), vendrá a resultar lo que al enfermo que, después de mucho tiempo, teniendo estragada la naturaleza, le aplicaron violenta medicina, la cual dio con él en la sepultura.

Dos géneros de castigo hay sobre esta materia: el primero es aquel que merece el primer introducido, el segundo es el que se debe dar al que le sigue. El lugar del *Deuteronomio* habló con el primero, porque dice: *Quando se levitare Profeta*; de modo que una cosa es ser autor de ley, otra el que la sigue. El primero por Ley Divina debe morir; el segundo por Ley Evangélica debe ser alumbrado y perdonado, como lo dice el Apóstol S. Pedro; y no solamente siete veces, pero setenta veces siete. La doctrina es clara, por ser el primero perdición del segundo y de todos los demás que le siguen. Por esta razón mandó Dios dar la muerte al que cortó la leña en sábado, porque el primero introducido de

1. aborece.

la ley falsa es digno de fuego y el primer quebrantador de la Ley Divina es digno de muerte.

Supongamos que no se pudo apagar en los principios este incendio, qué remedio darán los de contraria opinion? Dirán que a sangre y fuego, sin misericordia y sin piedad, quemallos; confiscalles las haciendas y deshonorrallos, no solos los culpados, sino a los hijos y descendientes; a los culpados, con la muerte, y a los inocentes con el oprobrio; pues con este arbitrio¹ les parece quedará el Imperio libre de este contagio. Dicen bien, si pudiera el Príncipe cortar en una cabeza todas las de los sectarios; pero, como sea imposible, conviene declarar los medios y los daños, para venir en conocimiento de la verdad y de la justicia.

Filonio. Primero² hemos de asentár el juicio que se debe tener en estas causas, o por mejor decir, el Tribunal que debe conocer de ellas; si deben ser públicas o secretas, o si se debe decir al reo el nombre del testigo que le acusa: porque muchos son de parecer que se les niegue, llevados del amparo de los testigos, los cuales, si saben que al reo se le ha de dar con el traslado de su culpa su nombre, no querrán deponer de él, o por temor o por respeto; y en materia tan delicada como la Religión no se debe arriesgar³ el todo por la parte. También dicen, y se ejecuta en algunos Reinos, que las cárceles deben ser secretas, sin que los delincuentes se comuniquen⁴ con persona alguna, para que este rigor sea escuela de la culpa, confesándola luego, escusando con el arrepentimiento la privación de vida; juzgando que las causas serán más bien justificadas en el secreto calabozo que en la pública prisión, adonde dicen que el reo no tendrá otro amparo que su inocencia o su culpa; y en la pública cárcel tuviera breve salida, comunicándose con sus amigos y parientes, siendo éstos vigilantes centinelas de su causa, preparando testigos y cohechando ministros en menosprecio de la justicia. También dicen que se deben recibir testigos de todos estados, no reparando la gravedad de la culpa en que sean esclavos, criados, enemigos o amigos, nobles o plebeyos; pues el primero que ve la culpa no está obligado a ser noble; que, de no recebirse todo género de gente en este crimen, vendría a resultar no averiguarse la culpa jamás. También aseguran las confiscaciones, desposeyendo al reo de todos sus bienes, esmancipando de los temporales los hijos y mujer, para que sea este rigor causa de no caer en semejantes delitos, por no perder los bienes. Y dicen más que en los castigos

1. adbitro. 2. Pimero. 3. ariesgar. 4. comuniquen.

menores, adonde no haya muerte, se debe dar vergüenza pública, deshonorando con libelos infamatorios¹ los linajes, para que sean aborrecidos entre las gentes y se señalen en las honras los libres, quedando esta deshonra en toda la generación sucesiva del reo ; de modo que afirman los de contraria opinión ser estos actos católicos y convenientes a los dos estados divino y humano.

Teogio. Difícilmente saldrán con su opinión, y para que nos declaremos bien sobre materia tan importante, diremos los daños que se le siguen a la Religión y a la salvación de las almas de admitir semejante materia de estado ; y luego diremos la ruina que le vendrá al Imperio si, por sus pecados, fuere gobernado por semejante política ; y si nos detuviéremos sobre esta materia, prestad paciencia, que bien merece ser disputada con toda claridad.

El primer² daño que se le sigue a la Religión de negar el testigo es ir contra la ley Canónica y la del derecho, pues ellas disponen lo contrario y ordenan que de las culpas y nombres se dé traslado a las³ partes y en una sola cláusula⁴ hallaremos que lo deroguen : ésta es cuando la persona que estuviere presa fuere la de un Príncipe o la de un poderoso ; pero, en las demás causas libres, dispuso lo contrario. Dícelo expresamente el Papa Clemente Quinto en su *Clementina Pastoralis*, diciendo que, no solamente el juez no puede quitar la defensa natural al reo, pero ni el mismo Príncipe la puede derogar. Porque, si lo hace, acaba con todo el derecho divino ; y por esta razón ordenaba Dios al Pueblo Hebreo los tres actos jurídicos : el primero, examinar el testigo ; el segundo, confrontalle con el culpado ; y el tercero, tiralle la primer piedra⁵ ; porque este último le sirviese de voz, clamando la sangre contra él, si acaso le había acusado falsamente. De adonde se saca que a los testigos no se debe alentar con privilegios bárbaros, ni a los reos condenar con leyes injustas, negándoles los nombres de los testigos, antes se les debe conceder toda claridad en sus causas porque, cómo se defenderá el reo sin saber el nombre del testigo ? Pues puede confesar en el tormento lo que no hizo ; y si supiera de dónde le viene el daño, o probara la cuartada, o buscara medios para salvar su inocencia. Y si está culpado, más brevemente confesará, conociendo los testigos, que negándoselos, porque sabrá que los que juraron contra él dicen verdad, y ésta misma le atará la defensa. De modo que, usando la negación, andará la justicia a ciegas y la conciencia

Simancas. *de Catholicis institution.* cap 62. v. 9.

Clarus in *practica Criminal.* q. 49. vers. *habetque* cap. fin. v. *cesante periculo vero de hereticis.* lib. 6. Farin. in *pract. Crimin.* q. 39. nu. 89 y 188. n. 9. Clemen. 5. en *Clementina Pastoralis.*

Mura. cap. 25.

1. infamatorios. 2. Pimer. 3. la 4. causula. 5. piedrá.

Civil. Del lib.

del juez (si es que la¹ tiene) turbada ; y en estas confusiones padecerá² la Religión dos daños : el primero, que si está el reo inocente y confiesa, queda defraudada la fe ; y si es culpado, y no confiesa, agraviada con el delito. Y este escandaloso gobierno es contra la Política de Dios, como lo dice expresamente S. Agustín, porque en aquel Tribunal supremo, cuando los reos de la naturaleza son acusados por el común Enemigo, oyen y veen espiritualmente sus culpas y no se les niega el derecho divino ; y si el Tribunal humano quiere imitar el divino, ha de seguir este camino. Porque, si su intento es que, negándose el nombre del testigo, no tema el acusador al acusado y se pueda el reo defender por medios injustos, es contra la misma justicia este gobierno ; porque, si se abre esta puerta secreta a la malicia de este mundo, no habrá enemigo que no se entre por ella a deponer del más inocente y justo de la República ; y esto por el salvo conducto que le ofrece la injusta ley, por cuyo medio la Religión quedará siendo³ blanco de estos tiros, y en lugar de acrisolar testigos estará sujeta a sufrir los falsos y no conocer los verdaderos.

S. Luc. c. 15.

Síguese luego otro daño cruelísimo, indigno a la Religión del Príncipe Cristiano, y tan torpe y escandaloso que va contra toda la Doctrina Evangélica ; pues, siendo la fe amparo de los pobres, refugio de los necesitados y defensa de los prisioneros, aquí sólo sirve de atropellar los fieles. Porque, siendo la doctrina de Cristo convidar con el Reino de los Cielos, alumbrando con el farol de la fe los incrédulos, negándoles los nombres de los testigos, vendrá a ser el juicio tan gentilico que no le quedará⁴ inteligencia apostólica que le guíe al puerto de la verdad. Antes, con aquella confusión de no saberse el nombre, en vez de claridad Evangélica, tendrán los presos Babilonia gentilica ; y en lugar de ver la luz, apalparán las tinieblas ; y dirán las gentes fieles que la Religión Cristiana, gobernada por semejantes medios, tiene más de tiranía que de misericordia.

El tercero daño que se le sigue a la Católica Religión es la desesperación en potencia, y ésta es una de las mayores crueldades que se pueden sacar de los juicios de Dionisio, tirano de Sicilia, o de los rigores de Juliano apóstata ; y es evidentísima, porque, como al reo se le niega el nombre del testigo, el que padece inocente, como no le conoce y se halla en el tormento, confiesa que es hereje, siendo cristiano ; y muchas veces, con la desesperación, ni queda uno ni otro. Y este perjudicial gobierno condena el Real Profeta, diciendo :

1. le. 2. padererá. 3. siendó. 4. quedava.

Ofreced sacrificios de justicia, y, como no le puede haber mayor que ofrecer el sacrificio espiritual, poniendo en carrera de salvación las almas, éste no vendrá a ser sacrificio de justicia, sino sacrificio de crueldad, pues niega la justicia a la parte que padece y no le adquiere la salvación del sacrificio sino la calumnia falsa del sacrificio, sacando dos evidentes culpas de este acto : la una, la libertad y condenación del testigo ; y la otra, la confesión que hace herética el que confiesa por medio del tormento, diciendo que es hereje, siendo católico.

Psal. 4. v. 6.

El cuarto daño, odioso a la Fe Católica, a los Sacros Cánones y al Derecho Divino, es el que resulta de la negación secreta, habiendo de ser pública : pues muere en el abismo del acto la ley del Talión, la cual ordena que cargue sobre el testigo falso la pena del que se imaginaba reo ; y siendo la deposición secreta, mal se puede castigar en público al falsario ; que si lo hacen, ni los verdaderos, ni los falsos vendrán a deponer ; pues, si venían, era por el salvoconducto y seguridad que se les ofrecía. Y ésta misma les convida a la falsa deposición, pues van seguros al tribunal secreto, de donde nunca sale a plaza su nombre ni se teme ser descubierto.

Juzgad de esta política qué aumento se le seguirá a la Católica Religión de no ser castigados los testigos falsos, no digo con la pena del Talión, pero con otra alguna. Este gobierno, indecente a la pureza de la fe, no deja lograr los impulsos de la justicia, no dando traslado de culpas ; porque, si se dieran, castigáranse los testigos falsos y conociéranse los verdaderos. Y me atrevo a decir que en parte es peor juicio éste que el de Jezabel : pues, con ser aquel crimen falsa deposición espiritual (pues era contra la ley), lo llamaron a juicio y le dieron vista y nombres de testigos ; de modo que, si allí los falsarios no fueron castigados, fueron nombrados, pero en el Tribunal que decís ni nombrados ni castigados.

Exod. c. 21.

Reg. lib. 1. cap 21.

El quinto daño es que los presos salen algunos más ciegos de lo que entraron ; suponiendo primero que no hay medio para reducir un reo que ver él mismo descubierto su delito por verdadero camino de justicia, pues juzga que Dios, por sus pecados, le ha traído a semejante¹ calamidad, y que le trairá a peor estado, si no se reduce al gremio de los fieles ; pero toda esta justa consideración se pierde cuando ve que su causa es justificada en el Tribunal del odio y clase del interés, ya negándole el nombre del testigo, ya condenándole la hacienda. Entonces juzga que el Príncipe de las tinieblas le quiere engañar por aquel camino, tan lleno de secreto como

1. semegante.

de confusión, y de estas imaginaciones nacen mil ruinas a cada secreto, sin que se consiga por él la salvación de las almas : las unas condenadas a confesar, siendo inocentes ; y las otras a no confesar, siendo culpadas ; y cuando unas y otras se reduzgan, ésta quedará perdida por fácil, y aquélla condenada por pertinaz.

Filonio. Pues qué diréis vos, si os dijere otro mayor rigor del estado espiritual que usan sobre esta materia.

Teogio. Mayor que negar al reo el nombre del testigo que le acusa ?

Filonio. Dicen los de contraria opinión que, aunque el preso confiese, en cuanto no adivina con los nombres de los testigos, no queda libre, y que debe morir « deminuto », que este nombre le dan a este género de castigo.

Teogio. Política de « adivina quien te dio o te acusó » no puede ser cristiana, y vuelvo a decir que no es posible que semejante¹ crueldad se use en Reino Católico ; y cuando se use, desgraciados serán los amigos y parientes del preso : pues es cierto que, por no morir, llevará y culpará los pueblos, cuanto más las casas. Yo he leído varias crueldades, terribles² juicios y tremendos castigos, ejecutados por los Gentiles en las divinas y humanas historias, y no hallo que, por no adivinar el reo con el nombre de su testigo, negándosele, muera por ello.

Filonio. Dicen que el preso no queda reducido en cuanto no conoce su acusador, y que, confesando en esta forma, se supone arrepentimiento³ verdadero ; y pueden estar presos los testigos y ser cómplices, y él, por no condenarlos, no confesar sus culpas, y si no confiesa⁴, no perderá los bienes, pues todo se confisca.

Teogio. Si el juez espiritual no pretende sino la confesión del penitente, si él confiesa su pecado, accesorio será el acto contrario, no obstante que el preso puede haber hecho el delito sin haber visto el testigo, o con el largo tiempo, habérsele ido de la memoria, o por ser muchos los que lo saben, o porque le acusan falsamente. Y a la inocencia y a la culpa le está muy mal ese juicio, y se me hace dificultoso⁵ de creer que haya Tribunal que condene a un hombre a muerte, estando libre por la ley, confesando su pecado y pidiendo misericordia ; porque, si la salvación consiste en llegar a este punto, de qué sirve el rigor de la justicia negativa ? Y para prueba de esta verdad oíd :

1. semegante. 2. terribles. 3. arepentimiento. 4. confesa.
5. dificulso.

Preguntó Cristo a Marta si resucitaría Lázaro, y respondióle Marta : *Señor, sé que resucitará en el día postrero.* Y Cristo le dijo : *Yo soy la resurrección¹ y la vida; el que creyere en mí, aunque esté muerto, vivirá.* S. Joa. c. 11. v. 24, 25.

Esta Apostólica y Evangélica Doctrina no se usa en el Tribunal que decís, porque, aunque el preso, que estaba muerto en la fe, diga que cree en la Fe de Cristo, no sólo no vive, pero muere deminuto.

Decís que conviene que mueran, negándoles los nombres de los testigos, porque los jueces espirituales son Pastores de la Iglesia y procuran salvar las almas por este camino; pues oíd :

Dijo Jesús a sus discípulos : *Yo soy el buen Pastor, y él que lo es, da su alma por las ovejas, pero el mal pastor déjalas en las manos del lobo, y huye.* S. Joa. cap. 10. v. 24.

Pregunto : si los jueces espirituales de esa Política deben, como Cristo, poner por sus ovejas la vida, cómo se las quitan o se las mandan quitar, entregándolas a los lobos criminales? Pregunto más : si esas ovejas confiesan y vienen a la majada y pasto de la Iglesia, porqué las matan los mismos pastores que las habían de amparar? De estos pastores tuvo la gentilidad muchos, y contra ellos habla Cristo, diciendo : Vosotros no sois pastores de mi Iglesia; lobos sin ella sí.

Decís que la muerte deminuto y negación de testigos es justa, pues oíd :

Entró S. Pablo en el Templo de Jerusalén a predicar el Evangelio, y dice el Texto estas palabras : *Alborotóse el pueblo de oír a Pablo predicar, y echáronle mano y quisieronle matar, pero Pablo dijo: Varones, padres, hermanos, yo soy Hebreo nacido en Tarsô.* Sosegóse el tumulto y escuchó² a Pablo todo el Evangelio. Y entregándolo a un tribuno, ministro de César, quisolo azotar, pero Pablo dijo : *Es lícito azotar a un hombre Romano?* Y como le oyese el tribuno a Pablo confesar que era Romano, llevólo al Concilio Hebreo, adonde, en presencia del Apóstol, parecieron los testigos y fue acusado públicamente de Tertullo, y por orden de Agripa fue en apelación a Roma, donde en la pública cárcel estuvo preso dos años. Act. de los Apost. cap. 21 y 22.

Como es posible, Filonio, que yo crea vuestro morir deminuto y negación de testigos, diciéndome S. Lucas, en los *Actos de los Apóstoles*, que los Atenienses, los Hebreos y los Romanos, cuando prendieron a Pablo y a los Apóstoles (debiendo por las leyes de aquellos bárbaros morir) los oían

1. resurecion. 2. Il manque un sujet à escuchó.

públicamente, los acusaban públicamente, y los perdonaban y soltaban públicamente. Si S. Pablo decía que era Hebreo, lo escuchaban ; y si decía que era Romano, le defendían. Pues, cómo he de creer yo que en los Reinos Católicos queman a los hombres que dicen públicamente que son Cristianos bautizados, si veo que me dice el Evangelista que los bárbaros Gentiles usaban de misericordia con los fieles y que a los mártires no les pedían sino que confesasen con la boca el culto de los dioses ? No me diréis qué les piden a los que mueren deminuto ?

Filonio. Pídenles que confiesen la Fe de Cristo y se reduzgan al gremio de la Iglesia.

Teogio. Y confiésanlo ellos ?

Filonio. Sí confiesan.

Teogio. Pues, aquí de la justicia divina ! por qué los queman ?

Filonio. Porque no dieron con los testigos.

Teogio. Pues, tiene más fuerza un olvido de memoria, o un falso testimonio, que un alma reducida a la fe ? De qué le acusan ?

Filonio. De hereje.

Teogio. Pide perdón de sus pecados ?

Filonio. Sí pide.

Teogio. Pues, aquí del sacro Concilio de Roma y de toda la Apostólica Doctrina ! Por qué lo queman ? Digo y vuelvo a decir una y mil veces que semejante¹ materia de estado espiritual, ni Dionisio, ni Diocleciano, ni toda la caterva infernal de los Gentiles la tuvieron.

Decís que no es justo dar la mano al preso, levantándole de la confusión en que se halla sobre la negación de testigos, porque se libraré fácilmente, siendo culpado ; pues oíd :

S. Joa. e. 5, v.
6. y. 7.

Estaba junto al lago de la piscina un hombre que había treinta años que estaba enfermo, llegó Cristo a él y díjole : « *Quieres ser sano?* ». Y el enfermo respondió : *Señor, no tengo hombre que me arroje al lago, cuando el Angel le revuelva, y díjole Jesús : Levántate, toma tu lecho, que ya estás sano.*

Si el preso no tiene quien le arroje² en el lago de la justicia, cómo ha de salvar su inocencia o pagar su culpa ? Sean los jueces espirituales como Cristo, y pues la negación de testigos impide la piscina al preso, denle traslado y llevará la cama de su inocencia, o el castigo de sus culpas.

Decís que la muerte deminuto, aunque el preso confiese, es justa ; pues oíd :

Llegóse a Jesús un Ministro o Príncipe de la Sinagoga y díjole : *Señor, mi hija es muerta*, y respondióle Cristo : *No temas, cree en mí y vivirá*. Llegóse a la moza que estaba difunta, y en fe de la fe de su padre la resucitó. Jueces espirituales, si decís que imitáis a Cristo, cómo en lugar de resucitar al que murió y dejó la¹ fe, habiéndose reducido a ella, le dais la muerte ? Pues pregunto : cuando este preso se quedara con su herejía en el corazón, qué mayor pena se le podía dar que la muerte ?

S. Luc. c. 8. v. 50.

Filonio. No os admiréis de ese acto, que ya ha sucedido ir a quemar muchos herejes sin querer reducirse, y con ellos muchos católicos que confesaban a voces la fe de Cristo ; éstos por deminuto[s], y aquéllos por luteranos o judíos.

Teogio. De esa suerte los jueces eran de otra Religión ?

Filonio. No eran sino Cristianos.

Teogio. Cómo lo podían ser, si quemaban los Cristianos ? No lo entiendo.

Filonio. Ya os he dicho que los quemaban por no haber adivinado con los testigos.

Teogio. Otra causa debe de haber, mayor ; decíme : el que muere deminuto, pierde la hacienda, aunque diga que es Cristiano ?

Filonio. Sí pierde.

Teogio. Y si no confiesa el delito ?

Filonio. Si no le confiesa, no la pierde.

Teogio. Pues, ahí está el daño. No hablemos más sobre esta materia.

Filonio. Es fuerza que me deis un ejemplo vivo de la Sagrada Escritura, por donde probéis que este gobierno es peor que el de los Romanos².

Teogio. Si no bastan los que habéis oído, alargad la vista intelectual y considerad el que se sigue :

El tirano Antioquio, dice el libro de los Macabeos que envió sus ministros a Jerusalén a colocar en el Templo la estatua de Júpiter y de otros ídolos. Llenaron estos Gentiles el Santo Templo y la Santa Ciudad de vicios, idolatrías y sacrilegios. Entre los que llevaron a adorar los ídolos, fue Elcázaro, uno de los principales varones de Jerusalén, viejo y de hermosa presencia ; y para que menospreciase la ley de

*Mach. lib. 2.
cap. 6.*

1. lá. 2. Roamanos.

Moisés, presentáronle carnes vedadas por ella, y como el varón justo les dijese que antes moriría que tal comiese, algunos ministros gentiles, compadecidos de su gravedad, le apartaron aparte y le dijeron : *Si quieres ser libre de muerte, nosotros te trairemos viandas lícitas, come de ellas y vivirás.*

Pues si los ministros de Antíoco, ministros que fueron de Satanás, daban la vida a Eliázaro con solo la apariencia de que menospreciaba su Religión y seguía la de los ídolos, cómo los jueces que decís mandan quemar a los¹ que siguen la verdadera Religión Católica ? Luego mayor misericordia se hallaba en el Tribunal de la idolatría que en el Tribunal de la fe?

Filonio. El ejemplo es soberano y digno de que se ejecute en los Reinos Cristianos. Pero ellos dicen que perdonan y castigan juntamente, y pues que son jueces de misericordia, lo deben ser de justicia, aunque haya de la parte del penitente. arrepentimiento² verdadero.

Jonas. cap. 3 y 4.

Teogio. Dicen bien, pero ha de ser valiéndose de este ejemplo, o por mejor decir, de este mandamiento divino :

Dijo Dios al Profeta Jonás : *Levántate y vé a Nínive aquella gran ciudad, y pregona en ella estas palabras : De aquí a cuarenta días Nínive será destruida.* Dice el Sagrado Texto que los de Nínive, desde el Príncipe al más bajo de la República, cuando oyeron la voz del profeta y mandamiento de Dios, que todos se pusieron de ayuno y penitencia, (hasta los mismos animales carecieron de sustento). Y los ancianos decían : Dios aplacará su ira, pidámosle perdón de nuestros pecados. Así fue, perdonólos Dios, y Nínive no fue destruida. El Profeta Jonás recibió gran dolor en su corazón, viendo que Dios no asolaba la ciudad como lo había dicho, y pidióle que le diese la muerte ; y con el sentimiento se quedó dormido en una cueva y, junto a su cabeza, hizo³ Dios crecer una calabaza y dentro un gusano que la secó. Recordó el Profeta y pidió segunda vez la muerte, porque sintía de corazón que la calabaza se perdiese, haciéndole sombra y defendiéndole contra el rigor del sol, y viendo Dios su sentimiento, le dijo (atended a las palabras !) : *Tuviste tú piedad de la calabaza que no hiciste ni formaste ; y no tendré yo piedad de ciento y veinte mil almas que viven en Nínive.* Apliquemos esta doctrina, diciendo que cuando los jueces espirituales quisieren castigar a Nínive, no miren al deseo de la ley de Jonás, sino al dolor y al arrepentimiento de Nínive⁴ ; no lloren como el profeta la calabaza deminuto, lloren la muerte que le dan al penitente sin justicia ; reparen que les ha de decir aquel Juez universal

1. las. 2. arepentimiento. 3. hico. 4. arepentimiento Nínive.

en el Día del Juicio : Jueces de la fe, pues tuvistes piedad para defender la ley deminuto y no la tuvistes del pecador arre-
pentido¹, el castigo que había de venir sobre Nínive vendrá sobre vosotros.

Decís que, como a miembro podrido, se debe curar con fuego el hereje, aunque se arrepienta² de su pecado, pues oíd :

Hablando Cristo con los Fariseos que mormuraban de verle perdonar pecados, les dijo : *Cuál hombre de vosotros, teniendo cien ovejas, si perdiere una de ellas, no dejará las noventa y nueve en la majada y irá en busca de la que perdió, hasta que la halle, y hallándola³, la pone sobre sus hombros, y viniendo a casa, junta sus amigos y vecinos, diciéndoles : Dadme el parabién porque he hallado mi oveja que se había perdido. Digoos que así habrá gozo en el Cielo de un pecador que se arrepiente⁴, como de noventa y nueve justos que no han menester enmendarse.* Esta misericordia, esta caridad, esta Política Angélica, y esta Doctrina de Cristo, no la quieren, no la ejecutan, y no la aman, en el Tribunal que decís. Por qué el juez espiritual que va como buen pastor a buscar convertir y traer la oveja perdida a la majada de la Iglesia, no sigue el camino de Cristo ? Porque Cristo, después de haber hallado su oveja, la traía sobre sus hombros a la majada de la fe ; mas vuestros pastores, cuando han hallado y reducido su oveja, cójenla sobre los hombros y, en lugar de perdonalla y ponella con las demás, dan con ella en el fuego. Si ésta es buena política, si éstos son buenos pastores, alabemos a Nerón y a los tiranos de la Iglesia que daban en el fuego con los Santos que confesaban la fe de Cristo ; y si los que mueren deminuto, como decís, van confesando lo mismo, mártires son en tierra de Cristianos, pues mueren confesando a voces el Evangelio.

S. Luc. c. 15 v.
3, 4, 5, 6.

Y para que se desengañen los jueces del mundo, oigamos lo que nos dice el Angélico Doctor S. Agustín, sobre los Tribunales de justicia : « Pues qué diremos — dice Augustino — de los jueces y sus autos judiciales hechos por los hombres a los hombres, cuán miserables son y cuán lastimosos, pues los que juzgan, si no es con grande auxilio de Dios, no pueden ver las conciencias y corazones. De aquí nace que juzgan muchas veces forzados a costa de tormentos, buscando la verdad que toca a otro, adonde se atormenta al culpado y al inocente, y no porque se sabe que haya cometido el delito, sino porque no se sabe que le cometió. De esto se sigue cargarse el juez por ignorancia, siendo en él calamidad, y perdición en el que padece. OH ! MISERIA GRANDE DIGNA DE LLORARSE,

Agust. de Civil.
D. lib. 19, c. 6.

1. arrepentido. 2. arepienta. 3. hallado la. 4. arepiente.

dar la muerte en el tormento a quien por no matar al inocente le puso en el tormento ; porque si el reo en tal lance escogiera huir de la vida, por no sufrir los tormentos, confesara que cometió lo que no cometió, y condenado y muerto éste, aún no sabe el juez la verdad. EN SEMEJANTES¹ TINIEBLAS ANDA LA VIDA POLÍTICA. Pregunto : asentarse ha en los estrados aquel sabio o no ? Es sin duda que se sentará, porque le obliga a ello y aún le trae forzado la humana política, y desemparralla lo tiene por cosa impía. No tiene, no, escrúpulo quien en casos ajenos da tormentos a los inocentes o a los testigos inocentes, porque por la mayor parte, siendo vencidos del dolor, confesando, los castigan con justicia y sin ella ; tantos y tan grandes daños como éstos no los tienen por pecados, porque el juez dice no lo hace de su voluntad por hacer mal, sino por no saber ; Y ES NECESARIO SABELLO, y por no sabello la humana política se gobierna de esta forma. Ésta es, pues, la que llamamos miseria, cómo es posible que atormenten a los inocentes² como culpados ? Hácelo la necesidad del no saber, y la necesidad del juzgar, y no se contenta con tenerse por reo, sino por bienaventurado. O MISERIA GRANDE, O CALAMIDAD TERRIBLE. DIGO CON DAVID : LÍBRAME, SEÑOR, DE MIS NECESIDADES. »

S. Mar. c. 22. v.
21.

Éstas son las admirables palabras de Augustino, éstas son las angélicas razones de aquel varón justo ; pues, si hay tanto riesgo en los públicos Tribunales, qué será en los secretos ? Afirmemos nuestra Política Angélica con S. Augustín y con la palabra del Evangelista, que dice haber mandado Cristo, como juez recto, que se pagase el tributo a César : ésta es la moneda del preso, díganle el testigo y pagarásele lo que le debe el derecho, o lo que se le debe de derecho.

Exod. c. 1.
Simancas, de Ca-
lho. cap. 62. 16
Tacit. l. 16.

Probado habemos que el morir deminuto y negación de testigos es contra todo el Evangelio y que ni aun la gentilidad usó semejante³ materia de estado. Porque la aborrece el mismo Dios, la Iglesia la descomulga, el derecho no la admite, la justicia la abomina, Cristo y sus Apóstoles no la ordenaron, los Doctores de la Iglesia la reprueban, y hasta la misma Gentilidad no usó de ella, con ser su materia de estado hija del Demonio. Y pues prometimos proballo, decimos. Faraón tuvo esclavitud y muerte, Amán decretos bárbaros, Nabucodonosor hornos de fuego y lagos de leones, Antíoco escandalosos martirios, los Romanos Emperadores cuchillo y fuego, pero negación de testigos y muerte deminuto, no se hallará en toda la Política de Lucifer. S. Pablo dice que el que menosprecia la justicia será talado, S. Pedro que se perdona al

Esle. c. 3.
Dani. c. 5.
Math. c. 6.
Tacit. l. 8.
S. Pab. in Co.
cap. 10.

1. Semegantes. 2. los ynnocentes los ynnocentes. 3. semegante.

pecador cuatrocientas y noventa veces, el Sumo Pontífice de la Iglesia que al que hubiere delinquido en la fe, se le dé traslado de sus culpas, la Escritura Sagrada los confrontaba en la ley escrita, S. Jerónimo siente que primero que se denuncie al reo entre la corrección espiritual, S. Agustín dice lo mismo, S. Tomás le sigue. Daniel, primero que entrase en el lago de los leones, vio los magos que le acusaron. Los mancebos que entraron en el horno de fuego los conocieron. S. Pablo y los demás Apóstoles, como habemos dicho, estuvieron presos y ante¹ los Magistrados parecían los testigos. Los mártires de la premitiva Iglesia los conocían y nombraban. Y pues los Gentiles bárbaros no usaron en los tribunales negar los nombres de los testigos, en los tribunales de fe menos se debe usar este cruel gobierno ; y si le asentaren por ley, será política y gobierno gentilico, no católico. El Emperador Teodosio (como dice el Bodino) se valió de la doctrina y admonestación evangélica para reducir a los Arrianos. S. Crisóstomo la aprueba ; S. Jerónimo y S. Ambrosio vintilaron cuantas veces se le debía admonestar al reo, y acordaron ser tres. S. Bernardo se valió de esta Cristianísima Política contra Albaylardo. Cristo comulgó a Judas, por no faltar a la misericordia, como lo dicen claramente² S. Agustín y el venerable Beda. Y si todos estos lugares sagrados no fueren bastantes para que os reduzgais³ a nuestra Política Angélica, desembaracemos el juicio y asentemos por verdadera materia de estado, divina y humana, que la publicación de testigos a su tiempo, conforme a derecho, es verdadero camino espiritual para reducir las almas a la salvación ; y de seguir lo contrario, vendrá a resultar que el inocente será culpado, el que lo es será pertinaz, la fe será tiranizada, la justicia confusa, la falsedad cubierta, los testigos falsos quedarán sin castigo y los verdaderos sin premio.

Filonio. No me queda lugar de responder, habiendo probado con tantas autoridades de la Escritura Divina y del Sagrado Evangelio vuestra doctrina, y juntamente haber traído decretos de Concilios, dichos de santos, sentencias de filósofos, para confirmación de ella. Tratemos agora, pues queda condenada la negación de testigos y muerte deminuto, si sería bien confiscar los bienes del preso, desposeyendo los hijos de los bienes del padre, o si el padre los debe perder y los jueces espirituales aplicar al fisco real.

Teogio. Si vos decís que los jueces que acrisolan estas causas son espirituales, qué parentesco tendrán los bienes del

S. Geron. *Epist.*
162. cont. Parmarin. c. 2.
Deut. c. 3. 4.
Act. Apost. cap.
25, 26.
Dani. c. 3.
Lib. 4. de Rep.
cap. 7.
Tit. de Hereticis.

Epist. 163. Guil-
helm. Abbas. lib.
3. *de vita Bern.*
cap. 5. Bernard.
Epist. 285. S. Joa.
cap. 6. 65. S. Aug.
super Joa. tract.
27.

1. antes. 2. claremente 3. resdusgais.

S. Luc. c. 8.

mundo con los del Cielo ? Si en aquel juicio no se pretende sino la salvación de las almas, cómo las ha de reducir la confiscación ? Si la contraria opinion se vale de la fe, cómo la fe se puede valer de los bienes ? Si Cristo dice que su Reino no es temporal, sino divino y del Cielo, por qué le quieren hacer humano ? Una de dos : o se trata de salvar almas o condenar haciendas. Si de lo primero, no ha lugar lo segundo, porque implica contradicción¹ que el juez espiritual se embarace en hacienda temporal ; pues el cargo o la culpa toca al alma, no al cuerpo, y los bienes son, por derecho natural, de los hijos y sucesores.

Filonio. Ellos dicen que si confiscan los bienes es con buen título y que los jueces de aquel tribunal sacan de tinieblas a los presos, dándoles luz de la verdad como Ministros Apostólicos, los cuales todos son llenos de la sabiduría del Espíritu Santo, rectos y justos, y que las haciendas, aunque las tocan y embargan, no se aprovechan de ellas ; antes dicen que la confiscación es una puerta segura por donde entra el juicio a salvar las almas, pues, por el temor de no perder los bienes, no cometerán el delito ; y que, aunque entren las haciendas en la casa del Santo Tribunal, no por eso deja de ser Casa de Dios, pues defiende su causa, castigando herejes ; y así que, condenando bienes, se salvan almas, sin que la pasión del interés particular les lleve a favorecer el fisco, y que justamente son distribuidos los bienes en los ministros.

Teogio. Decís que condenan la hacienda con buen título ; pues oíd :

Preguntaron los discípulos a Cristo (presentándole un ciego de nacimiento) quién había pecado, el ciego o sus padres ? Y respondióles Jesús : *Ni éste ni sus padres pecaron, pero nació ciego, para que en él se manifesten las maravillas de Dios.* Si los jueces que decís dan vista espiritual a los ciegos que no ven el Evangelio, por qué no hacen manifiesta la gloria de Dios, dándoles vista y no quitándosela ? Diréis : En qué se la quitan ? Y yo responderé que, cuando Cristo dio vista al ciego, quitó a la tierra un poco de polvo en cambio del beneficio que le hizo ; pero vuestros jueces, si le dan vista al preso, le quitan la hacienda. No le dan con ella en los ojos, como hizo Cristo, para dar vista al ciego ; sino, quitansela delante de los ojos para que ciegue de veras, y milagro contra el séptimo mandamiento, no es milagro limpio ; y el que dice que en él se manifiesta la gloria de Dios, más tiene de ambicioso que de Cristiano.

Decís que el tribunal está adornado de luz secreta, pues oíd :

1. contradiccion.

Dijo Cristo a sus Apóstoles : *Vosotros sois la luz del mundo.* S. Mat. c. 5. v. 14.
 Por qué dijo el Salvador *luz y mundo* juntamente ? Porque los Ministros de fe, no sólo deben ser luz del Evangelio, pero deben comunicar esa luz al mundo en público juicio, no en secreto ; pues vemos que los Apóstoles a buena luz perdonaron pecados, pero no confiscaron bienes por ella.

Decís que son jueces rectos y llenos de sabiduría, pues oíd :

Pidió Salomón a Dios sabiduría para gobernar su Reino, salvar los inocentes y castigar los culpados. Cómo este Rey, dice Augustino, no pidió tesoros y pidió sabiduría ? Por qué ? dice S. Tomas : porque la sabiduría le había de salvar y los tesoros condenar. Los jueces espirituales no han de pedir confiscaciones, sino salvaciones ; que éstas se alcanzan con la sabiduría de Salomón, y aquéllas con la tiranía de Lucifer. Reg. lib. 1.

Decís que, aunque mandan embargar bienes y se alimentan de ellos, que no van contra justicia ; pues oíd :

Dijo el Profeta Eliseo a Naamán leproso, príncipe del ejército de Siria : Si quieres ser salvo de tu lepra, lávate siete veces en el Jordán. Lavóse y quedó sano. Volvióse al Profeta y dijole : *Varón de Dios, pues me has salvado, lleva parte de mis tesoros ;* y respondióle el Profeta estas palabras : *Vive el Señor en cuya presencia estoy, que tal no lleve.* Pero un ministro, criado de Eliseo, viendo que su Señor no quería gozar de los tesoros del Príncipe, se fue, sin sabello el Profeta, en seguimiento de Naamán, y pidióle en nombre de Eliseo parte de los tesoros ; dióselos Naamán, y volviéndose, el Profeta le dijo : *De dónde vienes, Giezi² ? Y él le dijo : Tu siervo no ha ido a ninguna parte. Entonces el Profeta le respondió : Pues tomaste los talentos de oro, la lepra de Naamán heredarás, tú y toda tu generación, y salió leproso como la nieve.* Reg. lib. 1. cap. 19¹.

Jueces del Mundo, Ministros de Dios, ya que salváis a Naamán, no le quitéis la hacienda, que heredaréis como Giezi³ la lepra, ésta para castigo del cuerpo, y aquélla para perdición del alma.

Decís que la confiscación es una puerta segura por donde entra el juicio recto a salvar las almas, pues oíd :

Dijo Cristo a sus Apóstoles : *El Pastor que no entra por la puerta al corral donde están las ovejas, ladrón es y las quiere robar ; y así de cierto os digo que yo soy la puerta, todos los que no entraren por mí son ladrones ; porque el que viene a hurtar, no viene a mí ; y yo he venido para salvar, no para hurtar.* Esta Doctrina Evangélica es contra toda vuestra política, porque Cristo dice : Ministros de fe, jueces de mi Evangelio, si S. Joa. c. 10.

1. L'indication marginale est inexacte. Il faut lire : Reg. lib. IV, cap. V.
 2. Ciezi. 3. Grezi.

queréis apacentar y convertir las ovejas de mi Iglesia, no entréis por la tapia del interés, entrad por la puerta de la fe ; porque, una de dos : o vais a robar las ovejas, o las vais a salvar ? Si las vais a salvar, entrad por la puerta del Evangelio ; pero si las vais a robar, claramente se ve que entráis por el postigo falso de la tiranía ; y quien entra a robar mis ovejas, más parece ladrón del campo que pastor de la majada.

Mal. cap. 11.

Isala, c. 56. v. 7.

erem. cap. 7. v.

1.

Decís que las confiscaciones hechas por los ministros espirituales están bien en la Casa de Dios y del Rey, pues oíd :

Entró Cristo en el Templo y hallóle lleno de mercaderías y de tratantes, y dice el Texto : *Empezó Jesús a echar fuera los que vendían en el Templo, y trastornó los monederos, diciéndoles : No está escrito : Mi casa, casa de oración será llamada de todas las gentes ? Pues, por qué la habéis hecho vosotros cueva de ladrones ?* Si ese Tribunal que decís es santo (como lo será, que yo no condeno sino su gobierno), por qué los jueces espirituales le hacen cueva de confiscaciones ? Si ella es Casa de oración o salvación, quién le hizo Templo de confiscación ? Bueno será seguir la doctrina de Cristo, echando de ella los secretos, los embargos y los bienes confiscados ; porque, de no, en lugar de llamalla « casa de oración de los justos » la llamarán « cueva de ladrones tiranos ».

S. Marc. cap. 1.

. 16.

Decís que se salvan almas condenando haciendas, pues, oíd :

Pasando Cristo por el mar de Galilea, vio a Simón y Andrés, su hermano, que echaban redés para pescar, que eran pescadores ; y díjoles : *Venid en pos de mí, dejad las redes, que yo os haré que, en lugar de peces, pesquéis almas.* Pues, Señor, no podían estos hombres pescar almas y peces ? No, dice Cristo, los que han de pescar álmás no han de pescar haciendas, porque, si les concedemos las dos jurisdicciones, condenarán los hombres por pescar los bienes, y las almas que se pescan con la red del interés, más llevan de robo que de justicia.

Decís que en tales jueces no hay pasión, pues no les mueve la confiscación, sino la salvación ; pues oíd :

Dijo Cristo a sus discípulos : *Vended vuestras posesiones, dad limosnas, salvad las almas, resucitad muertos y sanad enfermos ; que estos tesoros, como son del Cielo, nunca se corrompen ; porque de cierto os digo que, adonde está vuestro tesoro, allí está vuestro corazón.* Pues, si Cristo mandaba vender los bienes propios de los Apóstoles para salvar las almas, cómo los jueces de ese tribunal los toman para sí, o los confiscan para otros ? Decídes de mi parte que Cristo dice que, adonde el hombre tiene su tesoro, allí está su corazón ; y quien confisca bienes, allí le tiene ; y mal venderá los suyos propios, quien condena los ajenos.

i. Luc.

S. Mate. c. 10.

. 6.

Decís que con toda justicia se distribuyen los bienes del fisco entre los ministros, ora sean eclesiásticos, ora seculares ; pues oíd :

Invió Jesús a sus doce Apóstoles a predicar su Evangelio y díjoles : *Id a salvar las ovejas perdidas de la Casa de Israel ; predicad, diciendo : El Reino de los Cielos ha llegado ; sanad enfermos, resucitad muertos, lanzad demonios. De gracia recibistes la gracia, dadla de gracia. No poseáis ni oro ni plata, ni recibáis dinero en vuestras faldiqueras.*

S. Mat. c. 10.

Ministros de Dios, si queréis reducir la Casa de Israel, aprovecháos de la doctrina de Cristo, dad de gracia lo que se os dio de gracia, convertildos, reducidlos y salvados ; pero sea de forma que, si se hallare el Evangelio en vuestra boca, no se halle en vuestras bolsas el oro ; que los Apóstoles no daban salvación por plata, ni fe por dinero ; daban fe por fe, y gracia por gracia ; y si ésta condenáis, aquí no tendréis gracia ni allá gloria.

Filonio. Vos habéis probado bastantemente vuestra opinión, vamos agora a los daños que la Política Angélica recibe de seguir la contraria.

Teogio. El primero es que la confiscación no tiene seguro camino para poner al reo en conocimiento de la verdad, siendo el interés particular una polilla ambiciosa que contamina y rompe la más segura conciencia ; y aunque el juez sea más recto que Trajano, las confiscaciones le harán más soberbio que Nerón (hablo en general, no en particular) ; y si bien la condenación se sabe que se adjudica a la parte real, no es posible que, adonde entran ministros embargando bienes, deje de haber robos, ambiciones y no pocas falsedades. Unos tirando a condenar conforme a la ley, y otros a robar sin ella ; éstos aguardando el premio que se les aplica, y aquéllos la fama que adquieren, cebados en el interés ; y es evidente la ambición y solicitud de los unos, y la avaricia y crueldad de los otros ; que, aunque digan que no son interesados, no es posible que lo dejen de ser, pues otro que Dios no les justifica las confiscaciones ; pues, como vos decís, ponen los hijos y mujer en la calle, y ellos quedan escribiendo con la pluma de su conciencia, en el papel de su justicia, los bienes que confiscan todos estos actos. Si no confiesa el reo, se pierden ; y para que se logren, es fuerza que los Ministros se valgan de su poder y de su malicia, sin que al preso le valga la defensa natural, pues tiene por su mayor enemigo la hacienda que ganó para perdición suya y de sus hijos. Pregunto : si vamos a salvar el alma, quién nos dio facultad para confiscar hacienda ? Quién nos dice que no podemos salvar aquélla sin condenar ésta ? De estos inconvenientes nace no poderse justificar la causa del preso sin grande peligro de su salvación ; pues, por condenar la hacienda, el testigo será cruel, el fiscal será riguroso, el denunciador

atrevido, el alcaide soberbio, el malsín facineroso y el juez tirano ; y cuando no lo sean, tienen ocasión de serlo, y no quitando esta causa, no cesarán estos efectos. Entra luego el lazo que le ponen al preso para no confesar la culpa, habiendo caído en ella ; porque, como sabe y le consta que, confesando, ha de perder su hacienda, pocas veces se deja alumbrar del relámpago de la fe, imaginando que el rayo de la confiscación le ha de destruir ; y como nuestra naturaleza sea tan dada a los bienes de este mundo, por no perderlos, muchas veces dejamos los del Cielo, como sucede en nuestra peregrinación. Y de aquí nace la poca seguridad de este juicio confiscado, pues, aunque el preso desee confesar su pecado, lo dejará de hacer, por no perder su hacienda. Al contrario los jueces, por condenalla¹, desearán que confiese ; y con estos intervalos de justicia, ni el ministro sacará del pecado al reo, ni él se pondrá en carrera de salvación, por no perder los bienes. Todos estos daños cesarán si el preso sabe que el tribunal no pone la mira en lo temporal ni se desvela en procurar medios para condenalle² la hacienda, sino para salvarle el alma, anteponiendo la justicia divina a la materia de estado, o por mejor decir a la injusta ley.

Otro daño se me ofrece, no menos perjudicial que los referidos, y es la culpa que pone la Divinidad a la parte jurídica ; pues, deseando Dios que el pecador se arrepienta de su pecado y tratando la Divina Ley de conseguir este perfecto acto, le deroga la política contraria lo más precioso de su designio, mezclando con la pureza de la fe la pérdida de bienes. Porque, si preguntáremos al teólogo qué pretende sacar de este juicio, nos dirá que sólo alumbrar el alma del error en que estaba ; y si le dijéremos que no se puede conseguir sin condenación de bienes, nos dará por perturbadores del Evangelio, que quien trata de poner lazos al corazón humano, no desea su libertad. Diferentemente juzgó Cristo a S. Pedro, cuando le negó ; pues, habiendo llorado su culpa, no sólo le perdonó el delito, pero le duplicó los bienes, haciéndole tesorero de los celestiales !

Las confiscaciones fueron aprobadas, por delito de religión, de los mayores tiranos que tuvo la Gentilidad. Amán, privado del Rey Asuero, porque no le adoró Mardoqueo, alcanzó del Rey muerte general en todo el Pueblo Hebreo y confiscación de bienes. Nabucodonosor, Rey de Babilonia, por no adorar su estatua, metió en el horno de fuego a los tres mancebos y les confiscó los bienes. Daniel fue puesto en el lago de los leones por los Magos de Babilonia y sus bienes aplicados al fisco. Antíoco, porque no adoraba el pueblo su

1. condeñalla. 2. condeñalle.

S. Math. cap. 53.

S. Math. cap. 26.

Est. cap. 3.

Dan. c. 3.

Dan. c. 6.

gentilidad, saqueó y quemó a Jerusalén. Nerón, no sólo Tacit. 1. 23. confiscó bienes por delito de religión, pero quitó las vidas a los Santos. Todos estos tiranos, y otros muchos que pudiéramos alegar¹, tuvieron dos causas para usar este sacrílego gobierno. La una, era ver que los Santos no se reducían a su mala religión; y la otra, que no les llevaba el culto, sino la insaciable codicia de los bienes. Que usasen estos tiranos de semejantes rigores, no hay que admirar, siendo gentiles; pero que, en los reinos católicos adonde se profesa la fe de Cristo, se confisque la hacienda² a uno que dice: «Pequé, Cristiano soy y, como tal, pido perdón de mis pecados», ni el derecho lo permite, ni el Evangelio lo manda, ni la Iglesia lo consiente.

El último daño que se le sigue a la salvación de las almas es tan evidente que no será cristiano el que no lo confesare. Pregunto: si el juicio de este crimen es secreto, con negación de testigos, vergüenza pública, confiscación de bienes, y cárceles secretas, qué linaje o qué familia ha de haber en el Imperio que, viendo presa otra de su misma sangre, no procure dejar su patria y se pase a la ajena? Parece a mí que en breve tiempo quedará despoblada la república.

Supongamos que se salen cien linajes o casas de un reino; demos caso que los padres sean de contraria religión, si se pasaren a Reinos o provincias libres, qué esperanza le queda a la fe de reducir al gremio de la Iglesia estas ovejas perdidas? Alarguemos la vista y de estas cien casas consideremos la sucesiva generación y digamos claramente que quien las hizo ausentar de la patria católica a provincias libres, ése las hizo infieles; porque, si las trataran con amor, cuando se perdieran los padres, se habían de salvar los hijos y sucesores. Esta segura verdad no tiene repuesta, no hay que lisonjealla con capa de religión, ni engañar a los Príncipes Cristianos con ella, que la experiencia nos lo dice y la razón nos desengaña.

Dos ejemplos sacaré de la Sagrada Escritura que no tienen respuesta; aplicad el oído, que importa!

Hablando el profeta Elías con Dios, le dijo: *Ay de mi! que solo yo en Israel te conozco y te adoro.* Y respondióle el Autor de la vida: *Engañaste, que aún hay en Israel siete mil almas, que no se arrodillaron a Baal.* El celo del Profeta, dice nuestra Angélica Política, era justo, mas pedía castigo o destierro. Pero, según las palabras del Texto, parece que le dijo Dios a Elías: Profeta de mi casa, déjalos vivir en su patria, que si los destierro a reinos estraños de diferente religión, poca esperanza te queda de convertillos. Reg. 1. 1. c. 15.

1. aelgar. 2. la haziendas.

Exod. c. 22.

Oíd el segundo ejemplo ! Dijo Dios a Moisés : *Baja del monte, que el Pueblo ha idolatrado en un becerro de metal, déjame destruir esta gente, que yo te haré capitán de otra mejor.* Baja Moisés, halla el becerro, deshácelo en polvo, echa mano a la espada y empieza a tomar venganza (sin confiscación de bienes !). Pero, al primer golpe de sangre, vuelve la cara a Dios, y dícele : Señor, perdónalos, o quitame del libro de la vida. O Moisés (dice Crisóstomo) agora los perdonas ? Sí, dice la Política Angélica, perdónalos para que se conviertan a la Ley ; que, si hoy pecaron los padres, mañana te buscarán los hijos ; y es mejor tomar el consejo de Moisés, por ser consejo de la misericordia, que no el de la justicia, sin ella.

Filonio. Bastantemente quedo satisfecho con los dos ejemplos¹. Pasemos a los libelos infamatorios, si será bien fijallos en las iglesias, y deshonorar por la culpa del padre su generación ?

S. Luc. cap. 2.

S. Luc. c. 4.

Teogio. Si vos decís que el intento de la fe es fundado en salvar las almas, cómo queréis que sea, deshonorando familias ? Los libelos infamatorios no los solicita la fe ; antes los condena, como perjudiciales a la Iglesia, no digo sólo en los hijos inocentes que no pecaron, pero en los mismos padres que cometieron el crimen. Si no habéis leído el Evangelio, abrid los ojos y sabed que Cristo vino a ligar en un yugo suave los pueblos ; y no hay quien los divida y aparte, sino la deshonra de los linajes que están tocados de este crimen, por cuyo medio totalmente se destruyen ; y sino es el Demonio, enemigo cruel del Evangelio, no puede haber introducido otro esa ley en el mundo para sembrar discordias y enemistades entre los católicos. Pregunto : quién, sino este enemigo, puede haber hecho fijar en las² paredes de la Iglesia libelos infamatorios ? Os parece bien que el delito espiritual del padre (como cartel de desafío) se ponga en parte sagrada, a vista del pueblo, en oprobrio y deshonra de los hijos, que no pecaron, y de los nietos y sucesores, que están por nacer ? Sólo el delito de Adán, como pecado original, tocó a toda la especie humana ; pero, los demás delitos, al que los comete ; y la Ley dice : *No pagará el hijo el pecado del padre*, y Ezequiel : *Cada uno morirá por su delito.* Si la fe pretende reducir, perdonar y cubrir la culpa del pecador, cómo se puede descubrir y afrentar a vista del pueblo el linaje ? La ley puede cargar sobre el culpado, pero no sobre el inocente. Si dijeren que se ejecuta este rigor para ejemplo de la sangre, es locura y delirio de la pasión ; porque, donde hay deshonra, no hay ejemplo ;

Genes. c. 3.

Ezech. c. 13.

y, si resulta de ella daño torpísimo contra el inocente, es injustísima, cruel y bárbara. Que es perjudicial a la salvación de las almas se prueba, viendo que la del reo no se salva con ponelle libelos infamatorios a su linaje; antes, por no ser causa de ellos, se dejará morir primero que confesar. Si dijeren que la sangre noble no es justo se mezcle con la que tienen por baja, responderéles que no son cristianos, pues van contra la doctrina de Cristo, cuyo precepto evangélico es que todos sean Israelitas espirituales, sin división de pueblo; y pues el culpado paga su delito y pide perdón, quedando en el gremio de la Iglesia, los inocentes aún gozan mejor lugar, y quien se le quite con afrentosos libelos, será ministro del Príncipe de las tinieblas, no católico defensor de la fe de Cristo.

S. Pabl. in *Còrint.* c. 5.

Esta espiritual política aprueba la Divina Escritura en el castigo que Dios hizo sobre Coré, Datán y Avirón, perturbadores de la Religión y el Estado, los cuales, con sus tiendas, los tragó vivos la tierra; pero los hijos (como inocentes) quedaron libres, pendientes del aire, hasta que se volvió a cerrar la tierra, y no perdieron por su virtud estimación en el pueblo; antes, sienten los Hebreos, que por no haber sido cómplices en el delito, los honró Moisés con nuevas honras.

S. Pabl. in *Cor.* c. 12.

Y porque necesitamos de fundamentos firmes, con graves exposiciones de las Sagradas Letras, como los que habemos dicho hasta agora, reparen los de contraria opinion en los que diré.

En el Éxodo mandó Dios a Aarón y al Profeta Moisés que todos los que se circuncidasen de extraña religión fuesen tratados de la misma suerte que los descendientes antiguos circuncisos. Lo mismo ordenó Dios en [el] Levítico, mandando a los Hebreos que no afligiesen ni maltratasen a los nuevos convertidos a la Ley. Y S. Pablo, a los Romanos, en aquella contienda que tuvieron Hebreos y Gentiles sobre las honras y dignidades de que se quejaron a los Griegos, en el capítulo 6 de los Actos de los Apóstoles, como lo dice S. Jerónimo, los reprende el Apóstol a los unos y a los otros, diciendo que el Dios de Israel era Señor de todas las gentes y que Cristo vino a unillos en un yugo, sin reparar en las religiones y ritos de las gentes, porque los que obraban y se reducían a la Iglesia, éstos eran hijos de la Iglesia y merecían todos una misma dignidad. Y lo mismo repite en su carta a los de Galacia y en la primera a los de Corinto, diciendo que de ningún valor es ser uno Hebreo o Gentil, sino ser bautizado y seguir y confesar la Religión Cristiana. Y en las² que escribió a Timoteo y a Tito,

Exod. cap 22. v. 22.

Levi. c. 19.

Ad Rom. cap. 2 y 3

S. Jeron. in *arg. in Epist.*¹ *ad Rom.* Nicolau. v. in *bull.*

Abulens. tocoblecatos.

Soto, *epist. ad Rom.* Pab. *ad Gal.* 6. 15.

1. *Cor.* 7. 15. 1. *Thim.* 24. 1. *Tit.* 3. *Ephe.* 3. *Ephe.* 2. 14.

encarga que sólo se atienda a la virtud cristiana, no a las genealogías de los linajes vanos. Y a los de Éfeso dice que Cristo murió por unir todos los pueblos en una fe y que, siendo así, por iguales partes serán herederos de los bienes espirituales y gozarán¹ de las honras temporales, sin división de pueblo ni de linaje.

Inocen. 3. *ad-decr. de institu.*

El Papa Inocencio tercero reprende al Patriarca Costantinopolitano porque hacía diferencia de naciones y linajes para admitir a la Iglesia los reducidos o sus descendientes, diciendo: *No consideras lo que está escrito, que cualquiera que obra justicia católica, es acepto a Dios?* Y mandó que recibiese las prebendas de su Iglesia cualquiera hombre docto y virtuoso, de cualquiera nación que fuese.

Nicolau 5.

Sacra sum. ab auctorit. Concil. Basiliense inha uba esquam gratiam baptismi-cives. SS. Domes ba Dei es ficiunretharedes; sune que dignius lib regeneranti edita lega statum. ut civitus dolocores suqq. sacro baptism. regeneranti privilegij libertitis. X. inmunitatio y granderant.³ Eug. 4. Salm. Concil. Tol. xij. Maria. lib. 6. cap. 18.

El Papa Nicolau Quinto, en una Bula que promulgó en el año de 1449, expresamente manda recibir en honras y dignidades los convertidos a la fe y sus descendientes, y sin contradicción alguna, y dice que los que ordenan lo contrario son enemigos de la unidad y paz católica, escandalizadores de sus prójimos.

En el Concilio Basiliense General, celebrado en el año de 1431, en el cual se hallaron presentes todos los Obispos de Francia, España y Alemania y de toda la Iglesia universal los varones doctos, en la sesión 19, manda que todos los convertidos hebreos y de otras religiones gocen de oficios y honras, como los más antiguos Cristianos, dando por razón que el bautismo en los descendientes, espiritualmente pertenece a la Ciudad² de los Santos. Y Eugenio IV, como lo dice Salmerón, confirmó este decreto. Y lo mismo había mandado en el año 693 el Concilio Toledano, como lo dice Mariana, adonde a los convertidos a la fe hicieron hijos de algo.

Y para confusión de los perturbadores del Evangelio que excluyen de honras a los Cristianos reducidos, o, por mejor decir, para abrilles los ojos del entendimiento, que tan ciego lo tienen, me pareció deciros (para que la llevéis en la memoria) la Bula del Pontífice Nicolau V, la cual salió el año de 1449 y del 3. de su pontificado, y la refieren Salmerón y Mariana, y dicen donde está el original, cuyo traslado sacado a la letra es el que se sigue:

BULA DEL PP. NICOLAU V
que refiere Salmerón y dice el lugar
donde está el original; Mariana
lo retifica y a la letra,

1. gocarán. 2. Ciudad. 3. *Nous n'avons pas essayé de corriger ces références marginales.*

traducida en Romance de
verbo ad verbum, es
la que se sigue :

« El enemigo del Linaje humano, luego que vio que la semilla de la Palabra de Dios se había sembrado en tierra buena, procuró en esa misma tierra sembrar cizaña con la cual se ahogase la semilla y ningún fruto produjese, como refiere San Pablo¹ haber acontecido en el principio de la Iglesia. Porque, habiendo sembrado Dios la semilla de la Ley del Evangelio en algunos descendientes de Judíos y Gentiles, el Enemigo, entre esos mismos que a la fe se habían ya convertido, procuró sembrar la cizaña de división y desunión ; pretendiendo los Judíos ser preferidos a los Gentiles en los oficios y honras de la Iglesia ; y por el contrario, los Gentiles, en estas mismas honras, antepuestos a los Judíos. Pero nuestro Redentor luego al punto ordenó que San Pedro y San Pablo¹ arrancasen de su Iglesia esta cizaña y se opusiesen a todos los que pretendían estas precedencias, como con efecto lo hicieron, desterrando de entre los fieles estas contiendas : San Pablo¹ con palabras divinas y San Pedro poniendo en todas las Iglesias Obispos de todas las naciones.

Ad Rom.

Y nosotros, para imitar estos ejemplos, nos sentimos obligados a oponernos con la Autoridad de esta Sede Apostólica a todos los que pretenden causar semejante división entre los fieles, para que en ellos se conserve la union de Amor y Caridad que es la joya más preciosa que hay en este cuerpo de la Iglesia ; porque, como dice el Apóstol, así como todos los miembros, por diferentes que sean, están unidos en un cuerpo natural, de esa manera todos los fieles, aunque de naciones diversas : Judíos, Gentiles, siervos o libres, todos están unidos en un bautismo, en una esperanza y en una fe de un solo Dios : así deben estar todos unidos en un Amor y en una misma Caridad.

I. Cor. 12.

Hemos entendido que hay algunos sembradores de cizaña, los cuales, no haciendo caudal de esta unidad de la Iglesia y despreciando los documentos saludables de la fe y renovando la contienda que el vaso escogido de Dios había ya de la Iglesia desterrado, en varias partes, principalmente en los Reinos de Castilla y de León, sujetos a nuestro muy amado hijo el Rey don Juan, con atrevimiento temerario, afirman que los que de la Gentilidad² o del Judaismo o de cualquiera otra Religión errada que se han convertido a Nuestra Santa Fe y bautizado, y lo que más grave es, que sus hijos no deben

1. Paulo 2. Getilidad.

Rom. 2. 10 y 12.
Galat. 6. 15. I.
Cor. 7. 19.

ser admitidos a los oficios y honras de la República Cristiana, por ser modernos en la fe, y juntamente los maltratan con palabras y con obras. Y como estas cosas sean ajenas de la doctrina de Nuestro Redentor, como lo afirma el mismo Apóstol, diciendo que la gloria y honra se debe al que obra bien, ora sea Judío, ora Gentil, porque acerca de Dios no hay aceptación alguna de personas y que cualquiera que creyere en El, no debe ser confundido, ora sea Griego, ora Judío, porque acerca de Dios no hay distinción de Griegos y Judíos ; y en otro lugar, en los ojos de Cristo de ningún valor es ser descendiente de Judíos, o Gentiles, sino solamente el bien obrar. A éstos, como a personas que erran en la fe católica, deseando réducirlos al camino de la verdad y corregirlos en lo que hubieren excedido : Atendiendo que, no solamente contradicen a las autoridades divinas ya alegadas, sino tambien a las leyes de los ilustres Príncipes Don Alonso el Sabio, Don Enrique y Don Juan, las cuales, autenticadas con sus sellos y sus firmas, hemos visto y con atención examinado, en las cuales con graves penas determinan que entre los nuevamente convertidos a la fe, principalmente del pueblo de los Judíos, y los Cristianos viejos ninguna diferencia haya, en ser admitidos a los oficios, honras y dignidades, así eclesiásticas como seglares. Y deseando que todos entiendan la verdad y que los que presumen sembrar doctrina falsa contra la regla de la Ley Cristiana y escandalizar a sus prójimos y enseñar cosas contra la unidad y paz, siendo castigados con graves penas, reconozcan sus errores. De nuestro PROPIO MOTU y cierta ciencia, con la autoridad de la SEDE APOSTOLICA, aprobamos y confirmamos las leyes de los dichos Príncipes ya referidas, como leyes conforme[s] al Derecho y Sacros Cánones. Y a todas las personas de cualquiera estado, grado y condición que sean, eclesiásticas o seculares, les mandamos con pena de excomunión que admitan a todas las dignidades y oficios y a todas las demás cosas honrosas a las cuales son admitidos los Cristianos viejos, a todos los que se han convertido a nuestra santa fe o a los que adelante se convirtieren de la Gentilidad o del Judaísmo o de cualquiera otra nación, y a todos sus descendientes eclesiásticos o seculares, si vivieren como conviene a buenos Cristianos, sin que entre ellos, por ser nuevamente convertidos, y los demás Cristianos viejos haya alguna diferencia, y que ni los maltraten ni permitan maltratar con palabras o con obras ; antes, los hagan tratar con toda caridad, sin excepción alguna de personas, oponiéndose con todo su poder a los que hicieren lo contrario.

Pero si alguno[s] de los dichos, después de haber sido bauti-

zados, apostataren de la fe, éstos tales deben ser excluidos de los oficios y honras de la República, según que está decretado por un Concilio Toledano que comienza *Constitut 179.4.*¹ y determinado por los dichos Reyes ; y éstos tales deben ser remitidos a su juez competente, para que sean castigados con pública autoridad, GUARDANDO LOS TÉRMINOS DEL DERECHO, sin que ningún particular pueda contra ellos proceder con privada autoridad. Y mandamos a todos los Obispos que, contra los que se atrevieren a enseñar doctrina contraria a la que en ésta hemos declarado, o maltrataren a los nuevamente convertidos o para ello dieren su favor o su ayuda, procedan contra ellos, encarcelándolos y privándolos de sus oficios, y con otras penas pecunarias, según la calidad de su delito, constándole de la verdad de la culpa, sin guardar otras solemnidades del derecho. Dada en FIBRI. Año de 1449. y de nuestro Pontificado el tercero».

Hasta aquí son palabras del Pontífice : dícelo Mariana, lib. 22 de su Hist. Latina, cap. 8. A dos años después, el mismo PP. Nicol. V. promulgó otra Bula de la misma substancia.

* * *

DIÁLOGO CUARTO

* * *

FILONIO Y TEOGIO

Filonio. Por la Bula del Papa Nicolau Quinto he visto la descomunión en que han incurrido² todos aquellos que han eximido de honras y dignidades a los reducidos a la fe (cuando no sean los que cometieron el crimen), a sus hijos y descendientes, cuya inocencia y cristiano celo ha sido vituperada y afrentada de las gentes, contra toda razón y justicia. Probemos agora la doctrina antecedente con los Doctores de la Iglesia.

Teogio. S. Gregorio, como se dice en las obras de su vida, admitía en todas las dignidades eclesiásticas a los Ingleses,

S. Gregor.

1. *L'auteur a sans doute mal compris la référence à la « causa » et à la « questio » du Décret de Gratien où est cité le Concile toledan. La référence était : c. 17. q. 4.*

2. e visto en la descomunion que an yncurrido.

Hebreos y Moros que se reducían a la fe católica, libertándolos y exentándolos de todos los tributos.

S. Jerónimo¹, en el comentario que hace de la *Epistola de S. Pablo a Timoteo*, dice que los cargos honrosos, los oficios y dignidades, no se han de dar por sangre sino por virtud, y lo propio enseña en las cartas que escribió a Heliodoro, y llora el gobierno contrario ejecutado en su tiempo; y en la carta de Calencia dice que las virtudes o vicios de los padres no aprovechan ni dañan a los hijos, sino que la virtud propia los ensalza.

S. Jerón.

S. Ambros. li.
4. de sacram. cap.
3. serm. 3.

S. Ambrosio, en muchos y varios lugares de sus obras, dice lo mismo. S. Agustín, sobre las palabras del Salmo 108, dice que el hijo virtuoso debe ser honrado, aunque sus padres no lo hayan sido, y con justa causa alaba a los Romanos, los cuales, como prudentes, edificaron el Templo de la honra junto al de la virtud, diciendo que para entrar al de la honra, primero se entraba por el de la virtud.

S. Aug. in Psal.
108.

S. Tom. 1 tom.
3. Opase. 17.
cap. 4. tom. 71.

S. Tomás, contradiciendo algunos autores, malos políticos espirituales, dice estas palabras: *Veamos agora si la doctrina de estos políticos puede tener lugar sobre decir ellos que los reducidos a la fe no pueden tomar hábitos de Religiosos, siendo esta doctrina contra la que nos enseñó Jesucristo, habiendo Él recibido a los Apóstoles en su colegio, siendo Hebreos, y a los Gentiles, siendo infieles.*

Filonio. Yo os confieso la Bula del Pontífice, las autoridades de la Escritura, las contestaciones² del Evangelio, los dichos y decretos de los Concilios³ y de los Santos, pero no podéis negar que otros decretos y bulas han salido después, por los cuales se ordena que no gocen honras los descendientes de los convertidos, y sería digno de censura grave quien lo negase.

Teogio. Los decretos de los Pontífices son justos; yo no condeno los que después han salido, condeno el que no los han guardado, porque los decretos se dan conforme el informe, y debajo de él, asiste la fe con que se dio, de modo [que] no hay novedad en el estado, sino en el gobierno del estado. Pues, es cierto que los decretos y mandamientos que han salido, no derogan los pasados, antes los confirman, porque no dicen que se deje de castigar el culpado; dicese que sea de forma que no se deshonne al inocente que no pecó; y cuando habla de los descendientes, no dice que los tales descendientes sean excluidos de honras, cuando en ellos no hay recelo; antes, al contrario, consta esta doctrina del

1. Heronimo. 2. constentaciones. 3. Cosillios.

alma del decreto, no de la letra mal entendida y peor gobernada de los políticos del siglo. Y, para prueba de mi verdad, oid :

Dice Dios, hablando con el Pueblo de Israel : *Hasta cuándo esta mala compañía mormurará de mí y me dejará? Diles que pues desconfiaron de entrar en la gloria prometida de la Tierra de Promisión, que, vivo yo!, que en este desierto caerán sus cuerpos; pero sus descendientes inocentes entrarán en el paraíso de la tierra.*

Num. c. 13.

Pues, si Dios no permitió que su castigo tocase a los inocentes y los honró con la Tierra Prometida, qué ley ordena que a los hijos que no pecaron en la fe, los sepulten en el desierto de la deshonra ?

Otro ejemplo que no tiene contradicción¹ se nos ofrece. Mandó Dios a Josué que, por cuanto Acam había sido con sus hijos anatema en el cerco de Jericó, fuesen apedreados ; pero a los hijos de Coré, Datán y Avirón, que fueron inocentes, reservó del castigo. Por donde se conoce que los juicios de Dios son rectos, y si esta política debe ser imitada, ya que se castigan los hijos de Acam como cómplices, hónrense los hijos de Coré como inocentes ; y si no lo quieren hacer, confiesen claramente que van contra el mismo Dios, contra la Iglesia, y contra toda la buena razón.

Josu. cap. 6.

Y por cuanto conviene que tratemos la materia sin máscara alguna de temor y lisonja², decimos que sólo el Demonio pudo introducir la ley de exclusión de honras a los reducidos y a los descendientes, pues ató las manos a las gentes de todos estados para que reprobasen la virtud y excelencia de los buenos, excluyéndolos de las dignidades eclesiásticas y noblezas de República, poniendo en lugar de los doctos y sabios, rudos labradores, torpes villanos y groseros pastores : todo en perjuicio de la virtud de la fe, cuyo intento (como dice Cayetano) impide que las naciones idólatras y paganas se reduzgan al gremio de la Iglesia, porque quién vendrá a meterse debajo de su yugo, si sabe que ha[n] de ser él y sus descendientes excluidos de honras y dignidades ? Y cuando se vean deshonrados, quién podrá dudar que se arrepientan³ de lo que hicieron ? No es posible, Filonio, sino que el Diablo, enemigo común de la fe, anda en los corazones de los malos, para con ellos derribar esta piedra preciosa de la nobleza, fundamento de mucha parte de nuestra salvación.

Cayetano, 5
allegat.

S. Tomás dice que este perjudicial gobierno es contra la caridad, pues, excluyendo de honor a los inocentes y a sus

S. Thom. 22.

qu. 3.

1. contraduzion. 2. lisonga. 3. arepientan.

S. Joan. c. 13.
v. 34.

padres, más viene a ser una cisma diabólica que gobierno católico ; pues lo más que encargó Cristo a sus Apóstoles y a toda su Iglesia fué QUE SE AMASEN LOS UNOS A LOS OTROS ; y por este camino, no sólo no se aman, pero se aborrecen y se matan como mortales enemigos, sembrándose entre los unos y los otros un odio tan fuerte que penetra los corazones más justos, y los tuerce y encamina a la venganza, sin que se libre la conversación más noble de este pecado ; desenterrando con satírica lengua los difuntos y tratando mal los ausentes ; y si, por accidente de fortuna, el descendiente de convertido es rico o persona de importancia en la República, no cesan sus enemigos hasta acabarle, diciendo que por qué un cristiano nuevo ha de gozar lo que ellos no gozan ? Todos estos daños nacen de este mal gobierno, como dice S. Tomás, porque, como es contra la caridad del prójimo, tiene librada su felicidad en la envidia, monstro¹ de tantas cabezas que desde Caín no se han podido cortar, y las más perjudiciales² son las que tocan en la HONRA.

Y dejando en su lugar los milagrosos ejemplos y lugares que hemos alegado, digamos los graves autores que fueron de nuestro parecer :

D. Montal. 4.
Flori. Reg. 3. 1.
2. f. 109. Covas
in Clem. si furios.
de omicidio. tom.
2. fol. 433. 436.
ctoe. 2. 5. Navar.
t. 3. consto. de
regul. cons. 26
tom. 1. fol. 256.
y tom. 5. const.
de hereti. cons. 22.
tom. 2. fol. 1.

El Doctor Alonso Montalvo, Consejero del Rey D. Juan el II, tratando³ de esta materia por mandamiento expreso del mismo Rey, aprueba nuestra política, diciendo ser conveniente y necesario admitir en todas honras los reducidos a la fe y sus descendientes.

Covas-Rubias, en la Relación sobre una Clementina del derecho Canónico, adonde alega los juristas más graves, dice por expresas palabras lo mismo.

El Doctor Navarro, en un consejo que dio al capítulo general de los Franciscanos, prueba que la ley o decreto que salió sobre no recibir la Orden los descendientes de los convertidos, fue torpísima y perjudicial a la Católica Religión. Y sobre la constitución de Pablo IV, confirmada por Gregorio III, dice lo mismo.

Cayetano. tom.
3. opu. tr. 31.
respons. 6.

Cayetano, cuando respondió el año de 1514 a una pregunta que le hizo el Regente del convento de S. Esteban de Salamanca, sobre la materia, dice de esta suerte : *el estatuto perpetuo de no recibir a las honras eclesiásticas los descendientes de convertidos a la fe es irracional, por ser ingratitude infiel excluir de las comunidades a los que son Católicos, por ser su nacimiento de infieles.*

F. Aug. Salue-
rio⁴. F. Enr.

Lo mismo dicen Frey Augustín Saluero⁴, en el discurso que hizo sobre la materia, dividido en 25 capítulos, y Frey

1. moustro. 2. perjudiaziales. 3. trantando. 4. sic pour Salucio.

Enrico Mauroy en el libro de estatutos, dividido¹ en dos partes, y Frey Antonio de Córdoba hizo una larga relación sobre la misma cuestión. Mauroy. F. Anto. de Córdoba.

Frey Manuel Rodriguez, en el 1. tomo de las cuestiones regulares², q. 14. art. 2. 6. 9, declarando una constitución de Pablo IV, adonde en el principio del artículo 2, dice que el doctor Prado y el doctor Solís, catredáticos de prima de la Universidad de Salamanca, lo aprueban. Y Frey Francisco Zamora, General de la Orden de S. Francisco, la retifica, y en el tomo 3, q. 11, arti. 1, alega en favor de esta doctrina a Avendaño, Otalora, Heredia y Olano, de la Compañía de Jesús. F. Manu. Rod. Prado. Solís. Zamora. Avendaño Otalora. Heredia. Olano.

Tomás Moro, Canciller del Rey de Ingalaterra, en su *Eutopía*, dice que el aumento de la religión no consiste en la nobleza heredada, ni en el vital esfuerzo del ánimo, sino en la virtud espiritual del espíritu, y que las naciones que salen de la Babilonia gentílica merecen el Paraíso de la dignidad. Tom. Moro. *Eutop.* c. 3.

De lo alegado y dicho conoceréis, Filonio, que los políticos contrarios son los verdaderos enemigos de la salvación de las almas, pues aconsejan a los Príncipes que no premien la virtud sino la sangre, siendo tan ajena de gloria espiritual la materia, como digna la forma. De llorar es la poca vista que tienen los Ministros que tales consejos dan a los Reyes ; pues, teniendo tan a los ojos la luz del Evangelio, se precipitan a las tinieblas. No es mucho que en tales Reinos esté infamada la nobleza ; porque, si ellos dan afrentosos nombres a los vasallos, qué mucho que las Provincias extranjeras los igualen a todos, justo castigo del brazo poderoso, pues, como dice el Espíritu Santo, *el que abre el hoyo³, no es mucho que caiga en él.* Qué puede aguardar una nación que pinta delitos feos en las iglesias y hace alarde de ellos en públicos teatros ? Tengan por cierto que aquel nombre que dieron con título de afrentar, han de tener todos en la plaza del mundo. No presuman, no, que las naciones extranjeras distingan los nobles de los plebeyos ; que esta curiosidad impertinente es más delirio de la soberbia que fundamento de la razón : porque los han de señalar, por donde quiera que fueren, de la misma suerte que ellos señalaron a los inocentes que no pecaron. Los castigos que se dan a los reos han de ser ejemplos vivos, pero no muertos ; querer deshonar los hijos que no pecaron con libelos infamatorios, no es querer ilustrar la nobleza del Reino, sino manchalla : bueno es el castigo, en cuanto dura ; pero no la deshonra, en cuanto alarga la Eccles. cap. 10, v. 8.

Deul. cap. 21. v.
22. 23.

vista el tiempo ; que, por no manchar Dios la nobleza de su Pueblo, mandaba que se quitase del suplicio al reo el propio día de la justicia, por parecerle que, pues el delito estaba pagado, se debía sepultar la deshonra.

Filonio. Pues, es tan fuerte en los de contraria opinión la ley de que se valen que, cuando algún reo culpa los que ya están muertos, los jueces los mandan desenterrar y, trayéndolos por el lugar, los queman, y a los ausentes en estatua.

Eccles. cap. 7. v.
16.

Teogio. Yo os aseguro que ese Tribunal es peor que la muerte, pues vemos que ella tiene jurisdicción sobre los vivos, pero no sobre los muertos. Notable pasión y digna de vituperar ! Pregunto : los que murieron, no están juzgados en el Tribunal de Dios ? Pues, de qué sirve desenterrar los guesos para quemallos ? Si está condenada el alma, qué castigo podrá sentir un cadáver ? Y si fué acusado falsamente el difunto (que puede suceder) y Dios por su virtud tiene su alma en la gloria, sería bien que le canonizase el mundo los guesos con fuego y deshonra ? No sería mejor sepultar ese delito, que no hacer gala de él, llevando por el lugar un cimiterio de guesos desenterrados a quemar, como si los guesos fueran capaces de sentimiento alguno ? Oh ! dolor grande ! Oh ! calamidad terrible¹ ! que pueda tanto la pasión y el odio que, por deshonar los linajes que no pecaron, no pudiendo vengarse de los vivos, se venguen de los muertos ? *Hijo*, dice Salomón, *no te justifiques mucho, que te perderás.* Jueces del mundo, no os justificuéis con la deshonra del prójimo, que no se ensalza la gloria de Dios con quemar guesos de difuntos, sino con reducir los vivos a su Iglesia y honrar los descendientes que no pecaron. Qué mayor gloria puede recibir el Demonio que impedir por este camino que los justos no entren en el gremio de la Iglesia ? Cristo dice : Perdonaldos y honraldos ! y el Demonio que los castiguen y los deshoren : lo primero no se consigue, y lo segundo sí. Pues, adónde asiste el espíritu divino que gobierna esa política ? De las estatuas² podemos decir lo mismo, pues sólo sirven de campanas públicas contra los linajes, tocando en ellas las horas de la deshonra. Y no sé verdaderamente en qué razón se pueden fundar los de contraria opinión, quemando guesos de difuntos y estatuas de paja ; porque, si dicen que con estos actos se ensalza la fe, es engaño ; porque, si castigarán los cómplices, decían bien ; pero, si en lugar de cuerpos vivos, queman guesos secos y cuerpos fantásticos, qué delito se castiga o qué religión se ensalza ? Bien

S. Mal. cap.
Job. cap. 1.

claramente nos dice la ejecución del suplicio que no lo hacen por honra de Dios, sino por deshonorar los linajes, alborotando los pueblos para que las gentes, con el espectáculo de las estatuas y cadáveres, entren en aborrecimiento con las familias de la reducida nación, arrojándola¹ del Amor Católico a los abismos del odio, y paseándose por los lugares sagrados afin de leer los libelos infamatorios, para conocer las familias y guardarse de emparentar con ellas. Si este gobierno es santo, el mismo tuvo Nerón cuando mandó vestir los mártires en diversas formas de animales, para dar con ellos en el fuego, diciendo que los dioses estaban enojados porque los consentían en Roma. Qué importa que las estatuas se quemen, si en ellas queman las honras de los inocentes linajes, siendo mártires en defensa de su honor? Oh! miserable gobierno! Oh! pueblo cruel! Oh! invidia conocida! y por fin de mi sentimiento: Oh! Monarquía sin caridad, Reino sin justicia, y Tribunal sin misericordia! Adónde tienes los ojos del entendimiento? Adónde la vista de la razón intelectual? Abre las luces del espíritu, sal de las tinieblas en que vives, considera que la mayor ruina que le puede venir a la Monarquía, a la República, a la nobleza, y en fin a la salvación de las almas, es excluir, apartar y vituperar los linajes. Éste es el más cauteloso, el más cruel, y el más bárbaro arbitrio² que entre la Cristiandad ha sembrado, introducido y asentado el Demonio. Con él se ha manchado todo el lustre³ de la nobleza, con él se han ausentado del reino las mejores familias, ha hecho este arbitrio⁴ millares de infieles, ha tiranizado el amor del prójimo, ha dividido los pueblos en bandos espirituales, ha empobrecido las ciudades⁵, ha eternizado venganzas; ha quitado a la Iglesia de Dios muchos varones justos, ha levantado una cisma diabólica entre las gentes, ha dado venganza a los extraños y poca estimación a los propios, ha puesto en las Iglesias (en lugar de Santos) pinturas diabólicas (como son llamas de fuego y figuras del infierno), ha desenterrado los muertos, ha deshonrado los vivos, ha sacado en estatua los ausentes, ha dado a entender al pueblo inocente las herejías de los reos, para meter cizaña en el discurso humano, ha ido contra los Concilios alegados, no ha guardado las bulas y decretos⁶ de los Pontífices, ha reprobado las sentencias de los Doctores de la Iglesia, ha condenado los Juristas, los dichos de los Teólogos, los pareceres de los Filósofos; y lo más grave de su culpa es haber ido contra la doctrina del Evangelio: porque, si

Tacit. 1. 16

1. arogandola. 2. aduitrio. 3. Ilustre. 4. aduitrio. 5. ciudades.
6. credecretos.

Cristo dice : « Perdonad al pecador si se arrepiente¹ », ellos queman deminuto al pecador arrepentido²; si Cristo dice : « No haya entre vosotros división de pueblos », ellos los dividen y apartan con deshonor ; si el Evangelio dice : « AMAOS LOS UNOS A LOS OTROS », ellos dicen : « Aborreceos³ los unos a los otros » ; si los Apóstoles publicaron la paz espiritual, ellos la guerra ; si Cristo busca su oveja perdida y la mete en su paraíso, ellos en el fuego ; si manda perdonar los enemigos, ellos de amigos hacen criminales enemigos. Y si lo dicho y alegado no reduciere los ánimos de los Príncipes y los corazones de los Ministros a nuestra Política Angélica, digamos con David : *Júzgame, Señor, y pleitea mi causa*; pues, la que yo defiendo es en favor del Evangelio, en conformación de la Escritura, en aumento de la Religión, y en orden a los Concilios. Y claramente se conoce esta verdad, pues la exclusión⁴ de honras y dignidades públicas en los convertidos y sus descendientes, la aborrece⁵ el mismo Dios, la reprueban los Pontífices, la condena el Evangelio, la abominan los Apóstoles, la detestan los Doctores, no la confirman los Filósofos, no la usaron los Gentiles, no la tuvieron los Bárbaros, ni hoy se usa entre la nación más indómita que milita debajo de la bandera de la tiranía.

Filonio. Quedo reducido a vuestra opinión y digo que el que no la aprobare tendrá más de cruel que de Cristiano. Pasemos agora a las cárceles secretas, si sería bien que fuesen públicas.

Teogio. De un abismo nacen muchos abismos : no me admiraré que las cárceles sean secretas, siendo secreto el juicio. Si vos decís que en público los amigos y parientes del preso prepararán⁶ testigos y cohecharán ministros, mejor lo conseguirían en secreto, adonde se asegura la malicia de ser descubierta.

El primer daño que se le sigue a la salvación de las almas de poner los reos en cárceles secretas es la desesperación común en la naturaleza humana, porque, si en un profundo calabozo sepultan a un hombre, adonde carece de la luz del día, comunicación de los mortales y compañía de los demás presos que comúnmente hay en las prisiones ; y en la secreta cárcel o calabozo le tienen cuatro, seis, y doce años en justificar su causa, qué se puede esperar de este hombre, sino una desesperación diabólica, teniendo la imaginación tan sujeta a las tentaciones del Enemigo común de nuestra

1. arepiente 2. arepentido 3. aborezeos 4. exculsion 5.
 aboreze 6. preparan.

flaqueza ? Y cuando esto no suceda, quién duda que el preso, por verse libre de un calabozo eterno, deje de confesar que es Chino, Moro y Luterano y cuanto gustare la parte contraria ? Y si lo hace, queda infiel, siendo cristiano ; y si es culpado y se arrepiente de cumplimiento, queda en peor estado de reducirse ; de modo que, por una cárcel secreta, la fe padece, el preso muere, la salvación peligra y la inocencia es castigada.

El segundo no es menor que el primero, pues de él nace decir los que conocen ese tirano gobierno que si los bárbaros Gentiles pusieron en prisión a S. Pedro y S. Pablo y los demás Apóstoles, cómo los Cristianos les exceden en la crueldad, aún con los mismos Cristianos ? Pues muchos se reducen y muchos prenden sin culpa. Si leemos las crueldades de Nerón, dice Cornelio Tácito que los delitos de religión eran castigados en público y averiguados en la cárcel ordinaria. Y en el Levítico ordenaba Dios que de las cárceles públicas saliesen los reos y ante los Magistrados se justificaban las causas. Cuando el Angel sacó a S. Pedro de la prisión, no fue del secreto calabozo, sino de la pública cárcel ; y cuando Daniel juzgó los viejos de Susana, y ellos el falso adulterio, la mandaron parecer ante los ancianos. Los valerosos Macabeos salieron al martirio de la pública cárcel, y el anciano y prudente Matatías murió de la misma suerte. Y baste decir que los mártires que hoy padecen entre las gentes, ora sea debajo del dominio de los Chinos, Moros, Indios y los demás bárbaros que tiranizan debajo del sol, no los sacan al martirio de la cárcel secreta, sino de la prisión pública, y es grandísima lástima ver reducidos los Gentiles paganos a misericordia y ver los Católicos sin ella.

Act. Apost. c. 4.
5. 24. 25. 26. 28.

Tacit. l. 16.

Act. Apost. cap.
5.

Hist. Susa.
Mac. c. 7.

Filonio. Dicen ellos que no es posible gobernar el estado espiritual sin armas, castigando con ellas los enemigos de Dios y de su Iglesia, y que la justicia de esta Política ha ordenado, por ley saludable a la salvación, castigar con las armas en la mano : y éstas son cárcel secreta, negación de testigos, deshonoras públicas, muerte deminuto, confiscación de bienes y otras que su derecho les permite.

Teogio. Con las armas en la mano no se reducen los hombres al Evangelio, castiganse los rebeldes, sí ; pero, perdónanse los convertidos, si se reducen ; y la fe de Cristo no se defiende con la espada, sólo la secta mahometana se defiende con ella. El amor y doctrina evangélica, la amonestación y exhortación espiritual son armas suaves para vencer la tiranía del Demonio, introducido de la cárcel secreta, muerte deminuto y confiscación de bienes ; y, para calificar

nuestra doctrina y verdadera política, os traire un ejemplo¹ de la Sagrada Escritura :

Chronic.² lib. 2,
c. 11.

Jeroboán, habiéndose jurado por rey primero de los diez tribus en Samaria, conociendo que el pueblo no podía pasar sin culto divino y que, no dándosele él en Samaria, habían de ir a Jerusalén, hizo dos becerros de oro, con cuyo falso culto levantó la idolatría en Israel. El rey de Judá, Roboán, hijo de Salomón, viendo que su vasallo le había usurpado y tiranizado la mayor parte del Reino y sobre todo que había levantado dioses de metal adonde el pueblo idolatraba, publicó la guerra y puso ciento y ochenta mil hombres en campaña para castigar los idólatras. Este gobierno justo, al parecer de las gentes celosas de la honra de Dios, contradijo el Profeta, saliéndole al encuentro, diciéndole que la voluntad de Dios no era reducir a los idólatras con las armas en la mano, sino con la doctrina de los Profetas. Y para que se consiguiese lo que la Ley deseaba, levantó Dios a Elías y Eliseo, por cuya doctrina se alcanzó la salvación de la mayor parte del Pueblo, dando el Profeta Elías en el monte Carmelo la muerte a los cuatrocientos profetas falsos que introducían la adoración de Baal ; pero, al engañado pueblo no lo redució con la espada, sino con el amor.

De esta doctrina sacamos que, si Roboán diera la batalla, teniendo de su parte a Dios, acabara con la mayor parte de los idólatras en perjuicio de la salvación de las almas, pues todas iban condenadas ; y si perdiera la batalla y saliera vencedor el enemigo, los idólatras matarían los fieles y los prisioneros fueran idólatras ; de modo que, por una materia de estado cruel, quedaban los dos intentos de la ley sepultados : Roboán perdido y el celo espiritual sin esperanza de mayor premio.

Vengamos agora en conocimiento de la moral doctrina católica. Qué razón hay para que, teniendo tan a la mano el convertir, reducir y salvar al pecador con las armas del Evangelio, nos valgamos de la artillería de los Gentiles ? Sabemos que los Padres de la Compañía de Jesús, soldados del tercio viejo de la bandera de Cristo, y otros muchos de diferentes Ordenes, armados con la Palabra del Evangelio, redujeron y hoy reducen en las tierras más incógnitas y bárbaras millares de espíritus a la fe. Sabemos que los Reyes Cristianos, a costa de muchos fieles, de gruesas armadas y infortunios grandes, redujeron a la Iglesia colonias³ ultramarinas y provincias remotas. Sabemos que los capitanes espirituales iban a sujetar y reducir con la palabra del Evan-

1. axemplo. 2. Choric. 3. Colomnias.

gelio, no a gentes racionales, no a hombres con luz de fe, no a sujetos feroces, no a personas políticas, sino a fieras indomésticas, las cuales en forma de hombres comían carne humana, adoraban serpientes, veneraban pájaros, idolatraban peñas, y se arrodillaban¹ a dragones. A éstos, pues, por mares tan remotos y climas tan apartados, convertían estos varones ilustres, no con el cuchillo, no con el fuego, no con la muerte deminuto, sino con la admonestación evangélica y doctrina de Cristo. Pues, si estos Ángeles custodios iban fuera de su patria a convertir y reducir los infieles sin lumbre de fe, cómo en la patria propia no queremos reducirlos sino desterrarlos? Si lo más allegado al corazón es lo que priva más con el ánima, por qué dejamos nuestra sangre perecer en manos de la crueldad? Para reducir a éstos, no es necesario armadas, peregrinaciones, ni ruinas; ni éstos adoran serpientes, ni basiliscos; son políticos, son sujetos racionales, tienen conocimiento y lumbre de fe, lo que los otros no tienen; pues, por qué los reducimos a fuerza de cárcel secreta, negación de testigos, muerte deminuto, confiscación de bienes y deshonoras públicas, debiendo reducirlos con amor y doctrina, con la caridad, con la honra y con la justicia (y a falta de no reducirse, con el fuego y con el castigo)? Sabéis qué siento de la política contraria? Que como su primer legislador ha sido el odio, que no ha de tener remedio, aunque le demos a beber todos los antidotos cordiales de la sabiduría. Con lo cual será bien desembarazar² el juicio de esta materia, pues tenemos dicho lo que basta para derribar las flacas razones de la parte contraria.

Filonio. La Política Angélica bastantemente nos ha reducido a conocer los daños que se le sigue a la salvación de las almas del gobierno contrario; y confieso que la negación de testigos, muerte deminuto, confiscación de bienes, libelos infamatorios y cárceles secretas, son la ruina total del estado espiritual: pues, por uno que reducen, se condenan, se ausentan y pierden ciento. Pero, pues los medios humanos a los divinos son difíciles de ajustar, vengamos en conocimiento de los daños que recibe el Imperio; que puede ser que hallemos las confiscaciones convenientes al estado del Príncipe.

Teogio. Decís muy bien, justo es que nuestra Política Angélica desengañe algunos Ministros que, a fuerza de costumbre mal recibida, aprueban el gobierno contrario.

Las confiscaciones en el Imperio, de común consentimiento de los más graves Jurisconsultos, Teólogos, Filósofos

1. arrodillauan. 2. desembaracar.

y Estadistas, son las que hicieron de benévolos Príncipes, tiranos gobernadores, como lo fueron Tiberio, Calígula, Nerón y otros que habemos alegado. Y aunque el P. Marquez, en su *Gobernador Cristiano*, aprueba el fisco ; primero lo reprueba, diciendo estas palabras : *Y así se ha visto que el derecho de las confiscaciones ha sido uno de los mayores medios que jamás se inventó para hacer de un buen Príncipe un tirano.* Es lo cierto que este autor dijo primero lo que sentía ; pero, como escribió en parte donde no podía condenar la ley de la confiscación, le forzó el poder a confirmarla contra su voluntad. Seamos, pues, políticos verdaderos y demos a conocer al mundo que las confiscaciones por delito de religión son fieras desbocadas que por el Imperio corren devorando lo bueno y lo malo ; pues nos dice la razón que, siendo interesado juez o denunciador o la parte real en este crimen, que no tienen jurisdicción en los bienes, sino en el espíritu ; y así los tales alentarán nuevas probanzas y buscarán nuevos testigos, como hizo Jezabel con el inocente Nabot, pues, por confiscarle la viña, le vendimieron la vida.

Marq. G. Crist.
lib. 2. pag. 67.

Reg. c. 21.

Para prueba de esta verdadera materia de estado, trairemos bastantes ejemplos de Monarquías que se perdieron por las confiscaciones (reservando siempre el delito de lesa majestad) :

Plut. Var. Ilust.

La principal causa porque el prudente legislador Licurgo dio sus leyes a los Lacedemonios, fue por conocer que los bienes ganados entre los particulares eran confiscaciones forzosas de la ambición ; y las que tenían por ley los Lacedemonios eran tantas que por el más débil delito las había. Y conociendo este prudente varón la insaciable sed de nuestra naturaleza, ordenó que los bienes fuesen comunes, pareciéndole que, con esta política, cesarían las confiscaciones : así lo siente Plutarco. Y el gran estadista Cornelio Tácito dice que Nerón mandó dar la muerte a Séneca por confiscarle los bienes. Y si se lee el Príncipe de la Historia Romana, por ella hallaremos que el Imperio, en cuanto vivió sin fisco y con justicia, se hizo señor del mundo ; pero, cuando empezó a tiranizar los bienes, entonces acabó¹. Josué, Emperador de Cananea, por no caer en semejante² delito, ordenó que los bienes del anatema fuesen quemados. Y Saúl, primer monarca de Israel, por haber confiscado el ganado del rey de los [de] Amalac, perdió el reino y acabó miserablemente en manos de los Filisteos. Quería Dios, por no dar lugar a las confiscaciones, que los bienes antes los llevase el fuego que las manos del hombre ; porque en aquél le mataba el pecado,

Tácito. 1. 4.
Tito Liv.

Josué. c. 5.

1. cabó. 2. semegante.

y en éste se resucitaba la ambición. El soberbio Antíoco murió rabiando, por haber confiscado en Jerusalén los bienes de los ciudadanos; y por el contrario el Rey Asuero, por haber derogado la confiscación del pueblo hebreo, eternizó su nombre y dilató su monarquía. Y si los Griegos no fueran tan crueles en las confiscaciones, no vinieran a dar en manos de sus enemigos. Perdióse el Rey Faraón por confiscar los bienes a los Hebreos por el menor delito, quitándoles las tierras que su antecesor había dado a José y maltratándolos¹ como a esclavos, por cuya tiranía él y su ejército quedó anegado en el Mar Rojo. Por esta causa fue en todos los reinos del mundo tan estimada la ley del Emperador Justiniano que ordena no ser confiscados los bienes, sino por delito de lesa majestad, con cuya política florecieron los Imperios; y en los de Persia se guardó como si fuera dada por Dios, como lo dice Herodoto; y por esta razón el Emperador Marco Aurelio no dio oídos á Faustina su mujer sobre quitar a los hijos de Casio las vidas y las haciendas, lo que no guardó su hijo Cómodo, pues por su demasiada² ambición y locura acabó como tirano.

*Ester. c. 4.**Exod. c. 1.**Libro. 3.*

Son tantos los ejemplos que pudiera alegar como los daños que diremos, porque las confiscaciones son propiamente un cáncer que poco a poco contamina el corazón de la República. Qué ganará el Imperio desminuyendo rentas y consumiendo poblaciones? Los bienes confiscados por delito de religión no los goza el Príncipe ni se aprovechan de ellos sino ladrones. De aquí nace que los hijos queden expuestos a mil calamidades, y con ellas se precipiten a la venganza, quedando perdidos en la República; y si hoy los miró el Imperio ricos, mañana los halla pobres, sin que su riqueza aliente la Monarquía; antes, a largo tiempo (breve para sus anales), se llora este daño sin podello remediar; pues, es segura razón de estado, que si hoy se arruina³ una casa, y mañana una villa, y esotro día una ciudad, las familias, saliéndose del reino y muriendo a manos de la necesidad, que en breves años se verá despoblada la más dilatada Provincia del Universo.

Síguese luego la ruina de las rentas reales; pues es fuerza que, en faltando las columnas del comercio, ha de dar en tierra el edificio de su tesoro, y sin él ni hay quien provea las armadas, ni quien aliente el orgullo de la guerra, ni aún quien repare los accidentes más débiles de la fortuna; todas son confusiones y juntas desordenadas, causadas del poco gobierno, pues es evidente el daño y poco seguro el aumento que se pretende. Carece luego el pueblo de la compañía natural, de la armonía

1. maltrandolos. 2. demasiada. 3. á ruina.

y concordia de la negociación ; y a buena luz todos conocen que la fuerza del poder y la tiranía del fisco hizo ausentar del reino los que le enriquecían, no dándoles la parte que el Espíritu Santo concede a los mortales debajo del sol. Los cuerdos dicen que los vasallos ligados a una monarquía no se tiranizan con quitalles la hacienda, porque juzgan que los que salieron del Imperio no volverán a entrar, y que ellos han de tomar sobre sí la carga que los otros pagaban : pena tan grave que la lloran antes de venir, que un prudente temor siempre fue profecía del espíritu.

Ausentados los hombres de negocios (que pocos o ningunos han de quedar adonde hay fisco), se sigue en el reino la falta de población, alma de la monarquía ; pues es cierto que el Príncipe que ha de sustentar plazas ultramarinas, a largo tiempo (con la expulsión¹ de naciones) se debilita de sangre, y poco a poco va muriendo la monarquía a manos de los físicos que la curaron, y para remediar este daño, aconsejó Justiniano que el lazo del matrimonio era el mejor antídoto. Pero, si en lugar de no dividir los linajes, los destierran a confiscación de bienes, qué generación pueden dar en el reino los que se salieron de él ? El Pueblo Romano, como dice Baronio, se resolvió a dar grandes privilegios a los que se casasen y poblasen el Imperio. Y Julio y Augusto Césares hicieron la ley de *Maritandis ordinibus*, y después la confirmó Furio Camilo, y puso grandes penas a los que recusasen casar con viudas, cuyos maridos habían sido muertos en la guerra. Platón dijo que los que, llegados a treinta años, no se casasen, los castigasen con graves penas. Y los Romanos² por esta causa robaron las Sabinas. Y por esta razón fue celebrado el consejo que dieron los ancianos al Pueblo Hebreo, mandando a los del Tribu de Benjamín que robasen las doncellas, por cuyo medio floreció aquel tribu. Y para confirmar esta doctrina, decimos con Plutarco que el reino que tuviere los brazos extendidos³ con necesidad de descubrir nuevas colonias y sustentar plazas ultramarinas, ponga la mirada en la población, no desterrando⁴ los vasallos ni confiscándoles las haciendas, porque en breve tiempo perderá sin gente lo que en largos siglos ganaron sus pasados.

Tres cosas son las que despueblan un reino : la guerra hecha con naciones extranjeras, la expulsión de vasallos ligados a la monarquía, y la tercera, confiscación de bienes. Y dice un sabio estas palabras : *Querer sacar soldados todos los dias de un reino, desterrar naciones por el menor delito, confiscar los*

1. ixpulsion. 2. Romamanos. 3. estendos. 4. desterando.

Baronio. tom. 1.
ano Christi. 11.
Valer. Maxi. lib.
2. cap. 4.

Lib. 3. de legibus.
Plut. l. 6. de legi-
bus.

Plut. lib. 8 de
Rep.

bienes y aniquilar el comercio: medios son para despoblar en breves días toda la redondez de[1] universo.

El ejemplo de la monarquía de Faraón nos puede hacer buenos políticos de estado sobre esta materia. Ordenó este tirano quitar las vidas a los Hebreos recién nacidos, temiéndose de la población y multiplicación de este pueblo (tanto temía la gente extranjera); y sin embargo, con aborrecella entrañablemente, después de haberla desterrado, la fue siguiendo hasta los abismos del Mar Rojo. No sintió este daño hasta que vio despoblada la monarquía; hubo aquí dos leyes o decretos a un mismo tiempo: el uno, que salieran del reino por librarse del recelo y de las plagas; y el otro, que volviesen a poblar el reino; y aunque la vuelta era perjudicial al estado de la ley, disimularon la del recelo por tener la de la población, de tanta importancia es la fuerza de la sangre en el reino. Y si bien miramos esta doctrina, Faraón tenía bastante causa para dejar salir el Pueblo, por ser los Hebreos de contraria religión; pero en el reino adonde públicamente no se guarda ni observa otra religión que la del Príncipe, no se debe condenar a destierro un solo vasallo.

Una de las principales causas que movió a Salómón a la paz universal que estableció en Israel fue hallarle, cuando entró a reinar, tan falta de población, por las continuas guerras que tuvo su padre David con Saúl y con los reyes idólatras sus vecinos; por esta causa Salómón, como Príncipe sabio, tomó el pulso a la monarquía y, conociéndole la enfermedad, le aplicó por medicina suave la población.

Síguese luego el tercero daño que recibe el Imperio del perjudicial gobierno de los libelos infamatorios contra los linajes, pues dice Aristóteles que el reino que excluye de honor a los vasallos se ha de perder infaliblemente, porque la deshonra del padre es en el hijo un fuego vivo que eternamente quema; y de aquí nace que, divididos en bandos los linajes, los unos tiren a la venganza y los otros al odio. Síguese luego la mala reputación en que las provincias extranjeras tienen la nación que se vale de los libelos, no perdonando los justos ni los culpados; porque, como dijo el grave político Cornelio Tácito, en perdiéndose la opinión, se pierde la virtud, por ser la una alma de la otra, y la ignominia¹ y afrenta en el vasallo es quien divide la amistad del prójimo. Mejor acertó esta materia de estado el Pueblo Romano promulgando la ley Canuleya, dando facultad² que los plebeyos, por medio de los casamientos, se mezclasen con los nobles, con cuyo vínculo cesaron las enemistades. Este duelo fue el que manchó siem-

Exod. cap. 2. 3. 4.

Reg. lib. 2. cap. 10.

Reg. lib. 1. cap. 14.

Aristol. 1. 3. Pol. cap. 3.

Tacit. 1. 4.

Tit. Lib. 4.

1. ignominia. 2. facultad.

pre la especie humana. Y de esta política se saca que el Príncipe que quisiere ver su monarquía próspera, no deshonoré los vasallos con libelos infamatorios ; antes, a los que se reducieren a la ley del Príncipe debe honrar y a los hijos en mayor grado, dándoles (si son capaces por su juicio y virtud) oficios nobles en la República ; pues, con ellos, se levantan los ánimos a grandes acciones, y a la segunda o tercera generación, vendrán a ser honra ilustre del Imperio. De este gobierno se valió el justo y cristianísimo Rey de Francia Luis XIII, por consejo del Eminentísimo Cardenal Richelieu¹, el mayor Ministro de Estado que tuvo el orbe, admitiendo en honores públicos a todos aquellos que de la contraria² religión se volviesen hijos de la Iglesia : no sólo a los hijos que no pecaron, sino a los mismos padres que públicamente observaban la contraria. Este prudentísimo Cardenal, gloria de la Francia, conoció que el Imperio adonde se excluía de honor a los vasallos, se había de perder, como lo sintieron todos los graves políticos. Y así vuelvo a requerir, de parte de Dios, cuya causa defendiendo, a los Príncipes Cristianos que reparen en esta importantísima materia de estado, honrando los súbditos³, no consintiendo que, por la culpa del padre (no tocando en lesa majestad), se deshonren los linajes ; antes, si algunos libelos infamatorios por delito de religión están fijados en públicos teatros, los manden quemar y quitar de la memoria de las gentes ; pues, como habemos bastantemente probado, es cierto que el Enemigo común del género humano asentó esta injusta ley en los corazones de los ministros para con ella sembrar enemistades entre los pueblos católicos. No se deje⁴ llevar el Príncipe de aquellos que, con capa de religión, quieren limpiar el reino de honores y manchalle de libelos ; sírvale de ejemplo las ruinas de muchos reyes que a fuerza de vituperios y deshonras despertaron el brazo divino : como Faraón que, por hacer esclavos a los Hebreos, quedó con todo su ejército anegado en el Mar Rojo. Rompa las cadenas de la tiranía y quedará libre la sucesiva generación de los vasallos ; no confisque la hacienda del padre, siendo del hijo inocente, y tendrá su reino lleno de riquezas ; no los destierre y verá poblada su monarquía ; no los deshonoré por la culpa del padre con libelos infamatorios y tendrá nobles en su reino, cuyas acciones serán envidiadas y no vituperadas de otras provincias ; no se pague de políticos ambiciosos que por un pequeño inconveniente desvanecen la ley, invidia conocida que con lisonja⁵ se pasea por la sala de la emulación ; pues, como dice Catón

Exod. cap. 3. 4.

1. Richelieu. 2. contra. 3. súbditos. 4. dexa. 5. lisonja.

Censorino, no hay ley tan ajustada al bien público que no carezca de alguna incomodidad, porque no puede penetrar los daños todos. Y no parezca arrojamiento¹ del espíritu el que diré : que tengo por segura la ruina del Imperio, habiendo en él confiscaciones de bienes, deshonras públicas en los linajes que no pecaron², cárceles secretas, negación de testigos, y sobre todo muerte deminuto : pues ésta ni aún el propio Lucifer la pudo introducir en el mundo. Y si alguno pasare por alto este discurso, por tener convertida en costumbre la injusta ley, con el tiempo verá su desengaño ; válgase con tiempo de la Política Angélica, porque, de no, se ha de ver en estado que no lo pueda remediar con todo el arte de privar (aunque haya sido el Argos de la Monarquía y el crisol del Estado), ni aún la quinta esencia de los políticos.

De las confiscaciones y deshonras de linajes, como habemos dicho, nacen otros daños mayores, como son el turbarse en primer lugar la República ; pues, cesando el comercio y la población, faltan las navegaciones y las manufacturas ; sin ellas, las rentas reales padecen quiebra, las alcabalas y derechos mueren ; y cuando el Príncipe quiera proveer las armadas, no hallará sino los pastores del campo con quien hacer sus asientos. Luego se sigue la ruina de los labradores : éstos como se alimentaban y socorrían³ del dinero de los ricos, por falta de caudal, dejan las tierras, desamparan la sementera y no cojen sus frutos, y a largo tiempo lo que fue primavera es estío y lo que fue otoño es invierno. Con estas calamidades los edificios se arruinan⁴ y las ciudades se deslustran⁵ ; carécese de la cosecha, de los frutos, del ganado, de la mercancia, de los tesoros, de los bienes, de las ciencias, de los consejos, de la población, de la defensa, de las armas, de los ingenios, de las navegaciones y de todo cuanto concedió Dios a los estados que se gobiernan con justicia. Entonces dicen los Ministros lo que dijo⁶ Faraón. « QUÉ HABEMOS HECHO, PARA QUÉ DEJAMOS SALIR ÉSTA GENTE ? »

Exod. cap. 14.
v. 5.

La República, luego, se llena de vagamundos y viciosos ; éstos, como no hallan en qué trabajar, alborotan y destruyen los pacíficos ciudadanos ; porque, como dijo el sabio : *la mano perezosa dio principio a la pobreza*. Con ella el miserable pueblo clama, sin podelle valer su Príncipe ; empiezan todos a quejarse del valido y de sus ministros ; los nobles se escandalizan de ver sobre ellos los subsidios que otros pagaban, sin que les valga privilegio alguno ; la gente que trabajaba en las manufacturas del reino, como no las hay, se pierde y libra

Prov. c. 16.

1. arrojamiento. 2. pecaron. 3. socorrian. 4. aruinan. 5. deslustran. 6. dixo.

su sustento en la ociosidad, común madre de los vicios ; y con este desorden, Venus derriba a Mercurio y Júpiter no reina ; y para acabar de perderse todo, empiezan los Consejos a fulminar plemáticas y, en lugar de reformar costumbres, acaban con las haciendas. Entran luego los Arbitristas¹ (pecado original político del mundo), éstos hacen creer a los Príncipes y Ministros que sin virtud de Dios sacarán agua de una piedra ; y el miserable pueblo, que está pavesa muerta, en lugar de rocío, esparce cenizas frías, sin esperanza de ser fénix. Cada plemática les parece venida del cielo, presumiendo con ella resucitar la monarquía ; y no les hará creer un ángel otra cosa, hasta que la experiencia los desengaña. No por esto se enmiendan ; porque, como malos físicos, aunque el enfermo pide descanso, dejando que obre naturaleza, ellos, con las continuas purgas de sus plemáticas, estragan el corazón de la provincia, cerrándole el pecho con un contrabando : que es lo mismo que bando público de muerte para el comercio. Este ejercicio entretiene un millón de vagamundos, malsines, soplones y traidores, con cuyas trazas, cautelas y ladronicios públicos saquean las casas, destruyendo los mercaderes², desvelándose en hacer denunciaciones y confiscando lo que no ganaron : de que resulta no hallarse en los tribunales sino confiscaciones a cada hoja, testigos falsos a cada renglón y deshonoras públicas a cada letra.

Diréis : qué pecados son los que anuncian esas ruinas ? Yo os los diré : el pecado llamado *fisco*, como su causa proceda de robo, libra sus efectos en consumir los caudales del reino, y un imperio sin comercio es lo mismo que un cuerpo sin alma. Los libelos infamatorios contra los inocentes linajes, como es arbitrio³ del Demonio, mancha la virtud, deslustra⁴ la nobleza, aparta los pueblos y mete una guerra civil entre los vasallos. La fuerte materia de no honrar los súbditos⁵ hace que la población se desminuya, falte el calor vital al Imperio y acabe en un año lo que se ganó en ciento a costa de tanta sangre : de modo que no hay que admirar de tales efectos por que es seguro rebelarse las provincias, despoblarse las ciudades y consumirse el Imperio. Últimamente, Salomón quiso apretar esta máxima de estado y halló un Jeroboán que turbó todo Israel. Nabucodonosor la quiso introducir y se halló convertido en fiera. Antíoco la ejecutó y murió rabiando. Los Emperadores Romanos la siguieron y la sangre de los Mártires fue veneno de sus dioses : que es tan perjudicial esta materia de estado que en los gentiles por falsa es tiránica, y en los fieles por cruel

1. Aduitristas. 2. mercadeles. 3. adbitrio. 4. desllustra. 5. subvitos.

es dañosa. De modo que, reduciendo este discurso a breves razones, si las cárceles son secretas, secreto debe ser el castigo. Si se reciben testigos de todos estados, iguales serán los buenos y los malos. Si se lleva a sangre y fuego este delito, pobre quedará el reino de gente. Si determinan salvar almas, condenarlas quieren, pues las destierran a provincias libres. Si quieren afrentar los linajes con libelos infamatorios, afrentada quedará la nobleza. Si desean enriquecer la República, pobres quedarán, haciendo pobres sin justicia. Si se precian de fieles, infieles quedarán, si castigan un grado más que infieles ; y si pretenden que sus secretos no se sepan, públicos los quieren hacen, pues destierran vasallos amigos, hechos enemigos. Estas breves sentencias me parece que bastan para dar fin a este discurso político ; si fuere reprobado, los suyos se podrán leer con mayor retórica, pero no con mayores fundamentos. Salgan a luz, responderemos a ellos, que en la palestra del ingenio todos los racionales se rinden a la razón.

Filonio. Habéis, como buen político, probado vuestro angélico gobierno y se conoce a buena luz los efectos que saldrán de tan soberana causa ; pero, quien reprueba¹ un mal gobierno, quien condena una ley y aborrece una costumbre convertida en naturaleza, tiene obligación de dar los medios para establecer otra mejor ; y así deseara sumamente que, ya que habéis condenado la política contraria, deis la orden para establecer vuestra Angélica Política, en aumento de la Religión Católica y prosperidad del Imperio.

Teogio. No podré negarme a tan justificada pregunta, y primero diré cuán digno de loor es el Tribunal que defiende la fe y sus Ministros, si ellos guardan y observan la Política de Dios : a los cuales llama la Iglesia, Custodios de la Divinidad, Capitanes del Ejército del Cielo, Columnas de la Fe, Pilares del Evangelio, Crisol de la Católica Religión y Martillo de las Herejías. A éstos alabamos con fervoroso espíritu, no condenamos su celo sino su gobierno, no repudiamos su dignidad sino su costumbre ; pero, todos aquellos que exceden del orden que establecido tiene en Roma el Pontífice de la Iglesia, éstos más son tiranos que ministros de Dios.

De nuestra Política Angélica queréis sacar el gobierno que debe tener el Príncipe Cristiano para castigar los delitos de religión ; yo os diré los medios por donde se puede conseguir una ley justa y, para venir en conocimiento de ella, nos valdremos de aquel emblema del sabio Alciato que dice : « El Imperio ha de ser un instrumento templado ». Y los mejo-

1. reprueba.

res escritores, o estadistas por mejor decir, quieren que sea de tres Ordenes Eclesiásticas, Nobles y Plebeyas; éstas ha de tocar el Príncipe con tanta orden que cada una ocupe su lugar: la primera voz Eclesiástica suave, la segunda Noble grave, la tercera Plebeya baja, con cuya armonía andará el Imperio concertado; pero si la cuerda Eclesiástica sonare fuerte y la Noble baja y la Plebeya alta, ni el oído de la razón podrá escuchalla ni la prudencia oílla.

Asentada esta razón por basa de este edificio, decimos que si los Ministros Eclesiásticos subieren de punto el orden y tiraren la cuerda del estado espiritual, es fuerza¹ que se han de llevar la puente y tapa del istrumento². Vamos a los medios sacados de nuestra política.

Los ministros que debe el Príncipe Cristiano elegir para juzgar³ las⁴ causas de fe deben ser en cada Tribunal dos teólogos, Capuchinos o Jesuitas⁵, y un sacerdote: los dos primeros sin pensión Real, y el segundo con ella; la razón⁶ es que los jueces espirituales han de entrar a salvar almas, no con renta propia ni gajes reales, sino con religiosa vida y conciencia limpia; y los religiosos de los tales conventos son los verdaderos defensores de la fe, limpios de manos y seguros de ambición; porque, como han menospreciado el mundo, no mirarán los respetos humanos, sino los divinos; y en personas de tanta autoridad y vida cristiana está bien esta dignidad apostólica: que por esta razón ordenaba Dios que los Levitas se sustentasen de los bienes de los Tribus⁷, por no obligalles a dejar su oficio y dignidad, buscando por ellos los bienes del mundo. Elías y Eliseo eran celadores de la Ley, y su oficio no se realizaba con carrozas, criados, ni palacios suntuosos: que éstos son siempre la ruina de la justicia. No necesita este juicio de vanidad; requiere vida espiritual, celo divino, y gravedad evangélica; ésta se halla en los tribunales del espíritu, que cada uno engendra su semejante⁸; y el juez que ha de ponerse en el trono a salvar almas ha de entrar en el santo sanctorum de la salvación como el sumo sacerdote que se preparaba mucho antes que entrase en la gloria de aquel santísimo lugar; y pues el oficio y dignidad del ministro tiene su jurisdicción en el alma, conviene que entre perfectísimamente puro, sin que se acuerde de los temporales bienes ni de los oficios humanos. Todos estos actos serán logrados si el Príncipe hace elección de dos teólogos religiosos y un sacerdote, en los cuales no haya sospecha de pasión ni celo de interés particular. Éste es el fundamento principal de este

1. fuerca. 2. ystrimento. 3. jugar. 4. los. 5. jesuistas. 6. racon.
7. Trubus. 8. semegante.

edificio y, sin él, es fundar un palacio sobre la región del aire o sobre tierra movediza, la cual ha de venir en ruina de muchos, sin que lo pueda remediar el más prudente arquitecto del Estado.

Lo segundo es que de las culpas de los reos se les dé traslado y nombres de testigos y confrontación de ellos, conforme al derecho canónico y civil; pues, como tenemos bastantemente probado, se debe de justicia anteponer la luz a las tinieblas; que, haciéndolo así, ni de parte del reo habrá queja, ni de la parte de los testigos falsedad; aquéllos confesarán la verdad, y éstos no calumniarán los inocentes. El que lo estuviere probará su inocencia y el culpado será castigado con justicia y los acusadores que falsamente depusieren de su prójimo, tendrán sobre sí la pena del Talión y no se arrojarán¹ a la deposición con el salvoconducto de la ley contraria, pues les ofrecía el no saberse su nombre: con cuya mala política, como habemos dicho, no estaban seguros los más justos de la República.

Lo tercero es que, primero que se ponga en ejecución la prisión del reo, se siga el parecer de S. Jerónimo y S. Ambrosio, los cuales ordenaron que precediese la admonestación primero que la denunciación; de modo que, si los testigos acusaren a uno, deben los jueces llamalle secretamente por vía de confesión; y, si confesare su culpa y se arrepintiere² de su pecado, deben como confesores y jueces apostólicos absolvelle luego, con protestación que a la tercera vez será castigado conforme a derecho. De esta manera se consiguen los dos intentos de la Iglesia: el uno perdonando, y el otro castigando. Y verdaderamente los Doctores anduvieron en esta primera y segunda admonestación perfectamente bien, porque no permite el derecho divino en semejante³ delito el castigo primero que el perdón, ni fuera bien que quien tiene título de confesor se valiera en primer lugar del de juez. Es necesario perdonar secretamente, y si no hay enmienda, castigar públicamente. Con esta política espiritual quedará sepultada la culpa y perdonado el pecador. Y en caso que negare el no haber cometido el delito, entonces se le armará su proceso, y a la segunda acusación entrará la justicia; pero, si confiesa, a la tercera vez el castigo. Este santo gobierno, asentado por tan doctos varones, tiene tanto de misericordia como de justicia, atributos de la divinidad. Y, si a la primera deposición entrara la prisión y el castigo, la justicia quedaba siendo primero que la misericordia; y por esta razón dijo S. Pedro que no sólo se perdonase al pecador siete veces, sino setenta veces siete,

1. aroxaran. 2. arepintiere. 3. semegante.

dando a entender que la culpa cometida espiritualmente, contra la divinidad¹, si es confesada, debe ser absuelta; y esto con la limitación que hemos dicho de primera y segunda vez secretamente en confesión, mas a la tercera, como parte pertinaz, a un lado se deja la misericordia por dar lugar a la justicia. Estos prudentes y santos doctores se valieron del mandamiento del Decálogo², diciendo Dios que su castigo se extendía hasta la cuarta generación; pero a su misericordia no le puso límite, dando a entender que la primera y segunda admonición son actos de la misma misericordia, y la tercera de la justicia. Establecido este decreto, no habrá disculpa en el reo ni rigor en el tribunal. Andarán las causas seguras de calumnia, y no saldrán al público semejantes³ delitos; y cuando salgan, será con todos los⁴ sacramentos de la piedad, para que con ella entre el merecido castigo de la culpa.

El cuarto artículo es que de ninguna manera haya confiscaciones de bienes, sino que el preso se sustente de ellos en cuanto durare su prisión, sin que a los hijos y sucesores les quiten lo que les concede el derecho; pues, siendo el intento reducir al pecador, no se reduce con la confiscación de bienes; antes, como habemos dicho, por no perdellos, dejará de confesar. Y claramente se ve que la ley de la confiscación no es adecuada al delito, ni en ella se hallará igualdad alguna: porque el reo que fuere pobre pagará mucho menos que el rico, y si éste merece la propia pena que aquél, no tiene la ley justicia con que los iguale. Además que, si la ley del derecho y el decreto del Concilio mandan que los bienes del padre sean de los hijos, no podemos quitar a estos inocentes la justicia, por el delito de aquel que castigamos con ella; de modo que, si el uno pecó y paga, el que no pecó, libre queda; y si usamos de la confiscación, condenamos los dos, no debiendo ser condenado sino el uno. Tres daños se siguen de haber fisco: el primero que robamos a los inocentes, el segundo que quitamos al preso que no confiese, y el tercero que no se salvan las almas con condenar las haciendas. Resultará de no haber fisco grandísima utilidad al prójimo, porque la casa o familia quedará amparada de los bienes cuando le faltare el padre, la mujer gozará la dote y no se perderán⁵ los hijos, los cuales sin hacienda quedan vagamundos en la república. Y esta ley fue siempre bien recibida en todas las provincias del Emperador Justiniano, como habemos dicho, reservando sólo el delito de lesa majestad; porque es dolor grande ver que los hijos criados en regalo, hoy se vean ricos y mañana pobres, por un delito del flaco entendimiento del padre, obligándolos

1. diuinad. 2. Decalago. 3. semegantes. 4. lo. 5. pierderan.

a sufrir¹ y tomar voluntarios destierros o criminales venganzas. Y, quitando este perjudicial gobierno de la República, se verán ricos los vasallos y no pobres los inocentes ; que, como habemos dicho, las confiscaciones hicieron los príncipes tiranos, como lo fue Tiberio que dejó al que le sucedió en el Imperio setenta y siete² millones confiscados ; y de la misma manera que fueron ganados fueron logrados : porque empobreció³ los vasallos y sus tesoros fueron distribuidos entre ladrones y malsines. Y pues la ley civil ordena que sean los bienes de los hijos y sucesores, y la divina lo confirma, condenándolos, ni guardaremos una ni otra. El Bodino dice que sería bien no confiscar los bienes raíces y los demás sí, pero yo digo que ni unos ni otros se deben confiscar, porque no sería bien quitar a los linajes el sustento, librado en los bienes propios, sabiendo que no tiene mayor felicidad la República que el ser rica y opulenta de vasallos poderosos ; y con la ley contraria la destruyen totalmente, llenándola de miserias, de necesidades, y de gente viciosa y vagamunda. Ultimamente, no habiendo fisco, no habrá malsines, invidias, tiranías, robos, ni falsedades ; serán los bienes libres, conservaránse las casas, lucirán los patrimonios, alentaráse el comercio, castigaráse la culpa, premiaráse la inocencia, remediaránse los pobres, crecerán las alcabalas, aumentaránse los tesoros reales ; no se ausentarán del reino las familias, no sacarán del reino los bienes, estando seguros de no perdellos ; florecerá la población, tendrá el Príncipe quien provea sus armadas ; los millones y los tributos se pagarán sin ruina del pueblo ; los hidalgos, los caballeros y los nobles generalmente, serán libres de subsidios : pues es seguro que, faltando aquéllos, los han de pagar éstos ; las manufacturas del reino irán en aumento ; las ferias y mercados, adonde luce la contratación, serán⁵ el tesoro de la comarca y⁶ de la provincia ; de la mercadería extranjera no se carecerá en el Imperio, sembraránse las tierras con el socorro del dinero, cogeránse los frutos doblados, fortificaránse las ciudades⁷, aumentaránse las poblaciones, labrarán casas, plantarán viñas, romperán tierras baldías, y los páramos inhabitables serán en breve tiempo jardines de Chipre. Estos efectos, y otros muchos que se verán con la experiencia, tienen librada su felicidad en que no haya fisco ; el Príncipe que lo tuviere se ha de ver en estado que no lo pueda remediar. Una de dos : o quitar el fisco, o empobrecer el reino. El que le quitare vivirá sobre la prosperidad, y el que le tuviere ha de ver en

Lib. 3.

Lex⁴ ratio naturalis at boni damnatorum.

1. sufrir. 2. siente. 3. empebreo. 4. leu. 5. sera. 6. ye.
7. Ciudades.

el Imperio suma esterilidad ; y esta profecía natural será cumplida con el tiempo, como hemos visto otras. Y vuelvo una y mil veces a requerir de parte de Dios a los Príncipes Cristianos que quiten el fisco si quieren ver ensalzada [la] fe, el reino próspero, el comercio libre y la población segura.

El quinto artículo es que las cárceles sean públicas, como lo fueron siempre ; pues, aunque el delito sea grave y convenga que por algunos días el preso no se comunique con persona alguna, se puede hacer conforme a derecho, y no tenellos sin piedad ni misericordia cristiana ocho y diez años en un calabozo, sin ver la luz del día, adonde tantos se han desesperado y muerto : daño tan conocido que no puede la miseria humana tener otro mayor, causados éste y muchos de una cárcel gentílica, adonde tratan a los hombres racionales como si fueran fieras, dándoles de comer por onzas, negándoles la luz y la compañía racional, metiéndolos como animales feroces a cada uno en su jaula, a que canten herejías, y sacándolos después a los anfiteatros romanos, sin más conocimiento de saber si son culpados que el no haber adivinado con los testigos, adonde los queman deminuto. Este gobierno, como habemos dicho y bastantemente probado, no lo tuvieron los Gentiles, y así menos lo deben tener los Cristianos, encerrando los hombres en cárceles obscuras y mazmorras diabólicas, adonde se desesperen, y por salir de ellas confiesen lo que no hicieron, a costa de crueles tormentos. Estas cárceles no son conforme a derecho : tiempo limitado tiene el preso para que no hable con persona alguna ; no ordenó el derecho semejante¹ crueldad en gobierno católico, que la verdad no se averigua sino con testigos ; éstos son los que matan a los hombres, no las cárceles llenas de tinieblas ; tiempo hay para lo uno y lo otro, todos los extremos son viciosos, y la justicia que sale del derecho no es justicia sino tiranía, pues, por no verse un hombre en semejante¹ prisión, se irá a vivir a los Antípodas. Estas cárceles más son para hacer herejes que para convertirlos a la fe ; porque, si hubiere dos que lo puedan llevar con ánimo, habrá ciento que por la flaqueza del espíritu vital confiesen lo que no les pasó por el pensamiento ; de modo que el derecho por sus términos repartió la ley por iguales partes, y la cárcel secreta que decís no tiene una sola buena. Y pues habemos probado que con las armas en la mano no se han de convertir los hombres a la fe, quitense las cárceles secretas que son armas ofensivas ; que, quitándolas, será guardado el derecho, no se desesperarán los hombres, ni confesarán lo que no hicieron, habrá rigor y piedad juntamente, que son los atributos de justicia y misericordia.

1. semegante

El sexto¹ artículo es que las causas se averigüen dentro de un año, sin concedelles más término a los jueces ; porque, con la larga prisión de seis y doce años que los tienen presos, se gastan las vidas y las haciendas de los linajes, se dilata más el castigo, y luce la deshonra en los ojos del vulgo, tan en daño y perjuicio de las familias. Que sea tiempo bastante un año no es necesario decillo ; pues, para averiguar un delito que no salió de los límites del reino (y aunque salga), en un año se puede averiguar sin dilatar el juicio un siglo ; pues hay infinitas causas que, aún después de averiguadas, se olvidan, como si no las hubieran² juzgado. Este término es conforme a derecho, no habiendo algún grave inconveniente que lo impida, y se debe poner en ejecución, por fácil y seguro.

El séptimo³ artículo es que se quiten luego los libelos infamatorios⁴ que estuvieren en público, pues sólo sirven, como habemos dicho, de infamia a los linajes que no pecaron ; pues Dios ordena, y el derecho, que por la culpa del padre no se deshonre al hijo. Cesarán, si los quitan y no los vuelven a poner jamás, los odios y enemistades entre los prójimos, se guardarán los decretos y bulas de los Pontífices, se aumentará la religión y el estado, y no será manchada ni ultrajada la nobleza, y en esta parte me remito a lo que dije sobre materia tan importante.

El octavo artículo es que se honren los vasallos, aunque sean descendientes de infieles, sin excluillos de las honras y dignidades eclesiásticas y seculares, llevándolos como a plantas tiernas, alentándolos con oficios nobles, pues con ellos se levantan los ánimos a grandes acciones ; pues, como habemos probado, la ignominia⁵ y afrenta en los súbditos⁶ es quien pierde poco a poco las monarquías. Afirme el Príncipe sobre esta basa principal de la nobleza su reino, sepulte la deshonra del padre para que el hijo que no pecó vaya en aumento ; abra la puerta de esta mediocridad de estado, y entrará por ella la tranquilidad y la paz del Imperio ; honre y premie los súbditos⁶ y tendrá nobles ; y pues habemos dicho los daños que se le sigue a la fe, al Imperio y a la nobleza de la exclusión⁷ de honras, véanse por ellos los bienes que resultarán de seguir nuestra Política Angélica. Pues, cuando el Príncipe de las tinieblas se quiso oponer a Dios, siendo toda la República Angélica intelectual, el mismo Dios honró con la confirmación de su gracia a los Angeles que no habían pecado, sin poner en el Cielo una mente o señal de aquella soberbia ; y lo mismo sucede en nuestras almas, pues el alma del hijo

1. secto. 2. vibieran. 3. setipmo. 4. infamatorios. 5. ygnomia.
6. subuitos. 7. exculsion.

que fuere al Cielo, aunque el alma del padre esté en el Infierno, no por eso será menos estimada en el Cielo, ni dejará de gozar el lugar de gloria merecido por su virtud. Esta es la conclusión de mi Política Angélica sobre materia tan importante : si la imitaren los Príncipes cristianos, serán padres de sus vasallos y los amarán como a hijos.

Tratemos agora, por fin de este largo discurso, del castigo que se le debe dar al reo cuando fuere culpado. Asentando primero que cuando los testigos fueren a deponer de la culpa, los jueces apostólicos han de llamar secretamente al reo y por via de confesión le han de decir su culpa ; si la confesare, tendrá absolución, primera y segunda vez ; pero, si delinquiere, a la tercera luego será públicamente¹ quemado ; y si negare la primera y fuere acusado segunda vez, de la misma suerte morirá, sin que le valga favor humano ; pues sólo queda a la voluntad del Príncipe (según la gravedad de la culpa) el destierro ; pero la ley ha de ser públicamente ejecutada, y ha de morir por haber relajado tercera vez, habiéndose reducido y jurado de no volver a pecar contra la fe, menospreciándola aún después [de] haber sido admonestado por la ley de gracia. Esta Política Angélica es la más segura y santa que se puede tener en los tribunales que el Príncipe estableciere para castigar los delitos de religión. Con² ella se logrará la justicia, se ensalzará la misericordia, se glorificará la fe, se ennoblecerá el derecho, se guardará el cánone, se ejecutará el castigo, se talarán las herejías, se premiarán los inocentes, se castigarán los testigos falsos, se honrarán las familias, se aumentarán los vasallos, se engrandecerá el Imperio, se multiplicará la población, se amarán las gentes, se duplicará el comercio, se eternizará la nobleza, se destruirá la deshonra y se amplificará el nombre cristiano.

Esto es en suma lo que podemos decir sobre materia tan grave ; si la hubiéremos tratado como se debe, alabaremos la luz que nos comunicó la Política Angélica ; y si nos hubiéremos desviado del camino de la razón, no será por falta de voluntad sino de ingenio, con lo cual será bien desembarazarnos de esta materia.

1. publiamente. 2. Con en.